



CANADA

Débats de la Chambre des communes

VOLUME 137 • NUMÉRO 132 • 1^{re} SESSION • 37^e LÉGISLATURE

COMPTE RENDU OFFICIEL
(HANSARD)

Le vendredi 14 décembre 2001

Présidence de l'honorable Peter Milliken

TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve
à la fin du présent numéro.)

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le
réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

CHAMBRE DES COMMUNES

Le vendredi 14 décembre 2001

La séance est ouverte à 10 heures.

Prière

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

• (1000)

[Français]

LOI SUR LES DÉCHETS DE COMBUSTIBLE NUCLÉAIRE

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 13 décembre, de la motion: Que le projet de loi C-27, Loi concernant la gestion à long terme des déchets de combustible nucléaire, soit lu pour la troisième fois et adopté; ainsi que de la question préalable.

M. Marcel Gagnon (Champlain, BQ): Monsieur le Président, c'est un honneur pour moi de commencer les travaux ce matin, en ce 14 décembre, et probablement en cette dernière journée de débats à la Chambre des communes avant la période des Fêtes.

Avant que cette assemblée ne devienne un peu moins nombreuse —parce que je présume qu'à un moment donné, certains vaqueront à d'autres occupations—on me permettra de souhaiter à tous une bonne période des Fêtes, un joyeux Noël et une bonne et heureuse année.

Une voix: Merci et à vous de même!

M. Marcel Gagnon: Vous êtes bien aimable et j'accepte aussi vos vœux.

Ce matin, nous discutons en troisième lecture du projet de loi C-27, Loi concernant la gestion à long terme des déchets de combustible nucléaire. Hier, j'ai assisté au débat sur ce projet de loi et j'ai entendu des discours fort éloquentes de la plupart des députés qui ont pris la parole ici. Je n'ai pas eu l'occasion de siéger à ce comité parlementaire, mais hier, on nous a donné des explications et des informations sur un projet de loi m'intéresse au plus haut point, compte tenu de l'attention que je porte personnellement à ce dossier nucléaire depuis maintes années.

Mes collègues, dont la députée de Jonquière, ont démontré jusqu'à quel point ce projet de loi est important. Je prends à témoin, par exemple, le député de Sherbrooke, qui a fait un discours éloquent et qui a montré sa déception devant la tournure que prend ce projet de loi.

On voit aussi que le député de Rosemont—Petite-Patrie, avec ses connaissances habituelles et son sens de l'honnêteté, quand il prononce un discours, a fait des recherches et ne parle pas pour tuer le temps. Ce sont vraiment des paroles qui visent à informer les gens. De même, le député de Verchères—Les-Patriotes, qui nous a démontré jusqu'à quel point il s'intéressait à ce projet de loi et jusqu'à

quel point lui aussi, je pense, est déçu par la tournure des événements.

Le Bloc québécois a mentionné, à l'étape de la deuxième lecture, qu'il était d'accord avec le principe de ce projet de loi, en espérant que le gouvernement changerait certaines choses, que les modifications suggérées, tant par le Bloc québécois que par les autres partis d'opposition, seraient étudiées et acceptées, en grande partie du moins.

Mme Jocelyne Girard-Bujold: On a rêvé en couleurs.

M. Marcel Gagnon: Malheureusement, comme le dit la députée de Jonquière, on a rêvé en couleurs un peu.

Donc, pour ce projet de loi comme pour l'ensemble des lois qu'adopte ce gouvernement, on se demande exactement pourquoi l'opposition est là. On a l'impression que la vérité absolue, elle est de l'autre côté. On met sur pied des commissions parlementaires, on instaure des comités, on invite des spécialistes à venir nous éclairer et on pose des questions. Dans ce cas-ci, la commission Seaborn a travaillé une dizaine d'années sur ce dossier. Elle a voyagé, elle a fait des études au Canada et même en Europe et aux États-Unis. Elle a apporté des recommandations et elle a dénombré 95 lacunes, me dit-on, de différents ordres, soulignant le danger qui existe avec les déchets nucléaires.

Toutes ces études sont tombées dans le vide.

• (1010)

Le gouvernement, qui a été le seul à recevoir les langues de feu le jour où l'Esprit saint est descendu, qui a le monopole de la vérité, a décidé qu'il en ferait à sa guise.

Une recommandation, qui a recueilli l'unanimité ici, à la Chambre, je pense, et qui obtiendra l'unanimité dans l'ensemble du pays, dit que le comité de gestion qui devra prendre la responsabilité des déchets nucléaires ne devrait surtout pas être formé par ceux qui ont des intérêts dans ce dossier. On a dit que, si on a un comité de gestion formé par l'industrie nucléaire elle-même ou par des gens qui ont des intérêts dans cette industrie, c'est comme de permettre à un renard de surveiller le poulailler. C'est un dossier sérieux et majeur.

Le député de Rosemont—Petite-Patrie disait que ces déchets ont une durée de vie de 24 000 ans. C'est quelque chose. Quand on dit que c'est une loi qui a de l'avenir, on peut imaginer comment long risque d'être l'avenir dans le contexte où il se produirait une erreur en cette matière. Comme l'aurait dit René Lévesque, mon ex-patron à Québec, «l'éternité, c'est long, surtout sur les derniers milles». Alors, c'est un avenir de 24 000 ans. Cela veut dire que si une erreur survenait dans la gestion des déchets nucléaires, on devrait vivre avec cela pendant plusieurs générations.

Initiatives ministérielles

Si ce gouvernement, qui prend les décisions seul, ne commettait pas d'erreur ou n'en avait pas commis, je lui ferais confiance. Mais je pourrais mentionner aux gens qui nous écoutent quelques erreurs qui ont été commises, entre autres, dans le domaine nucléaire et avec lesquelles on est obligés de vivre.

J'habite le village de Champlain en Mauricie, situé en bordure du Saint-Laurent. En face de chez moi, de l'autre côté du fleuve, se trouve la seule usine nucléaire au Québec. Je l'ai en face de moi en me levant le matin et en me couchant le soir.

J'ai eu l'occasion de la visiter et de parler avec des spécialistes. Tous prennent au sérieux les dangers reliés à la gestion des déchets nucléaires. C'est vrai que les possibilités nucléaires sont immenses, mais c'est également vrai que le risque est majeur si on ne sait pas prendre les précautions voulues, autant pour gérer les déchets nucléaires que l'usine.

Une voix: Qu'on pense à Tchernobyl.

M. Marcel Gagnon: En effet. Souvenons-nous de Tchernobyl, de même que Three Mile Island. Hier, j'ai été surpris d'entendre une députée, supposément spécialisée de la question, dire qu'il n'y avait finalement aucun danger à gérer une usine nucléaire. Je me suis même demandé si les victimes de Tchernobyl n'étaient pas mortes par erreur. Il n'y ont peut-être pas suffisamment pensé. Il y avait tellement peu de danger que, finalement, on disait que l'accident qui s'est produit à Tchernobyl était presque mineur.

C'est pénible de constater qu'il y a des gens qui pensent ainsi à propos de produits qui vont influencer toute notre vie et la vie de tous ceux qui vont nous suivre, en supposant qu'on devienne assez conscients de la protection de la planète pour ne pas y mettre fin trop vite. Parfois, on se demande pour combien de temps encore la planète va exister quand on voit le peu d'intérêt que l'on porte à l'environnement.

Je disais tout à l'heure que le gouvernement avait commis des erreurs dans le passé. À la fin des années 1970 et au début des années 1980, j'étais au gouvernement du Québec et M. Trudeau était premier ministre du Canada, avec le même gouvernement libéral, et le premier ministre actuel était un ministre important du Cabinet de M. Trudeau.

• (1015)

Au Québec, on ne voulait pas d'usine nucléaire. Finalement, une entente est intervenue entre les deux gouvernements—parce que M. Trudeau voulait vendre des CANDU—à l'effet d'établir une usine nucléaire à Gentilly, seulement «pour faire partie du club», disait-on. Ce faisant, quelque 3 p. 100 de notre énergie provenaient de l'usine nucléaire.

M. Trudeau, pour nous encourager, a dit: «Si vous le faites, je vais faire construire une usine d'eau lourde à LaPrade.» Elle a été construite aux trois quarts. On a dépensé trois quarts de milliard de dollars en 1980. Les économistes pourraient nous dire ce que cela vaut aujourd'hui, mais cela vaut quelque deux ou trois milliards de dollars aujourd'hui.

J'ai eu l'honneur d'avoir ces «chandelles», juste en face de moi, jusqu'au printemps dernier, alors qu'on a décidé de démolir l'usine pour la vendre à la scrap. Trois quarts de milliard de dollars pour l'usine LaPrade. Et on a fait avec cela à peu près tout le patronage possible. Cela a été le résultat de l'entente de l'usine LaPrade, l'usine d'eau lourde qui devait alimenter les usines nucléaires du Québec et de l'Ontario, en partie.

Voilà une décision prise par un gouvernement qui a le monopole de la vérité. On peut faire confiance à des gouvernements comme

celui-là. Quand j'ai vu, l'an dernier, qu'on mettait la hache, à toutes fins pratiques, dans une usine qui a coûté trois quarts de milliard, en 1980, j'ai trouvé le désastre assez pénible à voir. Et ce gouvernement-là se vante de bien gérer. C'est assez extraordinaire.

Je me suis laissé dire qu'on va suivre les recommandations des comités qui étudient les dossiers et qui font soi-disant, et sûrement, des recommandations au ministre. Maintenant, je n'y crois plus beaucoup—on a une autre preuve avec ce projet de loi—parce que j'ai assisté aux séances d'autres comités. Je n'ai pas eu la chance d'assister aux séances de ce comité, mais j'ai assisté à ceux d'autres comités, notamment l'agriculture et le développement des ressources humaines.

Quand on a étudié des dossiers comme celui de l'assurance-emploi, au Comité permanent du développement des ressources humaines, les libéraux, les alliancistes, les bloquistes, les néo-démocrates, les conservateurs, unanimement, ont condamné le vol de l'assurance-emploi. Le rapport a été déposé à la Chambre. La ministre nous a dit qu'elle allait étudier le dossier, étudier les recommandations, étudier le rapport.

On s'aperçoit que l'argent de l'assurance-emploi a disparu et que les travailleurs, qui ont contribué à l'assurance-emploi, sont ceux qui paient en bonne partie, sinon en totalité, le remboursement de la dette du Canada actuellement.

Ce qui est assez surprenant là-dedans, monsieur le Président, c'est que ni vous, ni moi, ni le ministre des Finances, ni le premier ministre, ni l'ensemble des ministres, ni aucun député de ce Parlement ne contribuons à la caisse de l'assurance-emploi. La caisse de l'assurance-emploi appartient aux travailleurs et à l'industrie qui y participe.

Ceux qui prennent la décision de s'approprier de cette caisse et de payer les dettes du gouvernement sont ceux qui ne contribuent pas à la caisse. Combien y en a-t-il qui ne contribuent pas à la caisse, à part nous? Nos employés, ici, au Parlement, contribuent à la caisse. Ce sont eux et les autres travailleurs du Québec et du Canada qui sont en train de payer la dette du Canada. C'est de l'ordre d'à peu près une quarantaine de milliards de dollars.

J'ai vu la même chose, au Comité permanent du développement des ressources humaines, où on s'est aperçu qu'environ 20 p. 100 des personnes âgées admissibles au Supplément du revenu garanti ne reçoivent pas, parce qu'on ne réussit pas à les trouver.

• (1020)

Une voix: Ils sont déjà nommés.

M. Marcel Gagnon: Effectivement, ils sont nommés. C'est le problème majeur que l'on rencontre concernant la gestion des déchets nucléaires, l'avenir nucléaire, et mon collègue de Verchères—Les Patriotes l'a bien démontré. Il disait que la fusion nucléaire, c'est ni plus ni moins essayer de mettre du soleil en bouteille. C'est une énergie extrêmement propre, une énergie d'avenir qui devrait nous servir, si on pousse la recherche. D'ailleurs, je me souviens également de ce dossier, parce que lorsqu'on a parlé de fusion nucléaire et de l'importance de se consacrer à la recherche sur la fusion nucléaire, j'étais l'adjoint du ministre de l'Environnement du Québec.

Alors qu'il consacre des millions de dollars au secteur nucléaire en général, le gouvernement, dans sa grande sagesse, a décidé, concernant les coupures et les compressions, de se consacrer à ce qui n'était pas important. Alors il a coupé environ 7,5 millions de dollars par année en recherche pour la fusion nucléaire. La sagesse de ce gouvernement laisse à désirer. Personnellement cela me laisse un goût amer.

Ces trois milliards de dollars qui sont économisés depuis huit ans vont également servir à rembourser la dette.

La ministre nous a dit: «On va étudier le dossier, le comité va l'étudier également et vous allez faire des recommandations». Les recommandations n'ont toujours pas été suivies. On ne détient pas la vérité ici. Mais ceux qui ne détiennent pas la vérité comme nous, eux, ils paient.

Je reviens sur le projet de loi C-27. Une des recommandations du comité, comme je le disais tout à l'heure, était de ne pas confier la gestion des déchets nucléaires, parce que trop dangereux, à l'industrie. Il faut absolument que la gestion des déchets soit confiée à des organismes indépendants et compétents, par des municipalités et des gens qui vont devoir vivre avec ce dossier de la gestion des déchets, et non pas par l'industrie. Mais on s'aperçoit que, dans le projet de loi, on dit que ce sera l'industrie qui va gérer ces déchets.

C'est encore surprenant qu'on ne crée pas une autre fondation pour cela. Cela permettrait de placer des amis du gouvernement.

Une voix: Ils vont en placer quand même.

M. Marcel Gagnon: Ils vont trouver le moyen d'en placer quand même, me dit-on. Je leur fais confiance de ce côté.

Encore une fois, j'espère que tout à coup, la bonne volonté sera là et qu'on décidera, avant le vote en troisième lecture, avant l'adoption de ce projet de loi—s'il reste comme tel, c'est sûr que le Bloc s'y opposera—de revenir au sérieux et considérer que l'avenir, ce n'est pas seulement l'avenir immédiat du Parti libéral, mais celui de tous les Canadiens et de toutes les générations qui vont nous suivre.

Je suis de ceux qui pensent que la gestion des déchets nucléaires devrait devenir plus importante pour ce gouvernement. Il serait encore temps. Quelqu'un disait que ce serait peut-être le plus beau cadeau qu'on pourrait faire aux Québécois et aux Canadiens à l'occasion de Noël, soit de dire: «On retire le projet de loi C-27; on y repense, on revoit les consultations qui ont été faites. On retourne s'informer et on fait un examen de conscience en pensant qu'on joue avec l'avenir de tout le monde».

Une voix: C'est de croire au Père Noël.

M. Marcel Gagnon: On me dit que c'est de croire au Père Noël. C'est la bonne journée pour y croire, on arrive à Noël.

Enfin, c'est à peu près tout ce que j'avais à dire, pas nécessairement sur le projet de loi, mais sur l'administration en général, c'est-à-dire sur la façon dont on administre ce projet de loi et sur la façon dont on administre, en croyant détenir le monopole de la vérité, en oubliant les autres et en faisant payer ceux qui ne doivent pas payer seuls des montants d'argent comme la dette du gouvernement.

• (1025)

M. Bernard Bigras (Rosemont—Petite-Patrie, BQ): Monsieur le Président, tout d'abord, je tiens à féliciter mon collègue de Champlain pour son intervention, qui a duré tout près de 15 minutes. Je veux surtout rappeler l'équilibre, parce qu'il me fait plaisir de l'entendre au lendemain de l'intervention de l'une de nos collègues de l'Alliance canadienne qui, elle, contrairement à nous, vantait les mérites de l'industrie nucléaire au Canada.

Initiatives ministérielles

Elle souhaitait même la mise en place d'une économie du nucléaire. Elle favorisait l'importation du plutonium en provenance de Russie pour créer des emplois, alors que tout le monde sait au moins deux ou trois choses en ce qui a trait au nucléaire, et plus particulièrement au plutonium. Tout d'abord, son espérance de vie en termes de dangerosité et de radioactivité est de 24 000 ans. Croire que cette substance serait neutralisée en quelques années, c'est faux. Son espérance de vie est de 24 000 ans.

Il existe un autre aspect important. On l'a rappelé à la députée de l'Alliance. Il faut savoir que cette substance, qu'est le plutonium, est une des substances les plus cancérigènes connues actuellement. Favoriser le développement et la mise en place de ce que j'appellerais, moi, une économie du nucléaire, c'est complètement ridicule et inacceptable.

La trame de fond inhérente à l'intervention de mon collègue de Champlain se résume à ceci: ce gouvernement—et c'est ce qu'il faut retenir, à mon avis, de ce projet de loi—favorise, par ces mesures contenues dans le projet de loi, le développement d'une pensée unique en ce qui a trait à la gestion du nucléaire, par la mise en place des sociétés de gestion du nucléaire.

Pourquoi cela favorise-t-il la pensée unique? Parce que, dans ces sociétés de gestion, il n'y aura qu'un unique partenaire, soit les sociétés d'énergie. Ces sociétés d'énergie ont été, dans l'histoire canadienne, les principales productrices de déchets nucléaires. Donc, comment une société d'énergie, qu'elle soit du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario ou d'ailleurs—rappelons que c'est en Ontario où on crée 90 p. 100 des déchets au Canada—peut-elle être membre et partie d'une société qui, elle, sera responsable de la gestion? N'oublions pas que le gouvernement avait toute la possibilité d'inclure, d'intégrer à ses sociétés de gestion les municipalités, tout d'abord. Ce sont elles, les municipalités, qui vivent au quotidien avec ces déchets nucléaires. De plus, le gouvernement avait une occasion en or d'intégrer le public dans ces sociétés de gestion.

Lorsqu'on regarde l'histoire des déchets nucléaires au Canada ou de l'importation, comme ma collègue a pu le vivre dans sa circonscription, le public veut être consulté quant aux méthodes mises en place. Il aurait très bien pu y avoir une place réservée au public à l'intérieur de ces sociétés de gestion. C'est ce qui explique, à mon avis, la trame de fond du discours de mon collègue, dans lequel il y a une pensée unique quant à la gestion.

Un autre aspect concerne la Commission Seaborn qui a siégé pendant 10 ans au Canada.

Une voix: Une commission indépendante.

M. Bernard Bigras: Oui, bien sûr, en plus, c'est une commission indépendante, dans laquelle nous, comme contribuables, avons investi des millions de dollars afin de consulter la population sur les méthodes qui doivent être mises en place. La commission a eu deux mandats fondamentaux.

Tout d'abord, cette commission devait évaluer les méthodes techniques afin de gérer les déchets. La méthode qui a été le plus souvent proposée était d'enfouir ces déchets à plus de 30 000 mètres dans les couches géologiques du Bouclier canadien.

Initiatives ministérielles

•(1030)

Mais ce dont on s'est rendu compte, lorsque nous favorisons cette méthode, c'est que les citoyens voulaient être consultés. La pensée unique est donc claire dans ce projet de loi dans la mesure où le gouvernement refuse d'intégrer les recommandations de la Commission Seaborn à l'intérieur de son projet de loi. La pensée unique est encore plus présente lorsque le Bloc québécois et d'autres partis en cette Chambre décident de proposer des amendements pour répondre aux recommandations de la Commission Seaborn, mais que le gouvernement les rejette.

Le député est mieux placé que quiconque pour savoir ce que ce gouvernement fait en matière de gestion de déchets, et ici, je parle bien sûr des déchets nucléaires mais également de déchets autres, qu'ils soient résiduels ou même militaires. Cela m'amène à la question des obus. Le gouvernement fédéral a démontré, dans la gestion des obus militaires, à quel point il pouvait être un mauvais gestionnaire.

Ma question à mon collègue est donc la suivante. Est-ce qu'il peut nous expliquer ce qui se passe avec le cas du lac Saint-Pierre où, depuis des années, on retrouve dans ce lac connecté au fleuve, des milliers d'obus quelquefois non éclatés, et que, parfois, certains enfants retrouvent sur les plages? On ne raconte pas d'histoires lorsqu'on dit cela en cette Chambre; c'est la réalité.

J'aimerais donc qu'il nous indique comment ce gouvernement gère les déchets et plus particulièrement les déchets militaires qu'on retrouve dans le lac Saint-Pierre?

M. Marcel Gagnon: Monsieur le Président, j'aurais voulu mentionner ce problème tout à l'heure, mais le temps qui m'était alloué se terminait. C'est avec grand plaisir que j'y reviens. Je disais tout à l'heure que je ne fais plus confiance à ce gouvernement qui croit détenir le monopole de la vérité parce que, justement, il y a trop d'erreurs qui ont été commises.

Mon collègue de Rosemont—Petite-Patrie vient de mentionner les obus du lac Saint-Pierre et la gestion que l'on fait de produits ultra-dangereux. Il y a encore 350 000 obus qui gisent au fond du lac Saint-Pierre, dont environ 8 000 à 10 000 sont encore amorcés.

Chaque printemps, à cause des glaces et selon le degré de froid de l'hiver—cet hiver, à venir jusqu'à maintenant, on n'aura pas trop de problèmes à cause de la température douce, mais la glace va revenir—les obus collent à la glace.

Au printemps, quand l'eau du fleuve monte, avec la fonte des neiges, la glace transporte alors des obus un peu partout. La preuve, c'est que même l'armée longe, avec des hélicoptères, les berges du Saint-Laurent jusqu'à Québec et même plus loin pour pouvoir retrouver des obus. Mais quand l'armée ne les retrouve pas, parfois, ce sont des enfants qui les retrouvent. Je vois quelqu'un de l'autre côté qui a l'air de dire que ce n'est pas tellement important.

C'est extrêmement important, puisque cela a coûté la vie à des gens jusqu'à maintenant. Cela a défilé une famille du lac Saint-Pierre qui était en train de préparer un voilier pour faire le tour du monde. Ils ont fait une fête autour du voilier après avoir fini de préparer leur bateau et un obus a éclaté dans un feu de joie. Si cela n'est pas important, je me demande ce qui l'est. Il y a eu d'autres cas semblables. Le printemps passé, des enfants ont été trouvés en train de jouer avec des obus, qui auraient pu éclater.

Comme mon temps s'écoule, je voudrais également toucher un autre point. On est les seuls à ne pas prendre l'environnement au sérieux. J'arrive d'un voyage en Allemagne. Il faut voir ce qui se fait dans ce pays pour la protection de l'environnement. Ils sont en train

de mettre fin à l'énergie nucléaire, entre autres. Ils s'orientent vers la recherche d'énergies plus propres, plus sûres.

Pourquoi ici, au Canada et au Québec, on ne nettoierait pas et on ne prendrait pas des précautions pour l'avenir de nos enfants?

•(1035)

M. Antoine Dubé (Lévis-et-Chutes-de-la-Chaudière, BQ): Monsieur le Président, il me fait plaisir, à mon tour, d'intervenir dans ce débat sur le projet de loi C-27, Loi concernant la gestion à long terme des déchets de combustible nucléaire.

Lorsqu'on parle de déchets nucléaires, il n'est pas nécessaire d'être spécialiste pour savoir qu'il ne s'agit pas d'un dépot ordinaire. On a une meilleure connaissance de ce que sont les déchets nucléaires depuis les années 1970. Cela faisait déjà l'objet, à l'époque, de débats, d'inquiétudes, et c'est encore le cas aujourd'hui.

Il y a quelques semaines, le député de Rosemont—Petite-Patrie rappelait la tenue du Sommet de Marrakech. L'une des principales recommandations de ce sommet était qu'il fallait envisager l'interdiction de l'utilisation du nucléaire comme source d'énergie pour le futur. Depuis les années 1970, et même avant, un certain nombre de pays, dont le Canada, ont utilisé l'énergie nucléaire, notamment pour produire de l'électricité.

Maintenant, on peut dire, presque avec fierté, que le gouvernement du Québec avait amorcé des projets, dont celui de Gentilly, entre autres. Rappelons le projet de LaPrade. Mais il a abandonné cette façon de faire, car cela soulevait beaucoup d'inquiétudes, et aussi parce que des scientifiques et des spécialistes de la question émettaient suffisamment d'objections, ce qui fait que le Québec a opté pour l'hydroélectricité plutôt que le nucléaire pour produire de l'électricité.

On peut se compter chanceux, car si on se compare avec l'ensemble du Canada, en termes de déchets, au Québec, nous n'avons que 3 p. 100 des déchets nucléaires existant au Canada. Quand les députés du Bloc ont dit qu'on veut défendre les intérêts du Québec, je pense que oui, car dans ce cas, nous sommes contents qu'on se soit limité à 3 p. 100. On comprend mieux l'attitude du gouvernement libéral qui, à la Chambre, est davantage représenté par l'Ontario, quand on sait que 90 p. 100 des déchets nucléaires se trouvent en Ontario.

Le député de Brome—Missisquoi ne peut pas le dire, mais je sais qu'il est entièrement d'accord avec la position du Bloc québécois. Comme Québécois, il est aussi fier que le gouvernement du Québec—que ce soit sous le Parti québécois ou sous le Parti libéral du Québec dont son frère est membre—ait fait le choix de ne pas aller plus loin avec l'énergie nucléaire au Québec.

Mais voilà qu'on nous présente un projet de loi sur cette question. Nous avons voté pour le principe, en deuxième lecture, car on était suffisamment en faveur de ce projet de loi pour appuyer à cette étape. Il s'agit de déchets importants, dangereux pour la santé, dangereux pour la sécurité, dangereux à tout point de vue. Une commission a travaillé dix ans là-dessus, la Commission Seaborn, et des objections venaient de nos critiques en la matière.

Je sais que la députée de Jonquière a travaillé longtemps dans ce dossier, même jusqu'à la fin, avec le député de Sherbrooke. Je sais que le député de Rosemont—Petite-Patrie aurait bien aimé, à titre de critique en matière d'environnement, se prononcer également. Malheureusement, le gouvernement a considéré que c'était plutôt un dossier relevant strictement des richesses naturelles et non pas du ministère de l'Environnement.

Initiatives ministérielles

Donc, le Comité permanent de l'environnement n'a pu être consulté à ce sujet. Je dirais que c'est l'une des principales lacunes de ce projet de loi, puisqu'il ne concerne que le ministère des Ressources naturelles, qui travaillerait avec les sociétés de gestion nucléaire des différentes provinces, et on confierait en quelque sorte à ceux qui sont parties prelevantes dans le dossier le soin de l'évaluer et de le critiquer. Hier, le député de Sherbrooke disait que c'est comme laisser un renard garder le poulailler, et je suis d'accord avec lui.

• (1040)

Cela n'a pas de sens. En général, lorsqu'on parle d'un projet de loi ou d'une mesure législative, on se doit de considérer que la vérification ou l'évaluation soit confiée à un tiers, à des indépendants ou à un autre ministère. Ou encore, il faut s'assurer que ce ne soient pas les mêmes personnes ou les mêmes fonctionnaires qui aient à s'évaluer eux-mêmes. Cela n'a pas de sens.

Quand on parle du nucléaire, il est certain qu'il ne faut pas tomber non plus dans la démagogie et apeurer tout le monde. Cependant, un certain nombre d'incidents sont survenus dans le monde. Certains pays ont même avoué leur impuissance à gérer correctement leurs déchets nucléaires. La Russie, notamment, les pays de l'ancienne Union soviétique cherchent désespérément des moyens pour se débarrasser des déchets nucléaires, parce que premièrement, cela coûte très cher; deuxièmement, c'est techniquement difficile; et troisièmement, ils avaient abondamment utilisé cette source d'énergie.

Je me rappelle de l'objection de la députée de Jonquière. On sait toute l'énergie qu'elle peut déployer lorsqu'elle est en désaccord à propos d'un dossier, de même lorsqu'elle est d'accord. Mais pour empêcher cela, elle a mis de l'avant une expérience dans son comté pour les nouvelles poubelles nucléaires dans le monde. Elle avait raison.

Si cela s'était présenté dans le comté de Lévis, les députés peuvent être sûrs que j'aurais fait la même chose qu'elle. Je pense que chaque député ici, qui aurait été touché par un dossier semblable, aurait émis des objections et je pense que tout le monde aurait compris. Mais la députée de Jonquière l'a fait avec acharnement et même encore hier, elle s'est exprimée à ce sujet et je l'en félicite. Je félicite également le député de Sherbrooke qui, comme à son habitude, a traité de ce sujet-là avec beaucoup de sérieux.

J'ai entendu quelquefois le député de Rosemont—Petite-Patrie dire qu'il voulait en parler. Il n'a pu qu'en parler à la Chambre, puisque cela n'a pas été traité par le Comité permanent de l'environnement. Dans son discours que j'écoutais hier et également dans son intervention de tout à l'heure, il a fait état de cette question qui, je pense, dénote un autre point important. Il s'agit de la place, en fait, de la «non-place» qui est accordée au public dans ce dossier.

On ne devrait pas considérer ce sujet simplement sous l'angle technique ou simplement sous l'angle scientifique. D'autant plus qu'on dirait que plus on avance dans ce dossier, plus on devient incertains. Quand un scientifique voulant nous rassurer nous parle de ce sujet et qu'on le sent stressé, comme s'il avait dans les mains un dossier...

M. Gilles-A. Perron: Une patate chaude!

M. Antoine Dubé: C'est une patate chaude, comme le député de Rivière-des-Mille-Îles vient de le dire, cela veut dire que c'est un dossier qui mérite qu'on l'étudie sérieusement.

C'est un dossier qui doit être traité de façon à rassurer le public, de sorte que ce dernier ait confiance. Et pour obtenir la confiance du

public, il devrait y avoir, en permanence, une véritable consultation publique des différents intervenants représentatifs du milieu, pas juste des scientifiques, pas juste des experts, mais des gens du milieu.

Je sais bien qu'il ne faut pas toujours tomber dans le «pas dans ma cour», mais il reste qu'il faut le faire quelque part, et encore faut-il le faire dans les endroits appropriés. Et pourquoi un milieu devrait-il accepter les déchets nucléaires provenant d'un autre milieu et provenant d'un autre pays?

Alors, je sais que les députés ne sont pas assez nombreux ce matin et pas assez éveillés. Ils sont peut-être trop fatigués pour me critiquer, pour me dire: «Voyons, pourquoi dites-vous cela? Ce n'est pas écrit dans le projet de loi qu'on va accepter de l'importation nucléaire.»

Oui, mais un sujet comme cela, c'est un peu comme avec les projets de loi qu'on a adoptés ou qui ont été déposés ici à la Chambre, concernant la sécurité publique, où on disait: «Oui, mais rassurez-vous, ce n'est pas écrit dans le projet de loi.» Mais non, on n'est pas rassurés. On préférerait que ce soit écrit qu'il n'y en aura pas. Pourquoi on ne fait pas cela?

• (1045)

Je n'ai pas participé aux travaux du comité, mais j'ai examiné les amendements qui étaient proposés par les députés du Bloc québécois qui voulaient s'assurer, entre autres, qu'il y ait de meilleures définitions, et c'est normal.

Mais les suggestions pour corriger une des lacunes avaient pour but de ne pas laisser le pouvoir à un seul ministre ou au Conseil des ministres car, pour un sujet aussi important qui concerne le public, il faudrait ramener cette évaluation sur des projets précis à la Chambre ou ramener le sujet périodiquement à la Chambre et qu'un vérificateur l'examine, pas n'importe lequel, mais quelqu'un sous l'égide du vérificateur général du Canada.

Comme la députée de Jonquière le souligne, toutes les propositions d'amendement ont été rejetées une à une en comité et ici à l'étape du rapport. Des députés, qui étaient auparavant de l'autre côté de la Chambre mais dont le travail parlementaire, lorsqu'ils sont du côté du pouvoir, les oblige à voter avec leur parti lorsqu'un projet de loi est présenté par un ministre, ont voté contre ces amendements, parce que le projet de loi proposé par le gouvernement serait, so-disant, parfait.

J'ouvre une petite parenthèse pour signaler que cela fait huit ans qu'on siège ici. C'est probablement le dernier discours que j'aurai à prononcer d'ici la fin de l'année 2001. Je l'ai répété à quelques reprises mais je pense qu'il faut s'attarder sur ce sujet.

Quand on voit la façon dont le gouvernement a traité toute la question des projets de loi de lutte contre le terrorisme et de sécurité publique, à la suite des événements du 11 septembre, et qu'on constate que, finalement, tout le pouvoir est remis entre les mains d'un ministre ou du Conseil des ministres dans d'autres cas, et que ce Conseil des ministres est formé de députés nommés par le premier ministre, qu'on est dans un Parlement où le premier ministre nomme le Gouverneur général, qu'il nomme les sénateurs lorsqu'il est temps de les remplacer pour siéger dans l'autre Chambre, qu'il nomme la plupart des gens à des postes importants ici dans ce gouvernement, eh bien, il y en a qui disent que, toutes proportions gardées—le Canada n'est pas les États-Unis—le pouvoir qui est concentré dans les mains du premier ministre du Canada est actuellement plus grand que celui du président des États-Unis.

Initiatives ministérielles

En ce qui concerne le président des États-Unis, les autres Chambres, au moyen d'un droit de veto, peuvent l'empêcher d'exercer certains pouvoirs, comme, par exemple, l'autorisation d'envoi de troupes ou encore l'utilisation d'argent additionnel. Il doit présenter un projet de loi très précis ou un programme aux différentes Chambres du Congrès. Ce n'est pas ce qui se passe ici.

Ici, lorsqu'on veut gagner du temps, on renvoie les projets de loi à l'autre Chambre. Mais comme les représentants du Parti libéral siègent également au caucus, ils reçoivent des instructions du premier ministre—bien sûr, ils viennent aussi lui dire ce qui se passe dans l'autre Chambre—, qui disent: «Ne vous pressez pas pour l'adoption de tel projet de loi» ou, au contraire, «Ça presse que vous adoptiez tel projet de loi».

Un exemple de ceci est le projet de loi sur le crime organisé, qui n'est pas encore officiellement adopté par l'autre Chambre. Mais rapidement, on tente de nous faire approuver des projets de loi concernant la sécurité publique, ou le projet de loi C-7 sur les jeunes contrevenants. Voilà que Noël approche et aujourd'hui, au dernier jour de la session avant les Fêtes, on étudie le projet de loi C-27. C'est sans doute un sujet important, mais le projet de loi a de graves lacunes.

Le même premier ministre dont je parle, ou par le biais du Conseil des ministres, va pouvoir nommer tous les membres du conseil d'administration de cette société de gestion qui va s'occuper de la question des déchets nucléaires. Qui va -il nommer? Des gens en qui il a toute confiance ou encore envers qui il se sent redevable. Je dirais que le mot patronage n'est pas nécessairement parlementaire, mais cela y ressemble à un tel point qu'il faudrait vraiment l'utiliser. Je vais donc l'utiliser. Cela laisse la place à du patronage.

● (1050)

Comment voulez-vous que, dans ces circonstances, face à un sujet aussi important que les déchets nucléaires, le public ait confiance que tout ne sera pas décidé dans les officines du pouvoir, au Cabinet du premier ministre ou dans celui du ministre concerné?

Mais comme il risque toujours d'être nommé ailleurs, comme le veut la rumeur actuelle voulant qu'il y ait un remaniement ministériel d'ici Noël, et pour s'assurer d'avoir une promotion dans ce remaniement, il faut que le ministre en question fasse des choses potentiellement plaisantes pour le premier ministre, s'il veut prendre du gallon.

On doit admettre que le ministre des Finances avait une certaine indépendance, mais cette année, contrairement à ses habitudes, il a prévu un budget qui ferait plaisir au premier ministre. À un point tel—c'était drôle, mais en même temps ce ne l'était pas—qu'un député de l'Alliance a dit: «Que le véritable auteur de ce budget se lève.» Le premier ministre et le ministre des Finances se sont levés en même temps.

Cela prouve hors de tout doute que, cette fois-ci, ce n'est plus un budget du ministre des Finances, mais aussi et beaucoup un budget du premier ministre. Après huit ans de pouvoir, on pourrait s'attendre à ce que ce dernier devienne raisonnable, moins assoiffé de pouvoir, mais non. Maintenant il veut s'attribuer des pouvoirs qui, dans l'histoire parlementaire, vont normalement au ministre des Finances.

Monsieur le Président, je sais que je m'écarte un peu du sujet, mais j'ai toujours reconnu votre esprit de tolérance, votre souplesse et votre flexibilité. Sachant que c'est mon dernier discours de l'année 2001, vous me faites un petit cadeau de Noël en me permettant de dire un peu ce que je pense, même si parfois cela dépasse les limites du projet de loi.

Je sais que le député de Abitibi—Baie-James—Nunavik est très jaloux de la faveur qui m'est faite. Lui ne pourra pas, à cause du système parlementaire canadien actuel, dire tout haut à la Chambre ce qu'il pense, parce qu'il a un petit espoir d'être nommé secrétaire parlementaire ou un jour ministre. Il espère que le premier ministre va oublier qu'il a déjà siégé chez les conservateurs...

M. Guy St-Julien: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je suis très fier que le député du Bloc québécois ait reconnu ma présence à la Chambre des communes avant Noël.

Le Président: Je regrette, ce n'est pas un recours au Règlement, mais nous sommes sans doute tous heureux.

M. Antoine Dubé: Monsieur le Président, je reconnais qu'il est là plus que jamais, probablement parce qu'il a lui aussi entendu dire qu'il y avait un remaniement ministériel. Il veut montrer qu'il est ici et qu'il travaille fort.

Trêve de plaisanterie. Même si nous ne sommes pas toujours d'accord avec le député de Abitibi—Baie-James—Nunavik, parfois, on peut critiquer son sens de l'humour ou ses attaques envers les députés du Bloc québécois, je lui fais ce petit cadeau que le Parti libéral ne lui fera peut-être pas, c'est-à-dire que d'après mes informations, il travaille très fort pour les gens de son comté. Mais ça c'est d'après mes informations.

En conclusion, je me suis un peu laissé emporter par mon enthousiasme mais j'aurais bien aimé un cadeau de Noël pour les travailleurs de la Davie. Les mesures annoncées par le ministre de l'Industrie sont tellement tardives. Imaginez-vous un ministre qui crée un programme mais qui oublie de l'annoncer! Il y a deux raisons: le programme n'est pas très bon ou il espère que les gens n'en profiteront pas. En ne l'annonçant pas, comme cela il n'y aura pas beaucoup de demandes.

Malheureusement avec tout le temps que cela a pris, je veux offrir cette dernière pensée aux travailleurs de la Davie qui vont passer les Fêtes sous la menace d'une fermeture, puisque l'entreprise est actuellement sous la Loi sur la protection de la faillite.

Je sais que des démagogues de ma région ont dit que c'était normal. St. John's, qui avait le plus gros chantier naval au Canada, en concurrence avec Davie, est aussi fermé. Marystown Shipyard Limited, qui est dans le comté du ministre de l'Industrie est encore fermé. Dans l'autre chantier naval dans son comté, à Saint John's, les gens travaillent à peine.

Je terminerai en disant à mes électeurs que je continuerai à travailler très fort dans ce projet de Davie. Aussi tous les sujets sont importants pour moi. Celui-ci est particulièrement très important puisqu'il s'agit de l'avenir de nos jeunes et de plusieurs générations.

● (1055)

[Traduction]

M. Peter Adams (Peterborough, Lib.): Monsieur le Président, c'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai suivi le débat sur le projet de loi C-27, Loi sur les déchets de combustible nucléaire. C'est une importante mesure législative pour l'ensemble du pays, mais je regrette que le débat se soit prolongé au point où nous ne pourrions aborder avant Noël le projet de loi C-15B, la mesure législative qui traite de la cruauté envers les animaux.

Le député et ses collègues sont de toute évidence intéressés par cette question qu'ils connaissent fort bien. Ces députés ont parlé d'énergie nucléaire et de fission nucléaire. Une des solutions envisagées au problème des déchets de combustible nucléaire et, à long terme, aux problèmes qui se poseront à notre industrie nucléaire, est la fusion nucléaire, non la fission nucléaire.

Quelle est la position du député et de ses collègues et peut-être même d'Hydro-Québec à l'égard du projet ITER? Cette proposition fait l'objet de discussions depuis trois ans. Des scientifiques du Japon, de l'Union européenne, des États-Unis et d'ailleurs au Canada participeraient à une étude internationale très élaborée de la fusion nucléaire, échelonnée sur plusieurs années. Que pensent le député et ses collègues de cette solution pour régler le problème des déchets de combustible nucléaire?

[Français]

M. Antoine Dubé: Monsieur le Président, je pense que c'est dommage qu'il reste très peu de temps, parce que je pense qu'il est en train de confondre la fission et la fusion.

Par rapport au dossier dont il parle, il faudrait justement, encore ici au Canada, une étude plus approfondie. Mais je reconnais être préoccupé, malgré le fait que seulement 3 p. 100 des déchets nucléaires se retrouvent au Québec et 90 p. 100, en Ontario. C'est une raison de plus pour prendre davantage de temps pour en étudier en profondeur toutes les conséquences.

Je remercie le député de sa question et je lui souhaite un joyeux Noël, de même qu'à tous les autres.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

LES DROITS DE LA FEMME

Mme Anita Neville (Winnipeg-Centre-Sud, Lib.): Monsieur le Président, nous célébrons aujourd'hui les réalisations du Centre international MATCH, une organisation féminine canadienne qui travaille dans le domaine des droits de la femme depuis 25 ans.

Je voudrais honorer les co-fondatrices, Norma Walmsley, une ancienne Manitobaine qui enseigne les sciences politiques à l'Université de Brandon, et Suzanne Johnson-Harvor. Au niveau international, MATCH continue de promouvoir les droits de la femme dans divers pays en développement.

Je suis fière de m'associer au 25^e anniversaire de MATCH. L'une des femmes qui a dirigé cette organisation a été une élue en Colombie-Britannique durant les années 1970. Il s'agit de Mme Rosemary Brown, une collègue politique. Étant donné la brillante carrière qu'elle avait eue dans la défense des droits de la personne et en politique provinciale, Mme Brown a joué un rôle de premier plan dans MATCH en tant que directrice générale dans les années 1980. Durant son mandat, MATCH a pris de l'expansion pour s'occuper également des droits des travailleurs et des démunis.

En 2001, MATCH continue de défendre avec vigueur les idées qui ont été mises de l'avant pour la première fois par Norman Walmsley, Suzanne Johnson-Harvor et Rosemary Brown. Aujourd'hui, il est plus important que jamais que nous célébrions les efforts de MATCH et sa merveilleuse capacité de donner une voix à des millions de femmes pauvres et défavorisées...

• (1100)

Le Président: Le député de Elk Island a la parole.

* * *

LA BANQUE DE MONTRÉAL

M. Ken Epp (Elk Island, Alliance canadienne): Monsieur le Président, nous sommes en plein dans la saison des cadeaux et de la bonne volonté. Je voudrais profiter de l'occasion pour faire une chose tout à fait inhabituelle. Je voudrais remercier et féliciter l'une

Article 31 du Règlement

de nos grandes banques pour une initiative qui dément la critique très répandue voulant que les banques se fichent du bien-être des gens qu'elles servent.

La division des petites entreprises de la Banque de Montréal a annoncé un programme d'avantages pour les petites entreprises. Le fait d'offrir aux petites entreprises des prêts et des marges de crédit au taux préférentiel est un véritable avantage sur le plan des intérêts. En plus, la banque offre d'elle-même un crédit d'intérêt rétroactif de 0,25 p. 100 à ses petites entreprises clientes. Elles n'ont même pas à en faire la demande, c'est automatique.

Je félicite la Banque de Montréal pour ce geste qui tombe à point. Cela montre la compassion de la banque pour les milliers de chefs de petite entreprise au Canada, dont beaucoup font face à de véritables défis financiers. C'est également un signe de l'engagement de la banque à l'égard de ses clients et de notre pays.

* * *

LES BÉNÉVOLES

M. Lynn Myers (Waterloo—Wellington, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion de féliciter les récipiendaires du Prix du Gouverneur général pour l'entraide. Le prix a été créé pour reconnaître les héros discrets, les personnes dont les efforts quotidiens pour améliorer la vie des autres passent souvent inaperçus, même s'ils marquent profondément les collectivités canadiennes.

La médaille qui leur est décernée souligne non pas un seul acte de bravoure mais la compassion et l'humanisme, traits caractéristiques des Canadiens. Comme il convient, les prix ne sont pas décernés dans le cadre d'une cérémonie grandiose, mais à divers moments au cours de l'année aux citoyens extraordinaires dont la candidature est proposée par leurs concitoyens.

J'invite les députés à la Chambre à se joindre à moi pour féliciter tous ces Canadiens et les autres dont la contribution à la collectivité fait une véritable différence dans nos vies.

* * *

[Français]

LES BÉNÉVOLES

M. Denis Paradis (Brome—Missisquoi, Lib.): Monsieur le Président, en cette Année internationale des bénévoles, j'avais le plaisir, dernièrement, de saluer et de remercier des bénévoles de Brome—Missisquoi qui ont été choisis par leurs pairs et qui ont reçu la médaille du gouvernement du Canada.

Ce sont Claude Allard, de Cowansville; Jean-Marie Beaupré, de Magog; Micheline Bissonnette, de Farnham; Alfred Boulet, de Cowansville; Pierre Désautels, de Magog; Denis Deschamps, de Bromont; Rolande Dubord, de Bromont; Madeleine Fortin, de Bedford; Gil Gilbert, de Bolton Centre; Mariette Jetté, de Farnham; Heather Keith-Ryan, de Mansonville; Gaston Lafontaine, de Lac Brome; André Landry, de Bedford; Marion Phelps, de Lac Brome; Lucille Pouliot, de Magog; Gary Richards, de South Stukely; et Jean-Paul Sirois, de Cowansville.

Merci de faire en sorte que notre monde ait un visage plus humain. Transmettez cette flamme aux jeunes, et heureuses Fêtes à tous.

*Article 31 du Règlement***L'EXPLOITATION MINIÈRE**

M. Guy St-Julien (Abitibi—Baie-James—Nunavik, Lib.): Monsieur le Président, la Société minière McWatters de Val-d'Or a déposé son plan formel d'arrangement et de réorganisation de l'endettement et des obligations, ainsi que du capital.

Ce plan va permettre à la société d'atteindre une stabilité financière à long terme. Tous les intervenants concernés profiteront davantage de l'adoption du plan.

La présidente, M^{me} Claire Derome, a déclaré: «Pour la région de Val-d'Or, ceci représente une occasion exceptionnelle, autant pour nos employés que pour la communauté, de voir McWatters recouvrer graduellement son titre de contributeur important à l'économie locale. Au cours des prochaines années, le nombre d'emplois chez McWatters passera du niveau actuel de 157 à plus de 320 employés en 2004.»

Après la lecture du plan, je suis assuré qu'avec le nouveau partenaire Soquem et l'aide financière des gouvernements du Canada et du Québec, la Société McWatters va recevoir un vote de confiance le 23 janvier 2002, ceci, pour la reprise de l'exploitation du complexe Sigma-Lamaque en 2002.

* * *

[Traduction]

L'ARBRE DE NOËL CHANTANT

M. Peter Goldring (Edmonton-Centre-Est, Alliance canadienne): Monsieur le Président, cette année marque le 35^e anniversaire d'un événement d'une grande magnificence et splendeur spirituelle, un spectacle à voir absolument à Edmonton.

Je suis loin de faire justice à ce merveilleux spectacle de couleur et de son, en vous disant que l'arbre mesure 45 pieds de haut, que ses rameaux sont illuminés de 6 000 lumières de Noël et que 140 figurants vêtus de costumes d'époque unissent leurs voix au son de la musique d'un orchestre pour nous offrir un spectacle ecclésiastique et éclectique des plus envoûtants.

Le Central Tabernacle et le pasteur Bob Jones présentent encore cette année ce merveilleux spectacle aux citoyens d'Edmonton. L'arbre de Noël chantant est un événement, un spectacle et un message spirituel depuis 35 ans. Je félicite tous les organisateurs.

* * *

● (1105)

LA CHAMBRE DES COMMUNES

M. Mac Harb (Ottawa-Centre, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à rendre hommage à l'administration et au personnel de la Chambre des communes, aux greffiers et aux chercheurs, au personnel de la Bibliothèque du Parlement et aux membres de leur famille, aux effectifs chargés de la sécurité et aux membres de leur famille, aux agents de la GRC qui travaillent sans relâche 24 heures sur 24 pour assurer la sécurité de ces lieux, aux gardes de sécurité des Communes et aux interprètes en cabine, qui travaillent d'arrache-pied pour nous suivre.

Je rends également hommage à mes collègues députés, à leurs collaborateurs et à leurs familles respectives; à vous aussi, monsieur le Président, et aux greffiers qui travaillent inlassablement pour assurer le bon fonctionnement de la Chambre. Je tiens aussi et surtout à rendre hommage aux pages qui nous consacrent de longues heures et à tous les Canadiens.

Puisse l'année 2002 apporter à tous joie, paix et prospérité.

[Français]

LE PROJET DE LOI C-7

M. Michel Bellehumeur (Berthier—Montcalm, BQ): Monsieur le Président, en témoignant, le mois dernier, devant le Comité de la justice de l'autre Chambre, la ministre de la Justice du Canada avait clairement indiqué aux sénateurs de ne pas perdre leur temps à proposer des changements au projet de loi C-7. Pour la ministre, le rôle des sénateurs n'est que figuratif.

Cependant, par acquit de conscience sans doute, certains sénateurs libéraux se sont joints à l'opposition pour adopter des amendements, somme toute mineurs, mais qui permettraient au projet de loi C-7 de revenir devant la Chambre des communes.

Pourquoi se contenter d'une loi toute croche, que personne ne désire, d'une loi toute rapiécée de gauche à droite au cours d'une longue étude, alors que nous avons une loi actuellement en vigueur pour traiter les jeunes contrevenants qui a fait ses preuves et qui fonctionne bien, comme l'a démontré, à maintes reprises, le Québec.

La ministre de la Justice doit entendre raison au moins une fois dans sa vie en saisissant l'opportunité qui lui est offerte avec le retour en Chambre de son projet de loi, pour le mettre sur la voie d'évitement et passer à autre chose pour le plus grand bien des jeunes aux prises avec un problème de criminalité.

* * *

LE SOCCER

M. Marcel Proulx (Hull—Aylmer, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais souligner à la Chambre la signature d'une déclaration d'intention entre le secrétaire d'État au Sport amateur et le président de la Fédération internationale de football association, la FIFA.

Cette déclaration est la première étape d'un processus visant à obtenir une entente bilatérale sur le soccer. Elle favorisera le développement du soccer d'élite au Canada, la pleine participation des femmes à ce sport et l'harmonisation des politiques contre le dopage entre la FIFA et l'Agence mondiale antidopage.

Le soccer intéresse de plus en plus de jeunes Canadiennes et Canadiens. Aussi, le gouvernement du Canada a mis sur pied la Fondation canadienne de soccer.

Notre gouvernement est très engagé à promouvoir la pratique de ce sport chez nous. Je souhaite sincèrement que nos efforts nous amènent le championnat de la Coupe du monde de soccer dans un avenir proche.

En terminant, je souhaite un joyeux Noël et beaucoup de santé à tous et toutes en l'an 2002.

[Traduction]

LE PROJET DE LOI C-15A

M. Chuck Cadman (Surrey-Nord, Alliance canadienne): Monsieur le Président, voici une autre raison pour laquelle le Parlement devrait faire preuve de leadership en ce qui a trait aux invasions de domicile. Une femme qui, en 1998, s'était rendue coupable d'une invasion de domicile avec violence extrême a été condamnée à une peine de deux ans moins un jour avec sursis. Comme tout le monde le sait, cela signifie qu'elle purgera sa sentence à domicile.

Sandra Rickovic et deux autres individus avaient ligoté et frappé avec une arme de poing le bijoutier Jitendra Goldsmith et sa femme. Ils ont enfermé leurs deux jeunes enfants dans une pièce du sous-sol sous la menace d'une arme, tandis que la grand-mère prenait la fuite par la porte de derrière, avec un bébé de sept mois dans les bras. Les Goldsmith, qui exploitaient leur entreprise à domicile à Vancouver, ont perdu près de 400 000 \$ dans ce vol à main armée et ils n'étaient pas assurés.

Un autre des individus impliqués dans cette affaire, David Anthony Labadie, a été inculpé pour introduction par effraction, vol qualifié, port de masque, utilisation d'une fausse arme de poing, séquestration, et voies de fait causant des lésions corporelles. Son action lui a valu une maigre sentence de sept ans de détention, alors que l'avocat de la Couronne réclamait une peine de 14 ans.

En vertu du projet de loi C-15A, le Parlement a fait de l'invasion de domicile une circonstance aggravante à prendre en compte dans la détermination de la peine. J'ai été d'accord là-dessus. Mais si l'affaire que je viens d'exposer est une indication de ce que feront les tribunaux, nous n'aurons d'autre choix que de prévoir dans la loi des peines minimales obligatoires pour ces crimes crapuleux.

* * *

LA CONDUITE EN ÉTAT D'ÉBRIÉTÉ

M. Gurbax Malhi (Bramalea—Gore—Malton—Springdale, Lib.): Monsieur le Président, pendant la saison des Fêtes, il importe de rappeler les dangers de la conduite en état d'ébriété. Je félicite la Banque de Montréal, qui, encore une fois cette année, a remis 10 000 \$ à l'organisme Mothers Against Drunk Driving pour sa campagne du ruban rouge.

Chaque mois de décembre, plus de 1 000 succursales de la Banque de Montréal mettent en vue des cassettes à monnaie, des rubans rouges et des affiches. La banque encourage les employés et les clients à prendre un ruban rouge et à faire un don à MADD Canada. Comme la Banque de Montréal, qui accomplit du bon travail, nous devons tous faire notre part pour dissuader les gens de conduire en état d'ébriété pendant la saison des Fêtes.

* * *

• (1110)

VOEUX À L'OCCASION DES FÊTES

Mme Judy Wasylcia-Leis (Winnipeg-Centre-Nord, NPD): Monsieur le Président, la séance d'automne du Parlement qui se termine aujourd'hui a été extraordinaire. Dès le premier jour, nos pensées et notre programme législatif ont été dominés par les attentats tragiques du 11 septembre. Nous avons envoyé nos troupes au combat, on nous a demandé d'accorder à nos forces de sécurité des pouvoirs sans précédent, et nous avons tenté d'aider nos voisins américains sans sacrifier notre intégrité et notre souveraineté nationales. Nous nous sommes efforcés de ne pas détruire les valeurs mêmes que nous cherchons à préserver.

Article 31 du Règlement

En même temps, nous avons tâché de poursuivre comme d'habitude les travaux de la Chambre, afin de ne pas tomber dans le désordre, ce que cherchent ceux qui se livrent au terrorisme. Nous avons réclamé un budget qui épaulerait les Canadiens et qui investirait dans notre avenir en renforçant les assises de la société civile: la santé, les besoins sociaux et les besoins environnementaux dans notre grand pays. Au cours de la prochaine année, avec notre chef, le groupe parlementaire du NPD continuera de contester le programme du gouvernement.

Mais pour l'instant, monsieur le Président, nous marquons un temps d'arrêt pour vous souhaiter, ainsi qu'à tous nos collègues, nos meilleurs voeux. Nous vous souhaitons ce que nous nous souhaitons à nous-mêmes: des vacances de réflexion et de repos, d'évaluation et de compassion, un temps pour réfléchir à l'année incroyable qui vient de s'écouler et pour préparer une nouvelle année de travaux caractérisés par le respect de la valeur de chacun et par l'amour de son prochain.

* * *

[Français]

LE POÈTE OFFICIEL DU PARLEMENT

M. Antoine Dubé (Lévis-et-Chutes-de-la-Chaudière, BQ): Monsieur le Président, la session qui se termine démontre une fois de plus l'insensibilité et l'incohérence de ce gouvernement face aux réels besoins de la population.

Mardi dernier, après plus de cinq heures de débat, le gouvernement libéral a finalement adopté le projet de loi créant le poste de poète officiel du Parlement, alors qu'une semaine plus tôt, ce même gouvernement n'avait même plus cinq minutes à consacrer à la Chambre pour l'étude du projet de loi antiterroriste.

Plutôt que de permettre aux parlementaires de débattre de questions aussi importantes que celles touchant les droits et libertés, le gouvernement a imposé un bâillon, allant ainsi à l'encontre de la défense des valeurs fondamentales qui sont chères aux Québécoises et aux Québécois.

Alors que le budget du ministre des Finances fait fit des demandes des travailleurs, des jeunes, des aînés et des entreprises, le gouvernement trouve les fonds nécessaires afin de soutenir ce nouveau poste qui, espérons-le, ne servira pas les *Minutes poétiques du Patrimoine*.

* * *

[Traduction]

SIMA SAMAR

Mme Paddy Torsney (Burlington, Lib.): Monsieur le Président, c'est un véritable honneur d'intervenir aujourd'hui pour féliciter le D^f Sima Samar, lauréate cette année du prix John-Humphrey pour la liberté.

Le 10 décembre, Journée internationale des droits de l'homme, le D^f Samar a été honorée pour ses efforts en vue de mettre fin à l'oppression des femmes et des enfants afghans. Depuis plus d'une décennie, mettant elle-même sa vie en péril pour défendre les droits des femmes à l'éducation, au travail, à la mobilité et aux soins de santé, le D^f Samar administre des écoles pour filles et des cliniques de santé pour femmes, en Afghanistan et dans les camps de réfugiés dans le nord du Pakistan.

Questions orales

D^r Samar prône depuis longtemps la participation des femmes à la vie publique. En sa qualité de vice-première ministre au sein du gouvernement provisoire en Afghanistan, elle participera activement à la prise de décision dans son pays.

Comme Mme Samar l'a déclaré elle-même: «Je vais poursuivre mon travail pour que les droits des femmes afghanes soient respectés au même titre que les droits de la personne en général et pour que les fillettes ne soient plus jamais punies parce qu'elles possèdent un cahier et un crayon».

Les collègues à la Chambre ont réservé un accueil chaleureux à Mme Samar plus tôt cette semaine et je crois qu'elle a bien compris, d'après les applaudissements fournis et prolongés qu'elle a reçus, que nos espoirs, nos prières et nos pensées l'accompagnent et que nous lui souhaitons de réussir, dans le meilleur intérêt du peuple afghan.

* * *

LES PÊCHES

M. Loyola Hearn (St. John's-Ouest, PC/RD): Monsieur le Président, les stocks de poisson de fond, surtout les diverses variétés de poissons plats, montrent des signes de reconstitution sur les Grands Bancs de Terre-Neuve. Cependant, la surpêche constante que font les étrangers sur le nez et la queue des Grands Bancs ravage ces stocks.

En permettant aux étrangers de récolter des crevettes dans la zone qu'on appelle le Bonnet flamand, on leur donne l'occasion d'inonder les marchés européens de crevettes cuites et décortiquées alors que nos producteurs doivent verser des droits de 20 p. 100 sur les produits qu'ils livrent sur ces mêmes marchés.

Le nez et la queue des Grands Bancs et le Bonnet flamand sont des extensions du plateau continental canadien. Il est grand temps que le Canada prenne le contrôle de la gestion de ces zones pour protéger nos ressources, nos emplois et l'intérêt de notre population. Faisons preuve d'un certain leadership pour une fois.

Monsieur le Président, je souhaite, à vous et à tous nos collègues, un très joyeux Noël et une nouvelle année heureuse et productive.

* * *

[Français]

LES SANS-ABRI

Mme Hélène Scherrer (Louis-Hébert, Lib.): Monsieur le Président, le ministre du Travail est au Québec aujourd'hui, afin d'annoncer le financement de plusieurs projets pour les sans-abri.

Dans le cadre de l'Initiative de partenariats en action communautaire, 56,7 millions de dollars sont alloués au Québec. En février dernier, le gouvernement du Canada a signé une entente avec le gouvernement du Québec. Le but de l'initiative est que les collectivités aient accès à des programmes, services et mesures de soutien dans leurs démarches.

L'itinérance est un problème inquiétant qu'il faut régler de façon urgente. C'est pourquoi je salue l'engagement du gouvernement du Canada à appuyer les organismes qui luttent tous les jours pour aider les sans-abri. Leur contribution est indispensable à notre société.

Cette initiative est un autre exemple de la volonté du gouvernement du Canada pour combattre la pauvreté au pays.

Je désire également profiter de l'occasion pour souhaiter à tous les Canadiens et Canadiennes une prochaine année riche en santé, en bonheur et surtout en paix.

●(1115)

[Traduction]

LE GOUVERNEMENT DU CANADA

M. Gerry Ritz (Battlefords—Lloydminster, Alliance canadienne): Monsieur le Président, d'après la sagesse de voyageur des Indiens Dakota, transmise de génération en génération, quand on constate que l'on chevauche un cheval mort, la meilleure stratégie consiste à descendre de cheval.

Cependant, le gouvernement libéral actuel a souvent recours à tout un éventail de stratégies beaucoup plus avancées : former un comité pour étudier le cheval mort; organiser une visite à l'étranger pour voir comment on chevauche les chevaux morts dans d'autres cultures; baisser les normes de telle sorte que les chevaux morts puissent être inclus; reclassifier le cheval mort pour le considérer en déficit de vie, ce qui est politiquement correct; atteler ensemble plusieurs chevaux morts pour qu'ils aillent plus vite; fournir des fonds additionnels visant à accroître le rendement du cheval mort; faire une étude de productivité pour voir si un cavalier plus léger permettrait d'améliorer le rendement du cheval mort; déclarer que, puisque le cheval mort n'a pas besoin d'être nourri, il est moins coûteux, entraîne moins de frais généraux et par conséquent contribue substantiellement plus à la performance de l'économie; réduire les exigences de rendement de tous les chevaux de sorte que les chevaux morts soient inclus; et enfin, le plus important, promouvoir le cheval mort en le nommant au Cabinet.

* * *

LES NORMES RÉGLEMENTAIRES

L'hon. Charles Caccia (Davenport, Lib.): Monsieur le président, en février, le vérificateur général de l'époque, Denis Desautels, a fait remarquer qu'il existait de grandes lacunes dans la détermination et la gestion des risques. Il a signalé plusieurs problèmes: le recours accru à l'autoréglementation des industries; l'adoption de normes de sécurité établies par d'autres gouvernements; le scepticisme accru du public causé par la réduction du budget des laboratoires scientifiques gouvernementaux; et le recours à des chercheurs ayant des liens avec l'industrie.

De plus, le fait que les autorités de réglementation prennent en considération les conséquences économiques pour les entreprises des règlements sur la sécurité, quand elles les mettent en application, crée un conflit d'intérêts potentiel. On peut trouver un cas typique des lacunes de l'évaluation du risque dans le processus réglementaire pour approuver les aliments génétiquement modifiés. Le cas a été exposé dans un rapport de la Société royale. J'exhorte le gouvernement à mettre en oeuvre les recommandations de la société pour apporter des correctifs au système de réglementation.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES OEUVRES LITTÉRAIRES

M. Grant Hill (Macleod, Alliance canadienne): Monsieur le Président, hier, le gouvernement a miné le rôle de gouverneur général du Canada, une des institutions de notre pays. Le ménage vice-royal doit être au-dessus de la politique, et John Ralston Saul a enfreint cette règle.

Questions orales

À la lumière des remarques controversées de son conjoint et de sa persistance à vouloir participer au débat politique, le gouvernement dira-t-il à la gouverneure générale que son conjoint devrait se retirer complètement de son rôle public?

L'hon. David Collette (ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, le vice-premier ministre a répondu à cette question hier, tout comme le premier ministre l'a fait à l'extérieur de la Chambre. M. Saul est un simple citoyen et a droit à ses opinions. Celles-ci ne sont absolument pas des énoncés officiels de la politique gouvernementale. C'est pourquoi nous n'accéderons certainement pas à la demande du député.

[Français]

M. Grant Hill (MacLeod, Alliance canadienne): Monsieur le Président, au Québec, ce gouvernement a forcé la démission du lieutenant-gouverneur, Jean-Louis Roux, parce que ce dernier avait participé à des activités controversées alors qu'il était étudiant, cinquante ans plus tôt.

Pourquoi ce gouvernement défend-il Son Excellence alors qu'ils ont forcé la démission de M. Roux?

L'hon. David Collette (ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, comme je l'ai déjà dit, M. Saul a le droit d'exprimer ses propres points de vue, et je pense que la situation a été clarifiée de la part du gouvernement.

[Traduction]

M. Grant Hill (MacLeod, Alliance canadienne): Monsieur le Président, lorsque le premier ministre a annoncé la nomination de la gouverneure générale, il a dit qu'elle et son conjoint seraient des partenaires. Ce n'est pas exactement ce que nous venons d'entendre. Nous venons d'entendre que cet homme est un simple citoyen.

Qui a raison? Sont-ils des partenaires, comme l'a dit le premier ministre, ou cet homme est-il en fait un simple citoyen?

• (1120)

L'hon. David Collette (ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, on sait que, étant un auteur depuis des années, M. Saul a exprimé diverses opinions, que le député ne partage pas nécessairement toutes. Il n'en reste pas moins qu'il a le droit d'exprimer ses opinions. C'est un écrivain. Le fait qu'il habite maintenant Rideau Hall avec la gouverneure générale n'est pas une raison de dire aux gens qu'il ne peut plus poursuivre la carrière d'écrivain qu'il a choisie.

M. Richard Harris (Prince George—Bulkley Valley, Alliance canadienne): Monsieur le Président, le jour même où la culpabilité de ben Laden est un fait reconnu partout dans le monde, Son Excellence M. Saul soutient que les démocraties occidentales sont responsables des attentats du 11 septembre.

Si le gouvernement n'est pas prêt à demander au ménage vice-royal de cesser de faire des remarques aussi insidieuses, verra-t-il au moins à s'en dissocier?

L'hon. David Collette (ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, le premier ministre a dit à l'extérieur de la Chambre et le vice-premier ministre a dit hier à la Chambre que les opinions de M. Saul sur divers sujets n'étaient absolument pas des énoncés officiels de la politique gouvernementale.

M. Richard Harris (Prince George—Bulkley Valley, Alliance canadienne): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la secrétaire d'État au Multiculturalisme. Je me demande si la ministre, qui a imaginé des croix qui brûlaient sur des pelouses dans ma circonscription, sait reconnaître le fanatisme lorsqu'elle en voit ou entend des exemples flagrants.

Son Excellence M. Saul tient le Canada et l'Occident responsables des événements du 11 septembre et tient même la civilisation chrétienne responsable de l'holocauste. La ministre accepte-t-elle ces remarques empreintes de fanatisme contre l'Occident et le christianisme?

L'hon. David Collette (ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, je ne crois pas que ce soit utile que nous nous engagions dans ce genre de débat. Le premier ministre, le vice-premier ministre et moi-même, aujourd'hui, avons énoncé la politique du gouvernement à cet égard, et je crois que l'affaire devrait être considérée comme close.

* * *

[Français]

LE SUPPLÉMENT DU REVENU GARANTI

M. Michel Gauthier (Roberval, BQ): Monsieur le Président, cette session se termine aujourd'hui et, malheureusement, les derniers jours nous ont appris que des milliers de personnes âgées, qui avaient droit au Supplément du revenu garanti, ne l'avaient jamais reçu.

Je demande à la ministre du Développement des ressources humaines: est-ce qu'un beau geste à poser à l'endroit des personnes âgées à l'approche des Fêtes ne serait pas de démontrer que le gouvernement a changé d'idée, qu'il a décidé d'accorder la pleine rétroactivité aux personnes âgées qui ont été lésées dans leurs droits?

Le gouvernement a déjà accepté, un 23 décembre, le transfert d'une fiducie familiale de un milliard de dollars sans impôt. Pourquoi pas, cette fois-ci, un beau geste pour les personnes âgées?

[Traduction]

L'hon. Jane Stewart (ministre du Développement des ressources humaines, Lib.): Monsieur le Président, l'un des accomplissements les plus remarquables de la politique sociale canadienne ces dernières décennies a été la réduction substantielle de la pauvreté parmi les personnes âgées.

Selon Statistique Canada, le pourcentage de personnes âgées de 65 ans et plus qui ont un faible revenu est tombé de 20,8 p. 100 en 1980 à 8,2 p. 100 en 1999.

Il ne fait aucun doute que c'est grâce aux programmes comme le supplément de revenu garanti. Je pense que la meilleure chose que nous puissions faire, c'est de veiller à ce que tous les citoyens soient au courant de ce programme, à ce qu'ils aient accès à l'information et, s'ils y ont droit, à ce qu'ils touchent les prestations auxquelles ils ont droit en vertu de ce programme.

[Français]

M. Michel Gauthier (Roberval, BQ): Monsieur le Président, pensez-vous que les 300 000 personnes âgées, qui vivent sous le seuil de la pauvreté et qui nous écoutent, peuvent se satisfaire des statistiques dévoilées par la ministre? Pensez-vous que ce sont les statistiques qui vont les nourrir, ces gens-là?

Je demande au gouvernement, et à la ministre en particulier, un peu de sensibilité. Je lui demande de répondre aux personnes âgées et de les traiter avec justice. C'est ce qu'elles attendent de leur gouvernement et c'est ce que l'opposition exige du gouvernement.

*Questions orales**[Traduction]*

L'hon. Jane Stewart (ministre du Développement des ressources humaines, Lib.): Monsieur le Président, les Canadiens du troisième âge sont en effet en droit de s'attendre à une certaine justice et apprécient les programmes mis en place à leur intention pour leur venir en aide.

L'important est de s'assurer que les personnes âgées sont au courant de ces programmes.

Je ferai remarquer que, à la suite des programmes que mon collègue, le ministre du Revenu national, et moi-même avons mis en place, la Coalition des organismes d'aînés et d'aînées de l'Ontario et la St. Christopher House trouvent que nos stratégies sont les bonnes et qu'elles nous aideront à faire connaître les programmes en place aux Canadiens du troisième âge. Je demande au député de nous aider dans cette entreprise.

• (1125)

[Français]

M. Marcel Gagnon (Champlain, BQ): Monsieur le Président, beaucoup de personnes âgées écoutent nos échanges parlementaires. Elles ne comprennent pas pourquoi le gouvernement libéral, contre toute attente, refuse de s'excuser auprès de ceux et celles qui ont été privés de leur dû et surtout qu'il refuse de verser à ces personnes la pleine rétroactivité.

Le gouvernement fédéral effectue des croisements d'informations pour retrouver les chômeurs qui quittent le pays ou pour retracer ceux qui lui doivent des impôts.

Comment le gouvernement explique-t-il qu'il refuse de faire le même exercice pour retracer ceux et celles parmi les personnes âgées...

Le Président: L'honorable ministre du Développement des ressources humaines a la parole.

[Traduction]

L'hon. Jane Stewart (ministre du Développement des ressources humaines, Lib.): Monsieur le Président, il y a deux points importants. Le Supplément de revenu garanti fait partie du système de pensions de retraite depuis 30 ans, et il est assorti depuis le tout début d'une disposition de rétroactivité. Cette disposition est identique et parfois supérieure à celles prévues dans le Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec.

Nous tenons à aider et à servir les personnes âgées, et j'estime que les structures en place nous permettent de le faire.

[Français]

M. Marcel Gagnon (Champlain, BQ): Monsieur le Président, on ne comprend pas l'attitude du gouvernement.

Les personnes âgées ne comprennent pas non plus l'acharnement du gouvernement fédéral à nier leurs droits.

Le gouvernement ne trouve-t-il pas que le moment est propice pour poser un bon geste à l'endroit des personnes âgées, plutôt que de faire preuve de mesquinerie, comme c'est le cas présentement?

[Traduction]

L'hon. Jane Stewart (ministre du Développement des ressources humaines, Lib.): Monsieur le Président, le député sera peut-être heureux d'apprendre que, au Québec seulement, les préposés des services d'approche de mon ministère ont communiqué directement avec 600 000 clients pour expliquer les régimes de sécurité de la vieillesse et de supplément de revenu garanti.

Le député sera peut-être aussi heureux d'apprendre que, au Québec seulement, 2 000 fournisseurs de services et groupes de personnes âgées collaborent avec nous pour diffuser l'information sur ces importants programmes de retraite. Je présume que les électeurs du député souhaiteraient qu'il se joigne à nous dans ce genre d'entreprise constructive et lui demanderont de le faire.

* * *

LES PERSONNES HANDICAPÉES

Mme Alexa McDonough (Halifax, NPD): Monsieur le Président, alors que le Parlement s'apprête à ajourner ses travaux pour les Fêtes, j'aimerais demander au ministre du Revenu national d'imaginer un instant qu'il souffre du syndrome de Down, ou qu'il est aveugle; d'imaginer qu'il est l'un des 106 000 Canadiens qui ont reçu une lettre du gouvernement leur demandant de prouver qu'ils sont toujours handicapés mentaux ou aveugles et que, s'ils ne sont pas en mesure de payer un médecin pour leur fournir cette preuve, ils ne recevront pas un sou cette année en crédit d'impôt pour invalidité.

Le ministre du Revenu national va-t-il raccorder sa tête à son cœur et annoncer l'annulation de ce cruel harcèlement des Canadiens handicapés?

L'hon. Martin Cauchon (ministre du Revenu national et secrétaire d'État (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec), Lib.): Monsieur le Président, nous savons tous que notre régime fiscal repose sur un système d'autocotisation. Comme je l'ai dit à maintes reprises, nous effectuons la vérification des principaux comptes afin de nous assurer de l'intégrité du système d'autocotisation.

Nous savons que c'est une question très délicate. C'est d'ailleurs pour cela que nous avons contacté toutes les associations au Canada afin de nous acquitter de nos fonctions avec le plus grand professionnalisme.

Mme Alexa McDonough (Halifax, NPD): Monsieur le Président, ce ne sont pas des vœux de saison ni des messages de bonne volonté que le ministre a envoyés à 106 000 Canadiens handicapés. Ce n'est pas uniquement une question délicate, c'est une menace de mort contre le mince fil auquel tient la sécurité économique de ces Canadiens face aux nécessités de la vie quotidienne.

Je reviens à la charge. Dans l'esprit des fêtes, le ministre aura-t-il la bonté de mettre fin à ce harcèlement cruel et d'annoncer l'élimination, l'annulation de cette demande déraisonnable et de rétablir cette garantie pour les Canadiens handicapés?

L'hon. Martin Cauchon (ministre du Revenu national et secrétaire d'État (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec), Lib.): Monsieur le Président, c'est un crédit d'impôt auquel les gens peuvent avoir droit pendant toute leur vie. L'agence reçoit plus de 160 000 demandes à cet égard chaque année. Nous faisons le travail que nous avons toujours fait. Nous procédons à la vérification de nos dossiers.

J'aimerais dire à la députée une fois de plus que nous sommes très conscients de la nature délicate de cette question. Nous sommes en contact avec toutes les associations au Canada et nous travaillons en coopération avec ces dernières; nous nous acquitterons de nos fonctions avec le plus grand professionnalisme.

Questions orales

[Français]

LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

Le très hon. Joe Clark (Calgary-Centre, PC/RD): Monsieur le Président, la GRC a effectué une descente chez François Beaudoin, hier à sept heures du matin. Ils ont saisi son ordinateur portatif.

Étrangement, cet ordinateur ne figurait pas sur la liste des documents, matériel et équipement que la BDC a saisi sans droit le printemps dernier. Cette saisie illégale avait été renversée par le juge Silcoff.

Le vice-premier ministre peut-il dire s'il y a de nouvelles informations qui pourraient justifier cette nouvelle saisie et si des accusations quelconques ont été déposées contre M. Beaudoin?

• (1130)

[Traduction]

L'hon. Brian Tobin (ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, avant de faire son travail, la GRC ne demande pas la permission aux membres du Cabinet ou aux députés et ne leur fournit pas d'avis préalable. Dans le présent cas, aucun avis n'a été donné et aucune approbation n'a été demandée.

La GRC remplit son mandat. Je suggère à l'ancien premier ministre de laisser la GRC faire son travail.

Le très hon. Joe Clark (Calgary-Centre, PC/RD): Monsieur le Président, le solliciteur général pourrait-il aviser la Chambre s'il est question de saisir les ordinateurs ou les dossiers d'un parlementaire, d'un journaliste, d'un service médiatique quelconque ou de personnes qui ont fait enquête sur certains éléments liés à François Beaudoin ou au dossier de l'Auberge Grand-Mère?

Il s'agit ici de répondre oui ou non. Les dossiers des parlementaires ou des journalistes seront-ils saisis?

L'hon. Lawrence MacAulay (solliciteur général du Canada, Lib.): Monsieur le Président, je me demande si le député essaie d'entacher l'intégrité d'une force policière qui est probablement l'une des meilleures au monde. De la part d'un ancien premier ministre du Canada, c'est totalement inacceptable.

M. Rahim Jaffer (Edmonton—Strathcona, Alliance canadienne): Monsieur le Président, hier, la GRC a perquisitionné le domicile de François Beaudoin pour la deuxième fois dans le cadre de son enquête visant à déterminer si un document de la BDC liant le premier ministre à l'Auberge Grand-Mère est contrefait ou authentique. Il semble qu'un journaliste de Southam News ait été informé de la descente avant M. Beaudoin ou son avocat.

Que fait le solliciteur général par rapport à cette violation de la confidentialité dans une enquête de la GRC?

L'hon. Lawrence MacAulay (solliciteur général du Canada, Lib.): Monsieur le Président, le député sait fort bien que s'il a des reproches à faire à la GRC, il peut recourir à un processus particulier pour les exprimer. Le député devrait se rendre compte en outre qu'il est en train de discréditer l'un des meilleurs corps de police dans le monde. S'il a une plainte à présenter, qu'il se serve du processus créé à cette fin.

M. Rahim Jaffer (Edmonton—Strathcona, Alliance canadienne): Monsieur le Président, le ministre jette le discrédit sur la justice parce qu'il s'en fout totalement. Cette enquête porte sur l'intégrité du premier ministre et l'indépendance de la GRC. Cette fuite apparente à un journaliste pourrait déshonorer le gouvernement.

Le solliciteur général peut-il assurer à la Chambre qu'il y a une enquête indépendante sur cette affaire de fuite qui concerne la GRC et le cabinet du premier ministre?

L'hon. Lawrence MacAulay (solliciteur général du Canada, Lib.): Monsieur le Président, je suis un peu surpris que le député parle de présentation erronée. Cependant, comme je l'ai dit à maintes reprises, il existe un processus particulier dont le député peut se prévaloir s'il veut porter plainte contre la GRC. Il sait qu'un tel processus existe.

* * *

[Français]

L'ASSURANCE-EMPLOI

M. Pierre Brien (Témiscamingue, BQ): Monsieur le Président, une coalition de gens en faveur de la mise en place d'un nouveau régime de congé parental rencontre le gouvernement du Québec aujourd'hui. Ils souhaitent que les deux gouvernements s'entendent pour mettre en place un nouveau programme. Mais à l'heure actuelle, Ottawa refuse de collaborer.

Puisque la Loi sur l'assurance-emploi permet au gouvernement fédéral de transférer des sommes aux provinces qui mettent sur pied un programme équivalent ou supérieur, comment la ministre du Développement des ressources humaines explique-t-elle son refus de collaborer à la mise en place d'un nouveau régime québécois?

[Traduction]

L'hon. Jane Stewart (ministre du Développement des ressources humaines, Lib.): Monsieur le Président, de ce côté-ci de la Chambre, nous sommes très fiers d'avoir pu doubler les prestations parentales pour nous assurer que tous les Canadiens, y compris ceux de la province de Québec, ont maintenant la possibilité de rester à la maison pendant un an avec leur enfant nouveau-né ou nouvellement adopté.

Comme je l'ai toujours dit, si le gouvernement du Québec veut faire plus pour bonifier cette importante disposition du régime d'assurance-emploi, rien ne l'en empêche.

[Français]

M. Pierre Brien (Témiscamingue, BQ): Monsieur le Président, le programme du gouvernement fédéral se limite aux prestataires d'assurance-emploi, ce qui exclut beaucoup de familles.

Le Québec veut mettre en place un régime qui couvrirait toutes les familles, incluant les travailleurs autonomes. En plus, ici, la caisse de l'assurance-emploi déborde d'argent.

Si le gouvernement a vraiment à coeur l'intérêt des familles, pourquoi n'appuie-t-il pas le nouveau régime de congé parental que le gouvernement du Québec veut mettre sur pied?

[Traduction]

L'hon. Jane Stewart (ministre du Développement des ressources humaines, Lib.): Monsieur le Président, un autre aspect important de l'expansion des prestations offertes par le gouvernement est que nous avons réussi à le faire sans augmenter les coûts. Comme le ministre des Finances l'a souligné, chaque année au cours des huit dernières années, nous avons été en mesure de réduire les cotisations d'assurance-emploi.

Là encore, si le gouvernement du Québec veut améliorer cet important programme de base, il est le bienvenu.

Questions orales

●(1135)

LE MOYEN-ORIENT

M. Stockwell Day (Okanagan—Coquihalla, Alliance canadienne): Monsieur le Président, la semaine dernière, l'Union européenne a officiellement demandé à Yasser Arafat de démanteler les réseaux terroristes du Hamas et du Djihad islamique, et d'arrêter et traduire en justice les suspects. L'union lui a aussi demandé de lancer un appel public au monde arabe en faveur de la fin de l'intifada armée. Bien qu'Arafat n'en ait rien fait, le premier ministre demande à Israël de négocier avec lui.

Le ministre des Affaires étrangères reconnaît-il qu'avant de pouvoir être reconnu comme un porte-parole crédible, Arafat doit éliminer le Hamas et le Djihad et demander clairement la fin de...

Le Président: Le ministre des Affaires étrangères a la parole.

L'hon. John Manley (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, non seulement le gouvernement canadien mais les États-Unis aussi ont reconnu en M. Arafat le porte-parole du peuple palestinien et le chef de l'Autorité palestinienne.

Cela n'est aucunement incompatible avec notre appui à l'appel lancé par l'Union européenne, qui correspond d'ailleurs à ce que nous avons demandé avec insistance à M. Arafat, à savoir arrêter les responsables des attaques terroristes. Il doit se servir de son autorité pour mettre les terroristes au pas. Tant qu'il ne l'aura pas fait, il ne peut pas attendre de meilleurs résultats au Moyen-Orient.

M. Stockwell Day (Okanagan—Coquihalla, Alliance canadienne): Monsieur le Président, les États-Unis ont adopté une position claire, à la différence du Canada qui ne peut pourtant pas se permettre d'ambiguïté sur une question aussi délicate.

Hier encore, le premier ministre a exhorté Israël à rétablir les liens avec Yasser Arafat, bien que ce dernier ait refusé de prendre les mesures réclamées par l'Union européenne. Le ministre des Affaires étrangères a dit qu'il comprenait très bien la décision d'Israël de tenter de se protéger.

Qui parle au nom du gouvernement dans ce dossier? Les deux opinions exprimées sont très différentes l'une de l'autre.

L'hon. John Manley (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, le sujet peut être difficile pour qui ne le connaît pas bien, mais les deux points de vue ne sont pas contradictoires. M. Arafat et l'Autorité palestinienne sont les seuls interlocuteurs possibles à pouvoir représenter le peuple palestinien.

Si la coopération doit reprendre non seulement à la table de négociation, mais dans toute une gamme d'activités, notamment l'application des accords de sécurité, ce doit être entre le gouvernement israélien et l'Autorité palestinienne. Il n'y a pas d'autre solution. Le premier ministre n'est pas le seul à le dire; les Européens et les Américains partagent aussi cette opinion.

* * *

[Français]

LE BUDGET

M. Bernard Bigras (Rosemont—Petite-Patrie, BQ): Monsieur le Président, à notre grand étonnement, le ministre des Finances a affirmé, hier, que les transferts aux provinces en matière de santé avaient été augmentés. L'affirmation du ministre a de quoi surprendre, quand on sait que tous les chiffres indiquent le contraire.

Comment le ministre peut-il être aussi cynique et soutenir de tels propos, quand on sait que les niveaux actuels des transferts en santé sont moins élevés que ceux de 1994-1995?

Comment peut-il affirmer, dans ces circonstances, qu'il les a augmentés?

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je peux citer les chiffres: 2,8 milliards de dollars d'augmentation cette année; au-delà de trois milliards de dollars l'année prochaine; au-delà de quatre milliards de dollars l'année d'après.

Ce sont des augmentations, suite à l'entente historique entre le premier ministre du Canada et les premiers ministres provinciaux, de 23 milliards de dollars.

M. Bernard Bigras (Rosemont—Petite-Patrie, BQ): Monsieur le Président, le ministre des Finances en a rajouté au cynisme en soutenant que les bénéficiaires de l'assurance-emploi avaient été augmentés quand, dans les faits, les prestations sont moins importantes et l'accès plus difficile.

Comment peut-il affirmer une telle grossièreté quand on sait que l'accès à l'assurance-emploi est plus difficile que jamais pour les jeunes et les femmes, et que les périodes de prestations n'ont jamais été aussi courtes et les niveaux aussi bas?

Comment, dans un tel contexte, peut-il soutenir qu'ils ont augmenté?

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, encore une fois, tout ce que le député a besoin de faire, c'est de regarder les résultats de la dernière année.

Non seulement y a-t-il eu des améliorations dans les bénéficiaires pour les chômeurs, mais il y a également eu les congés parentaux.

Le problème, c'est qu'il y a eu une nette amélioration des bénéficiaires, mais le Bloc québécois a voté contre.

●(1140)

[Traduction]

M. Jason Kenney (Calgary-Sud-Est, Alliance canadienne): Monsieur le Président, le ministre des Finances se cache derrière une fausse prétention selon laquelle il aurait consulté les Canadiens par l'entremise du Comité des finances pour préparer son budget. Or, il se trouve qu'il a fait fi et qu'il est même allé à l'encontre de pratiquement toutes les grandes recommandations du Comité des finances, comme ses propositions sensées tendant à réaffecter les dépenses de domaines moins prioritaires à des domaines plus prioritaires, à limiter la croissance des dépenses de programme à 3 p. 100 comparativement aux 10 p. 100 du ministre, à éliminer l'impôt sur le capital et à utiliser la réserve pour éventualités afin de rembourser la dette.

Pourquoi le ministre des Finances a-t-il jeté au rebut les conseils du Comité des finances et des Canadiens, détruisant du même coup sa réputation d'être responsable sur le plan financier dans son budget?

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, une fois de plus, non seulement le rapport du Comité des finances a beaucoup influencé la préparation du budget, comme ce fut le cas dans le passé, mais il a également indiqué les orientations que nous devrions suivre à l'avenir, comme il l'a fait auparavant, et nous avons respecté ses recommandations.

Questions orales

Je voudrais une fois de plus profiter de l'occasion, à la suite de la question du député, pour remercier les membres du Comité des finances, surtout les membres libéraux, pour les consultations très poussées qu'ils ont effectuées et pour leur travail acharné.

M. Jason Kenney (Calgary-Sud-Est, Alliance canadienne): Monsieur le Président, le ministre des Finances pourrait peut-être montrer sa gratitude en acceptant deux ou trois grandes recommandations du comité. Au lieu de cela, il a fait le contraire de ce que le comité prônait. En effet, le comité disait qu'il fallait réaffecter les dépenses et ne pas augmenter les impôts alors que le ministre a justement fait cela dans son budget; le comité parlait d'un horizon de planification de cinq ans, mais le ministre n'a pas retenu cette recommandation dans son budget; le comité voulait qu'on vende Petro-Canada, mais le ministre n'en a rien fait et, enfin, le comité était en faveur d'une vérification des règlements, mais le ministre n'a pris aucune mesure en ce sens.

Pourquoi le ministre des Finances a-t-il envoyé le Comité des finances faire du cinéma alors qu'il n'a même pas retenu une seule de ses grandes recommandations? Comment peut-il prétendre que son budget était basé sur des consultations publiques alors qu'il a fait fi du rapport principal du comité?

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, le député se trompe. Tous ceux qui lisent le rapport du Comité des finances, qu'il s'agisse de celui-ci ou du précédent, peuvent voir à quel point le gouvernement a été influencé. Cela s'explique par le travail acharné qui a été effectué non seulement par le Comité des finances, mais par les comités du caucus ministériel qui ont entrepris leurs travaux immédiatement.

J'attends avec impatience, un mois après la présentation du budget, à la reprise des travaux, le début de cette période de consultations intensives. Je voudrais remercier tous les députés ministériels pour les très grands efforts qu'ils ont consacrés à notre budget.

* * *

LA SÉCURITÉ NATIONALE

Mme Anita Neville (Winnipeg-Centre-Sud, Lib.): Monsieur le Président, des allégations ont été faites voulant que Citoyenneté et Immigration Canada cible des étudiants étrangers venant de pays du Moyen-Orient qui sont déjà au Canada pour les interroger à des fins de sécurité.

La ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration aurait-elle l'obligeance de confirmer ou d'infirmer ces allégations?

L'hon. Elinor Caplan (ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, Lib.): Monsieur le Président, je remercie ma collègue de sa question très importante. Je lui rappelle, ainsi qu'à d'autres, qu'il ne faut pas croire tout ce qui s'écrit dans le journal. D'ailleurs, l'article auquel elle se reporte citait correctement un porte-parole de l'Immigration, René Mercier, qui a dit: «Aucune activité de ce genre n'est en cours.»

Je confirme donc que CIC ne cible aucun groupe.

* * *

L'AGRICULTURE

M. Dick Proctor (Palliser, NPD): Monsieur le Président, le gouvernement fait l'objet d'une poursuite de 160 millions de dollars intentée par un fabricant de produits chimiques des États-Unis, pour avoir interdit le pesticide Lindane servant à traiter le canola. La société, anciennement connue sous le nom d'Uniroyal, soutient que cette interdiction correspond à une expropriation.

Le gouvernement, qui n'agit jamais de façon indépendante et ne fait que se soumettre aux diktats des Américains, a interdit l'utilisation de ce pesticide après que Washington eut lancé l'avertissement que toutes les importations renfermant des résidus de Lindane, produit prohibé aux États-Unis, seraient refusées.

Ma question s'adresse au ministre du Commerce international. N'est-ce pas un cas de refus peu importe si nous interdisons le produit ou non?

L'hon. Allan Rock (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, le produit en question a été volontairement retiré du marché canadien par le fabricant.

* * *

LE COMMERCE INTERNATIONAL

M. Svend Robinson (Burnaby—Douglas, NPD): Monsieur le Président, j'ai une question complémentaire à adresser au ministre du Commerce international.

Ethyl Corporation, UPS et maintenant Crompton Corporation. Combien de fois encore des sociétés américaines vont-elles poursuivre le Canada parce qu'il défend sa souveraineté, la santé des Canadiens et leur environnement avant que le gouvernement prenne enfin position et abroge soit le chapitre 11 de l'ALENA soit l'accord au complet?

Le ministre va-t-il donner l'assurance à la Chambre que son gouvernement ne signera pas un nouvel accord commercial, tel l'ALEA, qui renfermerait la disposition sur l'État investisseur qui fait passer les intérêts des sociétés avant l'environnement et la santé des Canadiens?

L'hon. Pierre Pettigrew (ministre du Commerce international, Lib.): Monsieur le Président, je ne suis pas du tout d'accord avec le député. Je crois que l'ALENA sert très bien l'intérêt du Canada.

Je ne suis pas étonné de voir que le NPD souhaite la disparition de l'ALENA et de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Ce n'est cependant pas la politique du gouvernement.

En ce qui concerne le chapitre 11, je tiens à ce que le député et tous les Canadiens sachent que nous y avons ajouté des clarifications, dans le sens même de la politique préconisée par le gouvernement. Nous continuerons de travailler en vue de l'amélioration des dispositions actuelles, et nous ne nous débarrasserons pas d'un accord qui sert si bien l'intérêt du Canada.

* * *

● (1145)

L'AUBERGE GRAND-MÈRE

M. Peter MacKay (Pictou—Antigonish—Guysborough, PC/RD): Monsieur le Président, comme les fantômes des Noëls d'antan, le scandale de l'Auberge Grand-Mère continue de hanter le premier ministre.

La poursuite intentée par François Beaudoin pourrait révéler de nombreux détails sordides liés à l'ingérence politique et au conflit d'intérêts dont le premier ministre se serait rendu coupable. Au nombre de ces détails, notons les tentatives d'épuration de dossiers, la saisie illégale de documents, l'envoi d'émissaires par le premier ministre, comme Jean Carle, et maintenant la saisie par la GRC d'un ordinateur personnel.

Y a-t-il un lien entre cette seconde descente au domicile de François Beaudoin et la poursuite intentée contre le gouvernement, et est-ce là une tentative d'intimidation?

Questions orales

L'hon. Brian Tobin (ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, la seule chose sordide et pathétique dans tout cela, c'est que pendant que la plupart des députés se préoccupent des vrais problèmes qui touchent les Canadiens dans leur coin de pays, ce parti, et lui seul, pose des questions qui ne mènent nulle part, qui visent uniquement à porter atteinte à l'intégrité du premier ministre, qui ne s'appuient sur aucun fait et qui portent aussi atteinte à la crédibilité et l'intégrité de la GRC.

C'est là une attitude sordide, pathétique et déplacée.

M. Peter MacKay (Pictou—Antigonish—Guysborough, PC/RD): Monsieur le Président, l'intégrité et la responsabilité devant le Parlement sont deux choses passablement importantes, mais peut-être pas aux yeux du ministre.

Les enquêtes de la GRC sont supposées être confidentielles, nous dit-il. Or, il appert que les journalistes étaient au courant de la descente et de la saisie au domicile de François Beaudoin, hier matin, avant même M. Beaudoin et son avocat.

Le solliciteur général devrait savoir et nous expliquer comment un incident aussi suspect, et je parle ici du fait que les journalistes savaient que la GRC allait effectuer une descente, ait pu se produire.

Le solliciteur général nous dira-t-il s'il était au courant?

L'hon. Lawrence MacAulay (solliciteur général du Canada, Lib.): Monsieur le Président, encore une fois mon collègue et son parti s'emploient à détruire la crédibilité de la Gendarmerie royale du Canada.

Il existe un processus auquel ils peuvent recourir s'ils doutent des actions de la GRC. Il est évident qu'ils ont bien des choses à reprocher à cette dernière. Si tel est vraiment le cas, ils n'ont qu'à adresser une plainte à la Commission des plaintes du public contre la GRC.

* * *

LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT

Mme Cheryl Gallant (Renfrew—Nipissing—Pembroke, Alliance canadienne): Monsieur le Président, le leader du gouvernement à la Chambre a dit que le nouveau projet de loi sur le clonage et la recherche sur les cellules souches ne serait pas présenté avant le mois de mai. L'été arrivera, et aucune loi sur le clonage ne sera encore adoptée.

Le Comité de la santé a travaillé très fort pour déposer son rapport avant Noël parce qu'il s'agit d'une question urgente.

Le ministre de la Santé s'engagera-t-il à ce qu'un projet de loi soit présenté avant la fin de mars, au plus tard?

L'hon. Allan Rock (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, cette question est prioritaire pour moi et pour le gouvernement. Nous présenterons un projet de loi à ce sujet le plus tôt possible au cours de la nouvelle année.

Mme Cheryl Gallant (Renfrew—Nipissing—Pembroke, Alliance canadienne): Monsieur le Président, la vie humaine ne devrait pas être créée pour être détruite.

Le ministre de la Santé a dit lui-même que ce n'est pas parce que nous pouvons faire quelque chose que nous devrions le faire. Hier, nous l'avons entendu dire que nous devrions faire des recherches sur les cellules souches embryonnaires, étant donné que cela est autorisé dans d'autres pays. C'est une morale très boiteuse.

Le ministre nous donnera-t-il l'assurance que les embryons seront protégés par la loi?

L'hon. Allan Rock (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, nous avons entrepris une démarche extrêmement démocratique et sans précédent au Parlement en soumettant au Comité de la santé, qui compte des représentants de tous les partis, un avant-projet de loi traitant notamment de la recherche sur les embryons.

Le comité a passé huit mois à entendre de nombreux témoins. Il a ensuite présenté un rapport recommandant que la recherche sur les cellules souches embryonnaires soit autorisée dans certaines circonstances.

Nous avons l'intention d'accorder une attention particulière aux recommandations énoncées dans le rapport. Nous sommes en train de rédiger le projet de loi. Nous le présenterons le plus tôt possible.

* * *

[Français]

LE PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES

Mme Jocelyne Girard-Bujold (Jonquière, BQ): Monsieur le Président, dans le cadre du Programme d'infrastructures actuel, il y a, au Québec, des centaines de projets qui sont prêts à être mis en chantier. Tout ce qu'il manque, ce sont les fonds pour les réaliser.

Le ministre des Finances réalise-t-il que la seule chose qu'il ait faite, avec l'annonce de sa fondation, c'est de nous dévoiler sa plus récente découverte pour retarder ses investissements en infrastructures jusqu'en 2003?

● (1150)

L'hon. David Collenette (ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, il n'y a pas une entente, en ce moment, sur les programmes d'infrastructures avec la province de Québec. Nous sommes prêts à collaborer avec la province, surtout dans le domaine des transports.

Mme Jocelyne Girard-Bujold (Jonquière, BQ): Monsieur le Président, depuis 1993, c'est la troisième fois que le gouvernement annonce un programme d'infrastructures.

Les deux premières fois, il s'agissait de programmes gérés par les gouvernements. Maintenant, le ministre crée une fondation.

Puisque pour les deux premiers programmes, le processus a bien fonctionné, pourquoi, tout à coup, avec ce troisième programme, le ministre des Finances crée-t-il une fondation? Qu'y a-t-il de changé pour qu'on procède différemment cette fois-ci?

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, lorsqu'on regarde les demandes d'infrastructures partout au Canada, c'est très clair que la demande était énorme.

Ce que cela prend, c'est un véhicule sur lequel le secteur privé et les gouvernements peuvent planifier. C'est très important d'avoir cette continuité, cette évolution. Et c'est pour cela que nous avons créé la fondation.

Maintenant, en réponse à la première question de la députée, est-ce qu'elle peut suggérer à ses amis du gouvernement, les péquistes, qu'ils arrêtent de retarder et qu'ils signent les ententes pour que tout puisse procéder?

Questions orales

[Traduction]

LE BOIS D'OEUVRE

M. John Duncan (Île de Vancouver-Nord, Alliance canadienne): Monsieur le Président, au cours des cinq derniers mois, le ministre a créé un contexte dans le cadre duquel les provinces exportatrices de bois d'oeuvre ont fait des propositions aux États-Unis sans obtenir en échange de contre-propositions avant vendredi dernier.

Dans une perspective de négociations, c'est une mauvaise représentation des intérêts provinciaux, cela fait pencher la balance en faveur des États-Unis et cela a permis à son ministère de suivre le mauvais cahier de négociation de 1996 dans le domaine du bois d'oeuvre.

Quand le ministre va-t-il accepter le fait qu'une entente à n'importe quel prix n'est pas une bonne entente?

L'hon. Pierre Pettigrew (ministre du Commerce international, Lib.): Monsieur le Président, je ne sais pas où se trouvait le député au cours des derniers mois, mais c'est exactement ce que nous avons cherché à éviter, soit répéter le scénario de 1995-1996.

Nous négocierons pour nos producteurs canadiens une très bonne entente commerciale avec les États-Unis. C'est l'objectif de notre gouvernement.

Nous avons pu travailler avec tous les gouvernements provinciaux et l'industrie. En réalité, pour la première fois, les Américains ont même déposé un document, ce qu'ils n'avaient pas fait au cours de nos différends préalables avec eux. C'est un progrès.

M. John Duncan (Île de Vancouver-Nord, Alliance canadienne): Monsieur le Président, après cinq mois de négociations unilatérales dans le cadre desquelles les provinces canadiennes sont les seules à avoir parlé, nous constatons maintenant que la première proposition américaine ne comprend pas de garantie d'accès aux marchés ou de mesures de protection contre le harcèlement.

Si le scénario à long terme orchestré par le ministre exige que toutes les provinces donnent leur adhésion, nous leur souhaitons alors bonne chance. Quand le ministre cessera-t-il de jouer au meneur de claques et deviendra-t-il un vrai négociateur?

L'hon. Pierre Pettigrew (ministre du Commerce international, Lib.): Monsieur le Président, nous amorçons lundi matin une conférence fédérale-provinciale. J'ai été très impressionné par tous les remerciements reçus des provinces pour le rôle de chef de file joué par le gouvernement du Canada dans les discussions avec les États-Unis.

Pour une fois, les États-Unis n'ont pas été en mesure de nous diviser et de nous conquérir. C'est le genre de leadership que nous avons offert. Nous avançons parce qu'il y aura libre-échange véritable dans le domaine du bois d'oeuvre aux États-Unis.

* * *

[Français]

LES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Mme Hélène Scherrer (Louis-Hébert, Lib.): Monsieur le Président, le service sans frais 1-800-O-Canada du gouvernement du Canada a été mis en valeur dans les publicités du gouvernement depuis plusieurs années.

Le ministre responsable des communications pour le Canada peut-il informer cette Chambre des progrès accomplis dans le cadre de cette initiative pour satisfaire les besoins d'information des Canadiens?

L'hon. Alfonso Gagliano (ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Lib.): Monsieur le Président, il me fait plaisir d'annoncer que ce soir, le 1-800-O-Canada recevra le Prix d'excellence 2001 en matière de services à la clientèle de la part Service Quality Measurement.

Chaque semaine, près de 40 000 Canadiens composent le 1-800-O-Canada pour accéder à de l'information rapide et précise sur les programmes, services et politiques du gouvernement du Canada.

J'aimerais féliciter tous les employés du centre d'appels 1-800-O-Canada pour leur excellent travail.

* * *

● (1155)

[Traduction]

LA MINISTRE DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

M. Deepak Obhrai (Calgary-Est, Alliance canadienne): Monsieur le Président, hier, un représentant de la Ville de Toronto a dit que, après que la ville a reçu une liste électorale, il y a une période de révision au cours de laquelle un électeur ou une électrice peuvent faire rayer leur nom de la liste ou faire corriger l'information les concernant qui figure sur cette liste.

La ministre responsable de l'ACDI est manifestement fautive. Acceptera-t-elle la responsabilité de ses décisions et donnera-t-elle sa démission?

L'hon. David Collenette (ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, le premier ministre et le vice-premier ministre ont répondu à cette question un certain nombre de fois au cours de la dernière semaine. Le député devrait laisser au conseiller en éthique le soin de faire son travail, qui est de vérifier s'il y a quelque chose à redire dans la conduite alléguée de ma collègue, la ministre de la Coopération internationale, au lieu de déterrer des détails ici, à la Chambre des communes.

M. Deepak Obhrai (Calgary-Est, Alliance canadienne): Monsieur le Président, nous n'avons plus aucune confiance dans le conseiller en éthique.

Voyons les faits. La ministre responsable de l'ACDI a assisté, contre l'avis de hauts fonctionnaires, à un dîner de financement d'un groupe terroriste. Elle a accordé pour 75 000 \$ de pseudo-contrats à des copains électoraux. Voici que nous apprenons maintenant qu'elle a voté illégalement à Toronto pour venir en aide à un ami.

Un aussi mauvais jugement est peut-être acceptable pour le premier ministre, mais les Canadiens sont plus exigeants que cela.

Encore une fois, va-t-elle ou non donner sa démission?

L'hon. David Collenette (ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, c'est ce que font tous les jours les députés de l'Alliance. Ils font des allégations, mais ne donnent à la ministre aucune chance de s'expliquer.

En outre, que fait le député ce matin? Il met en doute l'intégrité d'un fonctionnaire, le conseiller en éthique. Il devrait avoir honte.

Questions orales

[Français]

L'INVESTISSEMENT RESPONSABLE

M. Stéphan Tremblay (Lac-Saint-Jean—Saguenay, BQ): Monsieur le Président, je suppose que le ministre des Finances sait que un dollar sur deux transigés sur les marchés financiers provient des caisses de retraite.

Il apparaît clairement que les milliards de dollars des travailleurs constituent un des moteurs importants de la mondialisation. Or, les travailleurs ignorent pour la plupart quels sont les impacts sociaux et environnementaux de l'utilisation de leurs épargnes.

Compte tenu que des pays comme la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Australie et la France ont déjà déposé des législations visant à inciter l'investissement socialement responsable, est-ce que le ministre des Finances est d'accord avec le principe que les gestionnaires de caisses de retraite devraient faire preuve de plus de transparence en divulguant les considérations d'ordre humain, social et environnemental prises en compte lors de leurs choix de placements?

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, en ce qui concerne les fonds de pension qui sont réglementés par le gouvernement fédéral, les critères sont très transparents.

Je suis entièrement d'accord avec le principe de base énoncé par le député. Il faut dire en même temps que la majorité des fonds de pension sont réglementés par les provinces.

* * *

[Traduction]

LA CHAMBRE DES COMMUNES

M. Larry Bagnell (Yukon, Lib.): Monsieur le Président, étant donné que c'est la dernière journée de séance avant l'ajournement de la période des Fêtes, le ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes pourrait-il passer en revue nos réalisations dans cette enceinte?

L'hon. Don Boudria (ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je suis extrêmement heureux de terminer l'année en répondant à la question la plus intéressante de l'année, si je puis me permettre.

Grâce à la coopération de tous les députés, non la moindre étant naturellement l'excellent travail accompli par tous les députés libéraux de la Chambre des communes, la Chambre a adopté 49 projets de loi en 2001, dont 21 depuis septembre. Ces projets de loi portaient sur la sécurité publique, les droits des autochtones, la sécurité des Canadiens et l'excellent budget du ministre des Finances. Nous n'aurions pu faire davantage.

* * *

LE BOIS D'OEUVRE

M. Jay Hill (Prince George—Peace River, PC/RD): Monsieur le Président, c'est aujourd'hui le dernier jour de séance avant les vacances, mais je crains bien qu'il n'y aura pas de joyeux Noël pour les milliers de Britanno-Colombiens qui ont perdu leur emploi en raison de l'incapacité du gouvernement de régler le différend dans le secteur du bois d'oeuvre.

Pendant des mois, le ministre du Commerce international a nourri le faible espoir qu'une entente sur le bois d'oeuvre serait conclue avant Noël. Nous sommes maintenant 11 jours avant Noël, et il n'y a toujours rien. Les travailleurs forestiers du Canada veulent savoir s'il

y aura une nouvelle entente sous leur arbre de Noël ou s'ils devront encore s'en passer.

L'hon. Pierre Pettigrew (ministre du Commerce international, Lib.): Monsieur le Président, je n'ai qu'une chose à dire, c'est que l'opposition est bien la seule à ne pas reconnaître les progrès que toutes les provinces, avec l'aide du gouvernement du Canada, ont accomplis ces derniers mois.

Pour la première fois, notre pays n'a pas cédé. Nous sommes maintenant en mesure de forcer les Américains à la table des négociations à mettre par écrit, dans l'entente, des options garantissant notre sécurité d'accès.

Il y aura une conférence fédérale-provinciale lundi matin. Je ne doute pas que nous présenterons un front uni, en dépit de l'opposition.

• (1200)

Mme Libby Davies (Vancouver-Est, NPD): Monsieur le Président, le ministre change de refrain tous les jours. Le 31 octobre, il a parlé d'une démarche canadienne ne permettant pas aux provinces de conclure une entente séparée. Hier, il a fait volte-face en laissant Gordon Campbell conclure avec les États-Unis une entente qui sera désastreuse pour les travailleurs et l'industrie en Colombie-Britannique.

Je sais ce que le ministre a dit aujourd'hui, mais je lui demanderais d'être très clair. Quelle est sa position? Défend-il une position canadienne unifiée ou laisse-t-il Gordon Campbell sacrifier notre industrie forestière et les milliers d'emplois qui sont en jeu?

L'hon. Pierre Pettigrew (ministre du Commerce international, Lib.): Monsieur le Président, je ne partage certainement pas le mépris qu'éprouve le NPD pour le premier ministre de la Colombie-Britannique.

Cet homme a été investi d'un mandat par la population de la province. En vertu de ce mandat, il poursuit l'objectif de modifier certaines pratiques de gestion forestière de la province. Tel est son mandat.

J'ai le grand honneur de travailler avec cet homme très solide qui fait partie de l'équipe canadienne. Font également partie de l'équipe canadienne le Québec et l'Alberta. Nous travaillons en équipe.

* * *

[Français]

LA JUSTICE

M. Michel Bellehumeur (Berthier—Montcalm, BQ): Monsieur le Président, après des années d'études et des centaines d'amendements, voilà que les sénateurs, ou plutôt l'autre Chambre, apportent eux aussi des amendements pour s'approcher encore un peu plus de la Loi sur les jeunes contrevenants actuellement en vigueur.

Au lieu de modifier une loi qui est complexe, inappropriée et dont personne ne veut au Québec, la ministre ne devrait-elle pas profiter de l'occasion qui lui est donnée à nouveau, pour retirer son projet de loi sur les jeunes contrevenants, comme le demande la majorité des Québécois?

[Traduction]

L'hon. Anne McLellan (ministre de la Justice et procureur général du Canada, Lib.): Monsieur le Président, comme le député le sait, nous pensons que la nouvelle loi sur le système de justice pour les adolescents est équilibrée, efficace et équitable et qu'elle permet à la province de Québec de maintenir ses programmes et ses activités, qui sont très bons.

LA FRAPPE DE LA MONNAIE

M. Ken Epp (Elk Island, Alliance canadienne): Monsieur le Président, toutes les pièces canadiennes portent la mention latine «D. G. Regina», qui veut dire «Reine par la grâce de Dieu», toutes les pièces, à l'exception de la pièce de dix cents de 2001, frappée en hommage aux bénévoles. Paradoxalement, cette pièce a été inaugurée par Son Altesse Royale, le Prince de Galles.

Le ministre responsable de la Monnaie royale canadienne promet-il aux Canadiens de rétablir la mention latine sur toutes les futures pièces, ou bien la politique des libéraux est-elle de la supprimer dorénavant?

L'hon. Alfonso Gagliano (ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député pour sa question. C'est l'occasion pour moi d'informer la Chambre que pour le jubilé des cinquante ans de règne de Sa Majesté la Reine, l'an prochain, une pièce de 50 cents sera dédiée à la Reine.

Le Président: Alors que nous nous préparons à retourner dans nos circonscriptions et à retrouver nos familles et nos amis, je voudrais souhaiter un joyeux Noël à tous les députés, à tous nos collaborateurs et à tout le personnel de la Chambre, et leur adresser mes meilleurs voeux pour la nouvelle année.

J'invite tous les députés à venir à une réception à la pièce n° 216 immédiatement après l'ajournement de la Chambre.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

PROCÉDURE ET AFFAIRES DE LA CHAMBRE

M. Peter Adams (Peterborough, Lib.): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le 42^e rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre concernant le choix des affaires qui font l'objet d'un vote, conformément à l'article 92 du Règlement. Le rapport est adopté d'office dès son dépôt.

J'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le 43^e rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre concernant l'amélioration de la procédure relative à l'étude des affaires émanant des députés et, si la Chambre y consent, j'ai l'intention de proposer l'adoption du rapport.

Le Président: Est-ce d'accord?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

M. Peter Adams: J'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le 44^e rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre concernant la liste des membres associés de certains comités et j'aimerais proposer l'adoption de ce rapport.

(La motion est adoptée.)

Affaires courantes

● (1205)

PÉTITIONS

L'ÂGE DU CONSENTEMENT

M. John Maloney (Erie—Lincoln, Lib.): Monsieur le Président, j'ai plusieurs pétitions à présenter à la Chambre. La première porte sur les préoccupations des Canadiens face à l'exploitation sexuelle des enfants.

Les pétitionnaires demandent au Parlement de modifier le Code criminel du Canada pour fixer l'âge du consentement à 18 ans, sauf dans le cas d'une relation conjugale, dans le but de protéger les jeunes contre l'exploitation et les abus.

LES PAYS PAUVRES

M. John Maloney (Erie—Lincoln, Lib.): Monsieur le Président, la deuxième pétition exhorte le Parlement à déposer une motion dans le but d'annuler les dettes accumulées que la plupart des pays pauvres sont incapables de payer. Les pétitionnaires demandent à nos dirigeants d'encourager les chefs étrangers à annuler ces dettes.

LA SÉCURITÉ SOCIALE

M. John Maloney (Erie—Lincoln, Lib.): Monsieur le Président, la troisième pétition porte sur la réduction des montants déductibles au chapitre de la sécurité sociale pour les résidents canadiens qui ont travaillé aux États-Unis. Cela fait mal aux personnes âgées.

Les pétitionnaires demandent au Parlement de restaurer le niveau des déductions en vigueur avant le changement de décembre 1997.

LE MARIAGE

M. John Maloney (Erie—Lincoln, Lib.): Monsieur le Président, les deux dernières pétitions traitent de la même question. Les pétitionnaires demandent au Parlement de révoquer le projet de loi C-23, adopté lors de la dernière législature, qui confirme la définition de mariage comme étant l'union de personnes de sexe opposé et qui reconnaît le mariage comme une institution unique.

LA CRUAUTÉ ENVERS LES ANIMAUX

M. Peter Adams (Peterborough, Lib.): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition organisée par les habitants de Peterborough qui appuient le projet de loi C-15B portant sur la cruauté envers les animaux.

Les multiples exemples hautement médiatisés de cruauté envers les animaux ont aiguillonné les pétitionnaires qui signalent que les vétérinaires, les travailleurs des sociétés pour la protection des animaux et d'autres éprouvent un sentiment de frustration de plus en plus grand dans l'exécution de leurs tâches quotidiennes. Les pétitionnaires croient que le projet de loi C-15B permettrait de sévir beaucoup plus rigoureusement contre les personnes reconnues coupables d'abus ou de négligence envers les animaux.

Les habitants de Peterborough demandent au Parlement d'adopter rapidement le projet de loi C-15B. Ils regrettent comme moi que l'opposition ait retardé les délibérations aujourd'hui et ait empêché l'adoption du projet de loi avant Noël.

LA FISCALITÉ

M. Dick Proctor (Palliser, NPD): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition signée par des habitants de la Saskatchewan qui jugent que le régime fiscal actuel est injuste envers les travailleurs du fait qu'il ne leur permet pas de déduire l'achat d'outils aux fins d'impôt. Je pense en particulier aux mécaniciens d'automobile et aux travailleurs spécialisés de la construction.

Affaires courantes

Les pétitionnaires demandent au Parlement de prendre des mesures en vue d'éliminer l'iniquité et l'injustice du régime fiscal et d'adopter une loi autorisant les gens de métier de déduire l'achat des outils exigés par les employeurs pour faire leur travail.

●(1210)

L'ASSURANCE-EMPLOI

M. Deepak Obhrai (Calgary-Est, Alliance canadienne): Monsieur le Président, j'ai le plaisir de présenter à la Chambre une pétition attirant l'attention de la Chambre sur la nécessité de fournir aux Canadiens un régime d'assurance-emploi moderne qui réponde aux besoins des familles de travailleurs d'aujourd'hui. Les pétitionnaires font remarquer que le gouvernement fédéral a retiré du fonds d'assurance-emploi plus de 35 milliards de dollars de prestations non versées depuis la mise en oeuvre du programme et qu'en 1999, le Programme d'assurance-emploi a remis plus d'argent au ministère des Finances qu'aux chômeurs.

Par conséquent, les pétitionnaires prient le Parlement de légiférer.

Le Président: Je rappelle au député qu'il ne doit pas lire une pétition, mais seulement en présenter un bref résumé.

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Stephen Owen (secrétaire parlementaire du ministre de la Justice et procureur général du Canada, Lib.): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au Feuilleton.

Le Président: Est-ce d'accord?

Des voix: D'accord.

L'hon. Don Boudria: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Étant donné la généreuse invitation que vous avez faite il y a quelques minutes, je pense que vous obtiendrez le consentement unanime pour dire qu'il est maintenant 14 h 30.

Le Président: Est-ce d'accord?

Des voix: D'accord.

Le Président: Comme il est 14 h 30, la Chambre s'ajourne jusqu'au lundi 28 janvier 2002, à 11 heures. Joyeux Noël à tous.

(La séance est levée à 12 h 11.)

ANNEXE

**LISTE ALPHABÉTIQUE DES MEMBRES AVEC LEUR
CIRCONSCRIPTION, PROVINCE DE LA CIRCONSCRIPTION
ET L’AFFILIATION POLITIQUE;
COMITÉS DE LA CHAMBRE,
LE COMITÉ DES PRÉSIDENTS,
MEMBRES DU MINISTÈRE ET LES SECRÉTAIRES PARLEMENTAIRES**

OCCUPANTS DU FAUTEUIL

Président

L'HON. PETER MILLIKEN

Le vice-président et président des Comités pléniers

M. BOB KILGER

vice-président des Comités pléniers de la Chambre

M. RÉGINALD BÉLAIR

vice-président adjoint des Comités pléniers de la Chambre

MME ELENI BAKOPANOS

BUREAU DE RÉGIE INTERNE

L'HON. PETER MILLIKEN

L'HON. DON BOUDRIA

L'HON. ANDY MITCHELL

M. BILL BLAIKIE

MME MARLENE CATTERALL

M. BOB KILGER

M. PETER MACKAY

M. JACQUES SAADA

M. JOHN REYNOLDS

M. PIERRE BRIEN

M. RICHARD HARRIS

LISTE ALPHABÉTIQUE DES DÉPUTÉS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Première session, trente-septième Législature

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Abbott, Jim	Kootenay—Columbia	Colombie-Britannique	AC
Ablonczy, Diane	Calgary—Nose Hill	Alberta	AC
Adams, Peter	Peterborough	Ontario	Lib.
Alcock, Reg	Winnipeg-Sud	Manitoba	Lib.
Allard, Carole-Marie	Laval-Est	Québec	Lib.
Anders, Rob	Calgary-Ouest	Alberta	AC
Anderson, David	Cypress Hills—Grasslands	Saskatchewan	AC
Anderson, L'hon. David, ministre de l'Environnement	Victoria	Colombie-Britannique	Lib.
Assad, Mark, secrétaire parlementaire de la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration	Gatineau	Québec	Lib.
Assadourian, Sarkis	Brampton-Centre	Ontario	Lib.
Asselin, Gérard	Charlevoix	Québec	BQ
Augustine, Jean	Etobicoke—Lakeshore	Ontario	Lib.
Bachand, André	Richmond—Arthabaska	Québec	PC/RD
Bachand, Claude	Saint-Jean	Québec	BQ
Bagnell, Larry	Yukon	Yukon	Lib.
Bailey, Roy	Souris—Moose Mountain	Saskatchewan	AC
Baker, L'hon. George	Gander—Grand Falls	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Bakopanos, Eleni	Ahuntsic	Québec	Lib.
Barnes, Sue	London-Ouest	Ontario	Lib.
Beaumier, Colleen	Brampton-Ouest—Mississauga	Ontario	Lib.
Bélaïr, Réginald	Timmins—Baie James	Ontario	Lib.
Bélangier, Mauril	Ottawa—Vanier	Ontario	Lib.
Bellehumeur, Michel	Berthier—Montcalm	Québec	BQ
Bellemare, Eugène	Ottawa—Orléans	Ontario	Lib.
Bennett, Carolyn	St. Paul's	Ontario	Lib.
Benoit, Leon	Lakeland	Alberta	AC
Bergeron, Stéphane	Verchères—Les-Patriotes	Québec	BQ
Bertrand, Robert	Pontiac—Gatineau—Labelle	Québec	Lib.
Bevilacqua, Maurizio	Vaughan—King—Aurora	Ontario	Lib.
Bigras, Bernard	Rosemont—Petite-Patrie	Québec	BQ
Binet, Gérard	Frontenac—Mégantic	Québec	Lib.
Blaikie, Bill	Winnipeg—Transcona	Manitoba	NPD
Blondin-Andrew, L'hon. Ethel, secrétaire d'État (Enfance et Jeunesse)	Western Arctic	Territoires du Nord-Ouest	Lib.
Bonin, Raymond	Nickel Belt	Ontario	Lib.
Bonwick, Paul	Simcoe—Grey	Ontario	Lib.
Borotsik, Rick	Brandon—Souris	Manitoba	PC/RD
Boudria, L'hon. Don, ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes	Glengarry—Prescott—Russell	Ontario	Lib.
Bourgeois, Diane	Terrebonne—Blainville	Québec	BQ
Bradshaw, L'hon. Claudette, ministre du Travail	Moncton—Riverview—Dieppe	Nouveau-Brunswick	Lib.
Breitkreuz, Garry	Yorkton—Melville	Saskatchewan	AC
Brien, Pierre	Témiscamingue	Québec	BQ
Brison, Scott	Kings—Hants	Nouvelle-Écosse	PC/RD
Brown, Bonnie	Oakville	Ontario	Lib.
Bryden, John	Ancaster—Dundas—Flamborough—Aldershot	Ontario	Lib.

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Bulte, Sarmite, secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien	Parkdale—High Park	Ontario	Lib.
Burton, Andy	Skeena	Colombie-Britannique	AC
Byrne, Gerry	Humber—St. Barbe—Baie Verte	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Caccia, L'hon. Charles	Davenport	Ontario	Lib.
Cadman, Chuck	Surrey-Nord	Colombie-Britannique	AC
Calder, Murray	Dufferin—Peel—Wellington—Grey	Ontario	Lib.
Cannis, John	Scarborough-Centre	Ontario	Lib.
Caplan, L'hon. Elinor, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration	Thornhill	Ontario	Lib.
Cardin, Serge	Sherbrooke	Québec	BQ
Carignan, Jean-Guy	Québec-Est	Québec	Lib.
Carroll, Aileen, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères	Barrie—Simcoe—Bradford	Ontario	Lib.
Casey, Bill	Cumberland—Colchester	Nouvelle-Écosse	PC/RD
Casson, Rick	Lethbridge	Alberta	AC
Castonguay, Jeannot, secrétaire parlementaire du ministre de la Santé	Madawaska—Restigouche	Nouveau-Brunswick	Lib.
Catterall, Marlene	Ottawa-Ouest—Nepean	Ontario	Lib.
Cauchon, L'hon. Martin, ministre du Revenu national et secrétaire d'État (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec)	Outremont	Québec	Lib.
Chamberlain, Brenda	Guelph—Wellington	Ontario	Lib.
Charbonneau, Yvon	Anjou—Rivière-des-Prairies	Québec	Lib.
Chatters, David	Athabasca	Alberta	AC
Chrétien, Le très hon. Jean, premier ministre du Canada	Saint-Maurice	Québec	Lib.
Clark, Le très hon. Joe	Calgary-Centre	Alberta	PC/RD
Coderre, L'hon. Denis, secrétaire d'État (Sport amateur)	Bourassa	Québec	Lib.
Collenette, L'hon. David, ministre des Sports	Don Valley-Est	Ontario	Lib.
Comartin, Joe	Windsor—St. Clair	Ontario	NPD
Comuzzi, Joe	Thunder Bay—Superior-Nord	Ontario	Lib.
Copps, L'hon. Sheila, ministre du Patrimoine canadien	Hamilton-Est	Ontario	Lib.
Cotler, Irwin	Mont-Royal	Québec	Lib.
Crête, Paul	Kamouraska—Rivière-du-Loup—Témiscouata—Les Basques	Québec	BQ
Cullen, Roy	Etobicoke-Nord	Ontario	Lib.
Cummins, John	Delta—South Richmond	Colombie-Britannique	AC
Cuzner, Rodger	Bras d'Or—Cape Breton	Nouvelle-Écosse	Lib.
Dalphond-Guiral, Madeleine	Laval-Centre	Québec	BQ
Davies, Libby	Vancouver-Est	Colombie-Britannique	NPD
Desjarlais, Bev	Churchill	Manitoba	NPD
Desrochers, Odina	Lotbinière—L'Érable	Québec	BQ
DeVillers, Paul	Simcoe-Nord	Ontario	Lib.
Dhaliwal, L'hon. Herb, ministre des Pêches et des Océans	Vancouver-Sud—Burnaby	Colombie-Britannique	Lib.
Dion, L'hon. Stéphane, président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre des Affaires intergouvernementales	Saint-Laurent—Cartierville	Québec	Lib.
Discepola, Nick	Vaudreuil—Soulanges	Québec	Lib.
Doyle, Norman	St. John's-Est	Terre-Neuve-et-Labrador	PC/RD
Dromisky, Stan	Thunder Bay—Atikokan	Ontario	Lib.
Drouin, Claude, secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie	Beauce	Québec	Lib.
Dubé, Antoine	Lévis-et-Chutes-de-la-Chaudière	Québec	BQ

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Duceppe, Gilles	Laurier—Sainte-Marie	Québec	BQ
Duhamel, L'hon. Ronald, ministre des Anciens combattants et secrétaire d'État (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) (Francophonie)	Saint-Boniface	Manitoba	Lib.
Duncan, John	Île de Vancouver-Nord	Colombie-Britannique	AC
Duplain, Claude	Portneuf	Québec	Lib.
Easter, Wayne	Malpeque	Île-du-Prince-Édouard	Lib.
Eggleton, L'hon. Art, ministre de la Défense nationale	York-Centre	Ontario	Lib.
Elley, Reed	Nanaimo—Cowichan	Colombie-Britannique	AC
Epp, Ken	Elk Island	Alberta	AC
Eyking, Mark	Sydney—Victoria	Nouvelle-Écosse	Lib.
Farrah, Georges, secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Océans	Bonaventure—Gaspé—Îles-de-la-Madeleine—Pabok	Québec	Lib.
Finlay, John, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien	Oxford	Ontario	Lib.
Fitzpatrick, Brian	Prince Albert	Saskatchewan	AC
Folco, Raymonde, secrétaire parlementaire de la ministre du Développement des ressources humaines	Laval-Ouest	Québec	Lib.
Fontana, Joe	London-Centre-Nord	Ontario	Lib.
Forseth, Paul	New Westminster—Coquitlam—Burnaby	Colombie-Britannique	AC
Fournier, Ghislain	Manicouagan	Québec	BQ
Fry, L'hon. Hedy, secrétaire d'État (Multiculturalisme) (Situation de la femme)	Vancouver-Centre	Colombie-Britannique	Lib.
Gagliano, L'hon. Alfonso, ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	Saint-Léonard—Saint-Michel	Québec	Lib.
Gagnon, Christiane	Québec	Québec	BQ
Gagnon, Marcel	Champlain	Québec	BQ
Gallant, Cheryl	Renfrew—Nipissing—Pembroke	Ontario	AC
Galloway, Roger	Sarnia—Lambton	Ontario	Lib.
Gauthier, Michel	Roberval	Québec	BQ
Girard-Bujold, Jocelyne	Jonquière	Québec	BQ
Godfrey, John	Don Valley-Ouest	Ontario	Lib.
Godin, Yvon	Acadie—Bathurst	Nouveau-Brunswick	NPD
Goldring, Peter	Edmonton-Centre-Est	Alberta	AC
Goodale, L'hon. Ralph, ministre des Ressources naturelles et ministre responsable de la Commission canadienne du blé	Wascana	Saskatchewan	Lib.
Gouk, Jim	Kootenay—Boundary—Okanagan	Colombie-Britannique	AC
Graham, Bill	Toronto-Centre—Rosedale	Ontario	Lib.
Gray, L'hon. Herb, vice-premier ministre	Windsor-Ouest	Ontario	Lib.
Grewal, Gurmant	Surrey-Centre	Colombie-Britannique	AC
Grey, Deborah	Edmonton-Nord	Alberta	PC/RD
Grose, Ivan	Oshawa	Ontario	Lib.
Guarnieri, Albina	Mississauga-Est	Ontario	Lib.
Guay, Monique	Laurentides	Québec	BQ
Guimond, Michel	Beauport—Montmorency—Côte-de-Beaupré—Île-d'Orléans	Québec	BQ
Hanger, Art	Calgary-Nord-Est	Alberta	AC
Harb, Mac	Ottawa-Centre	Ontario	Lib.
Harris, Richard	Prince George—Bulkley Valley	Colombie-Britannique	AC

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Harvard, John	Charleswood St. James—Assiniboia	Manitoba	Lib.
Harvey, André, secrétaire parlementaire du ministre des Transports	Chicoutimi—Le Fjord	Québec	Lib.
Hearn, Loyola	St. John's-Ouest	Terre-Neuve-et-Labrador	PC/RD
Herron, John	Fundy—Royal	Nouveau-Brunswick	PC/RD
Hill, Grant	Macleod	Alberta	AC
Hill, Jay	Prince George—Peace River	Colombie-Britannique	PC/RD
Hilstrom, Howard	Selkirk—Interlake	Manitoba	AC
Hinton, Betty	Kamloops, Thompson and Highland Valleys	Colombie-Britannique	AC
Hubbard, Charles	Miramichi	Nouveau-Brunswick	Lib.
Ianno, Tony	Trinity—Spadina	Ontario	Lib.
Jackson, Ovid	Bruce—Grey—Owen Sound	Ontario	Lib.
Jaffer, Rahim	Edmonton—Strathcona	Alberta	AC
Jennings, Marlene, secrétaire parlementaire de la ministre de la Coopération internationale	Notre-Dame-de-Grâce—Lachine	Québec	Lib.
Johnston, Dale	Wetaskiwin	Alberta	AC
Jordan, Joe, secrétaire parlementaire du premier ministre	Leeds—Grenville	Ontario	Lib.
Karetak-Lindell, Nancy	Nunavut	Nunavut	Lib.
Karygiannis, Jim	Scarborough—Agincourt	Ontario	Lib.
Keddy, Gerald	South Shore	Nouvelle-Écosse	PC/RD
Kenney, Jason	Calgary-Sud-Est	Alberta	AC
Keyes, Stan	Hamilton-Ouest	Ontario	Lib.
Kilger, Bob	Stormont—Dundas—Charlottenburgh	Ontario	Lib.
Kilgour, L'hon. David, secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique)	Edmonton-Sud-Est	Alberta	Lib.
Knutson, Gar	Elgin—Middlesex—London	Ontario	Lib.
Kraft Sloan, Karen	York-Nord	Ontario	Lib.
Laframboise, Mario	Argenteuil—Papineau—Mirabel	Québec	BQ
Laliberte, Rick	Rivière Churchill	Saskatchewan	Lib.
Lalonde, Francine	Mercier	Québec	BQ
Lanctôt, Robert	Châteauguay	Québec	BQ
Lastewka, Walt	St. Catharines	Ontario	Lib.
Lavigne, Raymond	Verdun—Saint-Henri—Saint-Paul—Pointe Saint-Charles	Québec	Lib.
Lebel, Ghislain	Chambly	Québec	BQ
LeBlanc, Dominic	Beauséjour—Petitcodiac	Nouveau-Brunswick	Lib.
Lee, Derek	Scarborough—Rouge River	Ontario	Lib.
Leung, Sophia, secrétaire parlementaire du ministre du Revenu national	Vancouver Kingsway	Colombie-Britannique	Lib.
Lill, Wendy	Dartmouth	Nouvelle-Écosse	NPD
Lincoln, Clifford	Lac-Saint-Louis	Québec	Lib.
Longfield, Judi	Whitby—Ajax	Ontario	Lib.
Loubier, Yvan	Saint-Hyacinthe—Bagot	Québec	BQ
Lunn, Gary	Saanich—Gulf Islands	Colombie-Britannique	AC
Lunney, James	Nanaimo—Alberni	Colombie-Britannique	AC
MacAulay, L'hon. Lawrence, solliciteur général du Canada	Cardigan	Île-du-Prince-Édouard	Lib.
MacKay, Peter	Pictou—Antigonish—Guysborough	Nouvelle-Écosse	PC/RD
Macklin, Paul Harold	Northumberland	Ontario	Lib.
Mahoney, Steve	Mississauga-Ouest	Ontario	Lib.

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Malhi, Gurbax, secrétaire parlementaire de la ministre du Travail ..	Bramalea—Gore—Malton—Springdale	Ontario	Lib.
Maloney, John	Erie—Lincoln	Ontario	Lib.
Manley, L'hon. John, ministre des Affaires étrangères	Ottawa-Sud	Ontario	Lib.
Manning, Preston	Calgary-Sud-Ouest	Alberta	AC
Marceau, Richard	Charlesbourg—Jacques-Cartier	Québec	BQ
Marcil, Serge	Beauharnois—Salaberry	Québec	Lib.
Mark, Inky	Dauphin—Swan River	Manitoba	PC/RD
Marleau, L'hon. Diane	Sudbury	Ontario	Lib.
Martin, Keith	Esquimalt—Juan de Fuca	Colombie-Britannique ...	AC
Martin, Pat	Winnipeg-Centre	Manitoba	NPD
Martin, L'hon. Paul, ministre des Finances	LaSalle—Émard	Québec	Lib.
Matthews, Bill, secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre des Affaires intergouvernementales	Burin—St. George's	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Mayfield, Philip	Cariboo—Chilcotin	Colombie-Britannique ...	AC
McCallum, John, secrétaire parlementaire du ministre des Finances	Markham	Ontario	Lib.
McCormick, Larry, secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	Hastings—Frontenac—Lennox and Addington	Ontario	Lib.
McDonough, Alexa	Halifax	Nouvelle-Écosse	NPD
McGuire, Joe	Egmont	Île-du-Prince-Édouard ...	Lib.
McKay, John	Scarborough-Est	Ontario	Lib.
McLellan, L'hon. Anne, ministre de la Justice et procureure générale du Canada	Edmonton-Ouest	Alberta	Lib.
McNally, Grant	Dewdney—Alouette	Colombie-Britannique ...	PC/RD
McTeague, Dan	Pickering—Ajax—Uxbridge ...	Ontario	Lib.
Ménard, Réal	Hochelaga—Maisonneuve	Québec	BQ
Meredith, Val	South Surrey—White Rock—Langley	Colombie-Britannique ...	PC/RD
Merrifield, Rob	Yellowhead	Alberta	AC
Milliken, L'hon. Peter	Kingston et les Îles	Ontario	Lib.
Mills, Bob	Red Deer	Alberta	AC
Mills, Dennis	Toronto—Danforth	Ontario	Lib.
Minna, L'hon. Maria, ministre de la Coopération internationale	Beaches—East York	Ontario	Lib.
Mitchell, L'hon. Andy, secrétaire d'État (Développement rural) (Initiative fédérale du développement économique dans le nord de l'Ontario)	Parry Sound—Muskoka	Ontario	Lib.
Moore, James	Port Moody—Coquitlam—Port Coquitlam	Colombie-Britannique ...	AC
Murphy, Shawn	Hillsborough	Île-du-Prince-Édouard ...	Lib.
Myers, Lynn, secrétaire parlementaire du solliciteur général du Canada	Waterloo—Wellington	Ontario	Lib.
Nault, L'hon. Robert, ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien	Kenora—Rainy River	Ontario	Lib.
Neville, Anita	Winnipeg-Centre-Sud	Manitoba	Lib.
Normand, L'hon. Gilbert, secrétaire d'État (Sciences, Recherche et Développement)	Bellechasse—Etchemins—Montmagny—L'Islet	Québec	Lib.
Nystrom, L'hon. Lorne	Regina—Qu'Appelle	Saskatchewan	NPD
O'Brien, Lawrence	Labrador	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
O'Brien, Pat, secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international	London—Fanshawe	Ontario	Lib.
O'Reilly, John, secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale	Haliburton—Victoria—Brock ..	Ontario	Lib.

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Obhrai, Deepak	Calgary-Est	Alberta	AC
Owen, Stephen, secrétaire parlementaire de la ministre de la Justice et procureure générale du Canada	Vancouver Quadra	Colombie-Britannique	Lib.
Pagtakhan, L'hon. Rey, secrétaire d'État (Asie-Pacifique)	Winnipeg-Nord—St. Paul	Manitoba	Lib.
Pallister, Brian	Portage—Lisgar	Manitoba	AC
Pankiw, Jim	Saskatoon—Humboldt	Saskatchewan	PC/RD
Paquette, Pierre	Joliette	Québec	BQ
Paradis, Denis	Brome—Missisquoi	Québec	Lib.
Parrish, Carolyn	Mississauga-Centre	Ontario	Lib.
Patry, Bernard	Pierrefonds—Dollard	Québec	Lib.
Penson, Charlie	Peace River	Alberta	AC
Perić, Janko	Cambridge	Ontario	Lib.
Perron, Gilles-A.	Rivière-des-Mille-Îles	Québec	BQ
Peschisolido, Joe	Richmond	Colombie-Britannique	AC
Peterson, L'hon. Jim, secrétaire d'État (Institutions financières internationales)	Willowdale	Ontario	Lib.
Pettigrew, L'hon. Pierre, ministre du Commerce international	Papineau—Saint-Denis	Québec	Lib.
Phinney, Beth	Hamilton Mountain	Ontario	Lib.
Picard, Pauline	Drummond	Québec	BQ
Pickard, Jerry	Chatham—Kent Essex	Ontario	Lib.
Pillitteri, Gary	Niagara Falls	Ontario	Lib.
Plamondon, Louis	Bas-Richelieu—Nicolet—Bécancour	Québec	BQ
Pratt, David	Nepean—Carleton	Ontario	Lib.
Price, David	Compton—Stanstead	Québec	Lib.
Proctor, Dick	Palliser	Saskatchewan	NPD
Proulx, Marcel	Hull—Aylmer	Québec	Lib.
Provenzano, Carmen, secrétaire parlementaire du ministre des Anciens combattants	Sault Ste. Marie	Ontario	Lib.
Rajotte, James	Edmonton-Sud-Ouest	Alberta	AC
Redman, Karen, secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement	Kitchener-Centre	Ontario	Lib.
Reed, Julian	Halton	Ontario	Lib.
Regan, Geoff, secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes	Halifax-Ouest	Nouvelle-Écosse	Lib.
Reid, Scott	Lanark—Carleton	Ontario	AC
Reynolds, John	West Vancouver—Sunshine Coast	Colombie-Britannique	AC
Richardson, John	Perth—Middlesex	Ontario	Lib.
Ritz, Gerry	Battlefords—Lloydminster	Saskatchewan	AC
Robillard, L'hon. Lucienne, présidente du Conseil du Trésor et ministre responsable de l'Infrastructure	Westmount—Ville-Marie	Québec	Lib.
Robinson, Svend	Burnaby—Douglas	Colombie-Britannique	NPD
Rocheleau, Yves	Trois-Rivières	Québec	BQ
Rock, L'hon. Allan, ministre de la Santé	Etobicoke-Centre	Ontario	Lib.
Roy, Jean-Yves	Matapédia—Matane	Québec	BQ
Saada, Jacques	Brossard—La Prairie	Québec	Lib.
Sauvageau, Benoît	Repentigny	Québec	BQ
Savoy, Andy	Tobique—Mactaquac	Nouveau-Brunswick	Lib.
Scherrer, Hélène	Louis-Hébert	Québec	Lib.
Schmidt, Werner	Kelowna	Colombie-Britannique	AC
Scott, L'hon. Andy	Fredericton	Nouveau-Brunswick	Lib.

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Serré, Benoît, secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles	Timiskaming—Cochrane	Ontario	Lib.
Sgro, Judy	York-Ouest	Ontario	Lib.
Shepherd, Alex, secrétaire parlementaire de la présidente du Conseil du Trésor	Durham	Ontario	Lib.
Skelton, Carol	Saskatoon—Rosetown—Biggar	Saskatchewan	AC
Solberg, Monte	Medicine Hat	Alberta	AC
Sorenson, Kevin	Crowfoot	Alberta	AC
Speller, Bob	Haldimand—Norfolk—Brant	Ontario	Lib.
Spencer, Larry	Regina—Lumsden—Lake Centre	Saskatchewan	AC
St-Hilaire, Caroline	Longueuil	Québec	BQ
St-Jacques, Diane	Shefford	Québec	Lib.
St-Julien, Guy	Abitibi—Baie-James—Nunavik	Québec	Lib.
St. Denis, Brent	Algoma—Manitoulin	Ontario	Lib.
Steckle, Paul	Huron—Bruce	Ontario	Lib.
Stewart, L'hon. Jane, ministre du Développement des ressources humaines	Brant	Ontario	Lib.
Stinson, Darrel	Okanagan—Shuswap	Colombie-Britannique	AC
Stoffer, Peter	Sackville—Musquodoboit Valley—Eastern Shore	Nouvelle-Écosse	NPD
Strahl, Chuck	Fraser Valley	Colombie-Britannique	PC/RD
Szabo, Paul, secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	Mississauga-Sud	Ontario	Lib.
Telegdi, Andrew	Kitchener—Waterloo	Ontario	Lib.
Thibault, L'hon. Robert, ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique)	Ouest Nova	Nouvelle-Écosse	Lib.
Thibeault, Yolande	Saint-Lambert	Québec	Lib.
Thompson, Greg	Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest	Nouveau-Brunswick	PC/RD
Thompson, Myron	Wild Rose	Alberta	AC
Tirabassi, Tony	Niagara-Centre	Ontario	Lib.
Tobin, L'hon. Brian, ministre de l'Industrie	Bonavista—Trinity—Conception	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Toews, Vic	Provencher	Manitoba	AC
Tonks, Alan	York-Sud—Weston	Ontario	Lib.
Torsney, Paddy	Burlington	Ontario	Lib.
Tremblay, Stéphan	Lac-Saint-Jean—Saguenay	Québec	BQ
Tremblay, Suzanne	Rimouski-Neigette-et-la Mitis	Québec	BQ
Ur, Rose-Marie	Lambton—Kent—Middlesex	Ontario	Lib.
Valeri, Tony	Stoney Creek	Ontario	Lib.
Vanclief, L'hon. Lyle, ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	Prince Edward—Hastings	Ontario	Lib.
Vellacott, Maurice	Saskatoon—Wanuskewin	Saskatchewan	AC
Venne, Pierrette	Saint-Bruno—Saint-Hubert	Québec	BQ
Volpe, Joseph	Eglinton—Lawrence	Ontario	Lib.
Wappel, Tom	Scarborough-Sud-Ouest	Ontario	Lib.
Wasylycia-Leis, Judy	Winnipeg-Centre-Nord	Manitoba	NPD
Wayne, Elsie	Saint John	Nouveau-Brunswick	PC/RD
Whelan, Susan	Essex	Ontario	Lib.
White, Randy	Langley—Abbotsford	Colombie-Britannique	AC
White, Ted	North Vancouver	Colombie-Britannique	AC
Wilfert, Bryon	Oak Ridges	Ontario	Lib.

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Williams, John.....	St. Albert	Alberta	AC
Wood, Bob.....	Nipissing	Ontario	Lib.
Yelich, Lynne.....	Blackstrap	Saskatchewan	AC

N.B.: Sous le titre Affiliation politique: Lib. - Libéral; AC - Alliance canadienne; BQ - Bloc Québécois; NDP - nouveau parti démocratique; PC/RD - Coalition Parti progressiste-conservateur/Caucus de la représentation démocratique; Ind. - indépendant

LISTE ALPHABÉTIQUE DES DÉPUTÉS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES PAR PROVINCE

Première session, trente-septième Législature

Nom	Circonscription	Affiliation politique
ALBERTA (26)		
Ablonczy, Diane	Calgary—Nose Hill	AC
Anders, Rob	Calgary-Ouest	AC
Benoit, Leon	Lakeland	AC
Casson, Rick	Lethbridge	AC
Chatters, David	Athabasca	AC
Clark, Le très hon. Joe	Calgary-Centre	PC/RD
Epp, Ken	Elk Island	AC
Goldring, Peter	Edmonton-Centre-Est	AC
Grey, Deborah	Edmonton-Nord	PC/RD
Hanger, Art	Calgary-Nord-Est	AC
Hill, Grant	Macleod	AC
Jaffer, Rahim	Edmonton—Strathcona	AC
Johnston, Dale	Wetaskiwin	AC
Kenney, Jason	Calgary-Sud-Est	AC
Kilgour, L'hon. David, secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique)	Edmonton-Sud-Est	Lib.
Manning, Preston	Calgary-Sud-Ouest	AC
McLellan, L'hon. Anne, ministre de la Justice et procureure générale du Canada	Edmonton-Ouest	Lib.
Merrifield, Rob	Yellowhead	AC
Mills, Bob	Red Deer	AC
Obhrai, Deepak	Calgary-Est	AC
Penson, Charlie	Peace River	AC
Rajotte, James	Edmonton-Sud-Ouest	AC
Solberg, Monte	Medicine Hat	AC
Sorenson, Kevin	Crowfoot	AC
Thompson, Myron	Wild Rose	AC
Williams, John	St. Albert	AC
COLOMBIE-BRITANNIQUE (34)		
Abbott, Jim	Kootenay—Columbia	AC
Anderson, L'hon. David, ministre de l'Environnement	Victoria	Lib.
Burton, Andy	Skeena	AC
Cadman, Chuck	Surrey-Nord	AC
Cummins, John	Delta—South Richmond	AC
Davies, Libby	Vancouver-Est	NPD
Dhaliwal, L'hon. Herb, ministre des Pêches et des Océans	Vancouver-Sud—Burnaby	Lib.
Duncan, John	Île de Vancouver-Nord	AC
Elley, Reed	Nanaimo—Cowichan	AC
Forseth, Paul	New Westminster—Coquitlam—Burnaby	AC
Fry, L'hon. Hedy, secrétaire d'État (Multiculturalisme) (Situation de la femme)	Vancouver-Centre	Lib.
Gouk, Jim	Kootenay—Boundary—Okanagan	AC
Grewal, Gurmant	Surrey-Centre	AC
Harris, Richard	Prince George—Bulkley Valley	AC
Hill, Jay	Prince George—Peace River	PC/RD
Hinton, Betty	Kamloops, Thompson and Highland Valleys	AC

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Leung, Sophia, secrétaire parlementaire du ministre du Revenu national	Vancouver Kingsway	Lib.
Lunn, Gary	Saanich—Gulf Islands	AC
Lunney, James	Nanaimo—Alberni	AC
Martin, Keith	Esquimalt—Juan de Fuca	AC
Mayfield, Philip	Cariboo—Chilcotin	AC
McNally, Grant	Dewdney—Alouette	PC/RD
Meredith, Val	South Surrey—White Rock—Langley ...	PC/RD
Moore, James	Port Moody—Coquitlam—Port Coquitlam	AC
Owen, Stephen, secrétaire parlementaire de la ministre de la Justice et procureure générale du Canada	Vancouver Quadra	Lib.
Peschisolido, Joe	Richmond	AC
Reynolds, John	West Vancouver—Sunshine Coast	AC
Robinson, Svend	Burnaby—Douglas	NPD
Schmidt, Werner	Kelowna	AC
Stinson, Darrel	Okanagan—Shuswap	AC
Strahl, Chuck	Fraser Valley	PC/RD
White, Randy	Langley—Abbotsford	AC
White, Ted	North Vancouver	AC
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD (4)		
Easter, Wayne	Malpeque	Lib.
MacAulay, L'hon. Lawrence, solliciteur général du Canada	Cardigan	Lib.
McGuire, Joe	Egmont	Lib.
Murphy, Shawn	Hillsborough	Lib.
MANITOBA (14)		
Alcock, Reg	Winnipeg-Sud	Lib.
Blaikie, Bill	Winnipeg—Transcona	NPD
Borotsik, Rick	Brandon—Souris	PC/RD
Desjarlais, Bev	Churchill	NPD
Duhamel, L'hon. Ronald, ministre des Anciens combattants et secrétaire d'État (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) (Francophonie)	Saint-Boniface	Lib.
Harvard, John	Charleswood St. James—Assiniboia	Lib.
Hilstrom, Howard	Selkirk—Interlake	AC
Mark, Inky	Dauphin—Swan River	PC/RD
Martin, Pat	Winnipeg-Centre	NPD
Neville, Anita	Winnipeg-Centre-Sud	Lib.
Pagtakhan, L'hon. Rey, secrétaire d'État (Asie-Pacifique)	Winnipeg-Nord—St. Paul	Lib.
Pallister, Brian	Portage—Lisgar	AC
Toews, Vic	Provencher	AC
Wasylycia-Leis, Judy	Winnipeg-Centre-Nord	NPD
NOUVEAU-BRUNSWICK (10)		
Bradshaw, L'hon. Claudette, ministre du Travail	Moncton—Riverview—Dieppe	Lib.
Castonguay, Jeannot, secrétaire parlementaire du ministre de la Santé	Madawaska—Restigouche	Lib.
Godin, Yvon	Acadie—Bathurst	NPD
Herron, John	Fundy—Royal	PC/RD
Hubbard, Charles	Miramichi	Lib.
LeBlanc, Dominic	Beauséjour—Petitcodiac	Lib.
Savoy, Andy	Tobique—Mactaquac	Lib.

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Scott, L'hon. Andy	Fredericton	Lib.
Thompson, Greg	Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest	PC/RD
Wayne, Elsie	Saint John	PC/RD
NOUVELLE-ÉCOSSE (11)		
Brison, Scott	Kings—Hants	PC/RD
Casey, Bill	Cumberland—Colchester	PC/RD
Cuzner, Rodger	Bras d'Or—Cape Breton	Lib.
Eyking, Mark	Sydney—Victoria	Lib.
Keddy, Gerald	South Shore	PC/RD
Lill, Wendy	Dartmouth	NPD
MacKay, Peter	Pictou—Antigonish—Guysborough	PC/RD
McDonough, Alexa	Halifax	NPD
Regan, Geoff, secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes	Halifax-Ouest	Lib.
Stoffer, Peter	Sackville—Musquodoboit Valley—Eastern Shore	NPD
Thibault, L'hon. Robert, ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique)	Ouest Nova	Lib.
NUNAVUT (1)		
Karetak-Lindell, Nancy	Nunavut	Lib.
ONTARIO (103)		
Adams, Peter	Peterborough	Lib.
Assadourian, Sarkis	Brampton-Centre	Lib.
Augustine, Jean	Etobicoke—Lakeshore	Lib.
Barnes, Sue	London-Ouest	Lib.
Beaumier, Colleen	Brampton-Ouest—Mississauga	Lib.
Bélair, Réginald	Timmins—Baie James	Lib.
Bélangier, Mauril	Ottawa—Vanier	Lib.
Bellemare, Eugène	Ottawa—Orléans	Lib.
Bennett, Carolyn	St. Paul's	Lib.
Bevilacqua, Maurizio	Vaughan—King—Aurora	Lib.
Bonin, Raymond	Nickel Belt	Lib.
Bonwick, Paul	Simcoe—Grey	Lib.
Boudria, L'hon. Don, ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes	Glengarry—Prescott—Russell	Lib.
Brown, Bonnie	Oakville	Lib.
Bryden, John	Ancaster—Dundas—Flamborough—Aldershot	Lib.
Bulte, Sarmite, secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien	Parkdale—High Park	Lib.
Caccia, L'hon. Charles	Davenport	Lib.
Calder, Murray	Dufferin—Peel—Wellington—Grey	Lib.
Cannis, John	Scarborough-Centre	Lib.
Caplan, L'hon. Elinor, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration	Thornhill	Lib.
Carroll, Aileen, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères	Barrie—Simcoe—Bradford	Lib.
Catterall, Marlene	Ottawa-Ouest—Nepean	Lib.
Chamberlain, Brenda	Guelph—Wellington	Lib.
Collenette, L'hon. David, ministre des Transports	Don Valley-Est	Lib.
Comartin, Joe	Windsor—St. Clair	NPD

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Comuzzi, Joe	Thunder Bay—Superior-Nord	Lib.
Copps, L'hon. Sheila, ministre du Patrimoine canadien	Hamilton-Est	Lib.
Cullen, Roy	Etobicoke-Nord	Lib.
DeVillers, Paul	Simcoe-Nord	Lib.
Dromisky, Stan	Thunder Bay—Atikokan	Lib.
Eggleton, L'hon. Art, ministre de la Défense nationale	York-Centre	Lib.
Finlay, John, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien	Oxford	Lib.
Fontana, Joe	London-Centre-Nord	Lib.
Gallant, Cheryl	Renfrew—Nipissing—Pembroke	AC
Galloway, Roger	Sarnia—Lambton	Lib.
Godfrey, John	Don Valley-Ouest	Lib.
Graham, Bill	Toronto-Centre—Rosedale	Lib.
Gray, L'hon. Herb, vice-premier ministre	Windsor-Ouest	Lib.
Grose, Ivan	Oshawa	Lib.
Guarnieri, Albina	Mississauga-Est	Lib.
Harb, Mac	Ottawa-Centre	Lib.
Ianno, Tony	Trinity—Spadina	Lib.
Jackson, Ovid	Bruce—Grey—Owen Sound	Lib.
Jordan, Joe, secrétaire parlementaire du premier ministre	Leeds—Grenville	Lib.
Karygiannis, Jim	Scarborough—Agincourt	Lib.
Keyes, Stan	Hamilton-Ouest	Lib.
Kilger, Bob	Stormont—Dundas—Charlottenburgh	Lib.
Knutson, Gar	Elgin—Middlesex—London	Lib.
Kraft Sloan, Karen	York-Nord	Lib.
Lastewka, Walt	St. Catharines	Lib.
Lee, Derek	Scarborough—Rouge River	Lib.
Longfield, Judi	Whitby—Ajax	Lib.
Macklin, Paul Harold	Northumberland	Lib.
Mahoney, Steve	Mississauga-Ouest	Lib.
Malhi, Gurbax, secrétaire parlementaire de la ministre du Travail	Bramalea—Gore—Malton—Springdale	Lib.
Maloney, John	Erie—Lincoln	Lib.
Manley, L'hon. John, ministre des Affaires étrangères	Ottawa-Sud	Lib.
Marleau, L'hon. Diane	Sudbury	Lib.
McCallum, John, secrétaire parlementaire du ministre des Finances	Markham	Lib.
McCormick, Larry, secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	Hastings—Frontenac—Lennox and Addington	Lib.
McKay, John	Scarborough-Est	Lib.
McTeague, Dan	Pickering—Ajax—Uxbridge	Lib.
Milliken, L'hon. Peter	Kingston et les Îles	Lib.
Mills, Dennis	Toronto—Danforth	Lib.
Minna, L'hon. Maria, ministre de la Coopération internationale	Beaches—East York	Lib.
Mitchell, L'hon. Andy, secrétaire d'État (Développement rural) (Initiative fédérale du développement économique dans le nord de l'Ontario)	Parry Sound—Muskoka	Lib.
Myers, Lynn, secrétaire parlementaire du solliciteur général du Canada	Waterloo—Wellington	Lib.
Nault, L'hon. Robert, ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien	Kenora—Rainy River	Lib.
O'Brien, Pat, secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international	London—Fanshawe	Lib.
O'Reilly, John, secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale	Haliburton—Victoria—Brock	Lib.
Parrish, Carolyn	Mississauga-Centre	Lib.
Perić, Janko	Cambridge	Lib.
Peterson, L'hon. Jim, secrétaire d'État (Institutions financières internationales)	Willowdale	Lib.

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Phinney, Beth	Hamilton Mountain	Lib.
Pickard, Jerry	Chatham—Kent Essex	Lib.
Pillitteri, Gary	Niagara Falls	Lib.
Pratt, David	Nepean—Carleton	Lib.
Provenzano, Carmen, secrétaire parlementaire du ministre des Anciens combattants	Sault Ste. Marie	Lib.
Redman, Karen, secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement	Kitchener-Centre	Lib.
Reed, Julian	Halton	Lib.
Reid, Scott	Lanark—Carleton	AC
Richardson, John	Perth—Middlesex	Lib.
Rock, L'hon. Allan, ministre de la Santé	Etobicoke-Centre	Lib.
Serré, Benoît, secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles	Timiskaming—Cochrane	Lib.
Sgro, Judy	York-Ouest	Lib.
Shepherd, Alex, secrétaire parlementaire de la présidente du Conseil du Trésor	Durham	Lib.
Speller, Bob	Haldimand—Norfolk—Brant	Lib.
St. Denis, Brent	Algoma—Manitoulin	Lib.
Steckle, Paul	Huron—Bruce	Lib.
Stewart, L'hon. Jane, ministre du Développement des ressources humaines	Brant	Lib.
Szabo, Paul, secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	Mississauga-Sud	Lib.
Telegdi, Andrew	Kitchener—Waterloo	Lib.
Tirabassi, Tony	Niagara-Centre	Lib.
Tonks, Alan	York-Sud—Weston	Lib.
Torsney, Paddy	Burlington	Lib.
Ur, Rose-Marie	Lambton—Kent—Middlesex	Lib.
Valeri, Tony	Stoney Creek	Lib.
Vanclief, L'hon. Lyle, ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	Prince Edward—Hastings	Lib.
Volpe, Joseph	Eglinton—Lawrence	Lib.
Wappel, Tom	Scarborough-Sud-Ouest	Lib.
Whelan, Susan	Essex	Lib.
Wilfert, Bryon	Oak Ridges	Lib.
Wood, Bob	Nipissing	Lib.
QUÉBEC (75)		
Allard, Carole-Marie	Laval-Est	Lib.
Assad, Mark, secrétaire parlementaire de la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration	Gatineau	Lib.
Asselin, Gérard	Charlevoix	BQ
Bachand, André	Richmond—Arthabaska	PC/RD
Bachand, Claude	Saint-Jean	BQ
Bakopanos, Eleni	Ahuntsic	Lib.
Bellehumeur, Michel	Berthier—Montcalm	BQ
Bergeron, Stéphane	Verchères—Les-Patriotes	BQ
Bertrand, Robert	Pontiac—Gatineau—Labelle	Lib.
Bigras, Bernard	Rosemont—Petite-Patrie	BQ
Binet, Gérard	Frontenac—Mégantic	Lib.
Bourgeois, Diane	Terrebonne—Blainville	BQ
Brien, Pierre	Témiscamingue	BQ
Cardin, Serge	Sherbrooke	BQ
Carignan, Jean-Guy	Québec-Est	Lib.
Cauchon, L'hon. Martin, ministre du Revenu national et secrétaire d'État (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec)	Outremont	Lib.

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Charbonneau, Yvon	Anjou—Rivière-des-Prairies	Lib.
Chrétien, Le très hon. Jean, premier ministre du Canada	Saint-Maurice	Lib.
Coderre, L'hon. Denis, secrétaire d'État (Sport amateur)	Bourassa	Lib.
Cotler, Irwin	Mont-Royal	Lib.
Crête, Paul	Kamouraska—Rivière-du-Loup— Témiscouata—Les Basques	BQ
Dalphond-Guiral, Madeleine	Laval-Centre	BQ
Desrochers, Odina	Lotbinière—L'Érable	BQ
Dion, L'hon. Stéphane, président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre des Affaires intergouvernementales	Saint-Laurent—Cartierville	Lib.
Discepola, Nick	Vaudreuil—Soulanges	Lib.
Drouin, Claude, secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie	Beauce	Lib.
Dubé, Antoine	Lévis-et-Chutes-de-la-Chaudière	BQ
Duceppe, Gilles	Laurier—Sainte-Marie	BQ
Duplain, Claude	Portneuf	Lib.
Farrah, Georges, secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Océans	Bonaventure—Gaspé—Îles-de-la-Madeleine—Pabok	Lib.
Folco, Raymonde, secrétaire parlementaire de la ministre du Développement des ressources humaines	Laval-Ouest	Lib.
Fournier, Ghislain	Manicouagan	BQ
Gagliano, L'hon. Alfonso, ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	Saint-Léonard—Saint-Michel	Lib.
Gagnon, Christiane	Québec	BQ
Gagnon, Marcel	Champlain	BQ
Gauthier, Michel	Roberval	BQ
Girard-Bujold, Jocelyne	Jonquière	BQ
Guay, Monique	Laurentides	BQ
Guimond, Michel	Beauport—Montmorency—Côte-de-Beaupré—Île-d'Orléans	BQ
Harvey, André, secrétaire parlementaire du ministre des Transports	Chicoutimi—Le Fjord	Lib.
Jennings, Marlene, secrétaire parlementaire de la ministre de la Coopération internationale	Notre-Dame-de-Grâce—Lachine	Lib.
Laframboise, Mario	Argenteuil—Papineau—Mirabel	BQ
Lalonde, Francine	Mercier	BQ
Lanctôt, Robert	Châteauguay	BQ
Lavigne, Raymond	Verdun—Saint-Henri—Saint-Paul— Pointe Saint-Charles	Lib.
Lebel, Ghislain	Chambly	BQ
Lincoln, Clifford	Lac-Saint-Louis	Lib.
Loubier, Yvan	Saint-Hyacinthe—Bagot	BQ
Marceau, Richard	Charlesbourg—Jacques-Cartier	BQ
Marcil, Serge	Beauharnois—Salaberry	Lib.
Martin, L'hon. Paul, ministre des Finances	LaSalle—Émard	Lib.
Ménard, Réal	Hochelaga—Maisonneuve	BQ
Normand, L'hon. Gilbert, secrétaire d'État (Sciences, Recherche et Développement)	Bellechasse—Etchemins—Montmagny— L'Islet	Lib.
Paquette, Pierre	Joliette	BQ
Paradis, Denis	Brome—Missisquoi	Lib.
Patry, Bernard	Pierrefonds—Dollard	Lib.
Perron, Gilles-A.	Rivière-des-Mille-Îles	BQ
Pettigrew, L'hon. Pierre, ministre du Commerce international	Papineau—Saint-Denis	Lib.
Picard, Pauline	Drummond	BQ

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Plamondon, Louis	Bas-Richelieu—Nicolet—Bécancour	BQ
Price, David	Compton—Stanstead	Lib.
Proulx, Marcel	Hull—Aylmer	Lib.
Robillard, L'hon. Lucienne, présidente du Conseil du Trésor et ministre responsable de l'Infrastructure	Westmount—Ville-Marie	Lib.
Rocheleau, Yves	Trois-Rivières	BQ
Roy, Jean-Yves	Matapédia—Matane	BQ
Saada, Jacques	Brossard—La Prairie	Lib.
Sauvageau, Benoît	Repentigny	BQ
Scherrer, Hélène	Louis-Hébert	Lib.
St-Hilaire, Caroline	Longueuil	BQ
St-Jacques, Diane	Shefford	Lib.
St-Julien, Guy	Abitibi—Baie-James—Nunavik	Lib.
Thibeault, Yolande	Saint-Lambert	Lib.
Tremblay, Stéphan	Lac-Saint-Jean—Saguenay	BQ
Tremblay, Suzanne	Rimouski-Neigette-et-la Mitis	BQ
Venne, Pierrette	Saint-Bruno—Saint-Hubert	BQ

SASKATCHEWAN (14)

Anderson, David	Cypress Hills—Grasslands	AC
Bailey, Roy	Souris—Moose Mountain	AC
Breitkreuz, Garry	Yorkton—Melville	AC
Fitzpatrick, Brian	Prince Albert	AC
Goodale, L'hon. Ralph, ministre des Ressources naturelles et ministre responsable de la Commission canadienne du blé	Wascana	Lib.
Laliberte, Rick	Rivière Churchill	Lib.
Nystrom, L'hon. Lorne	Regina—Qu'Appelle	NPD
Pankiw, Jim	Saskatoon—Humboldt	PC/RD
Proctor, Dick	Palliser	NPD
Ritz, Gerry	Battlefords—Lloydminster	AC
Skelton, Carol	Saskatoon—Rosetown—Biggar	AC
Spencer, Larry	Regina—Lumsden—Lake Centre	AC
Vellacott, Maurice	Saskatoon—Wanuskewin	AC
Yelich, Lynne	Blackstrap	AC

TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR (7)

Baker, L'hon. George	Gander—Grand Falls	Lib.
Byrne, Gerry	Humber—St. Barbe—Baie Verte	Lib.
Doyle, Norman	St. John's-Est	PC/RD
Hearn, Loyola	St. John's-Ouest	PC/RD
Matthews, Bill, secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre des Affaires intergouvernementales	Burin—St. George's	Lib.
O'Brien, Lawrence	Labrador	Lib.
Tobin, L'hon. Brian, ministre de l'Industrie	Bonavista—Trinity—Conception	Lib.

TERRITOIRES DU NORD-OUEST (1)

Blondin-Andrew, L'hon. Ethel, secrétaire d'État (Enfance et Jeunesse)	Western Arctic	Lib.
---	----------------	------

YUKON

Bagnell, Larry	Yukon	Lib.
----------------	-------	------

LISTE DES COMITÉS PERMANENTS ET DES SOUS-COMITÉS

(Au 14 décembre 2001 — 1^{re} Session, 37^e Législature)

AFFAIRES AUTOCHTONES, DÉVELOPPEMENT DU GRAND NORD ET RESSOURCES NATURELLES

Président: Raymond Bonin

Vice-présidents: Nancy Karetak-Lindell
Maurice Vellacott

Larry Bagnell	David Chatters	John Godfrey	Pat Martin	
Gérard Binet	Reed Elley	Gerald Keddy	Benoît Serré	(16)
Serge Cardin	John Finlay	Richard Marceau	Guy St-Julien	
Jean-Guy Carignan				

Membres associés

Jim Abbott	Norman Doyle	Jason Kenney	Gilles-A. Perron
Diane Ablonczy	John Duncan	Robert Lanctôt	Joe Pescholido
Rob Anders	Ken Epp	Gary Lunn	James Rajotte
David Anderson	Brian Fitzpatrick	James Lunney	Scott Reid
Gérard Asselin	Paul Forseth	Peter MacKay	John Reynolds
André Bachand	Ghislain Fournier	Preston Manning	Gerry Ritz
Claude Bachand	Cheryl Gallant	Inky Mark	Jean-Yves Roy
Roy Bailey	Yvon Godin	Keith Martin	Werner Schmidt
Leon Benoit	Peter Goldring	Philip Mayfield	Carol Skelton
Stéphane Bergeron	Jim Gouk	Joe McGuire	Monte Solberg
Bernard Bigras	Gurmant Grewal	Grant McNally	Kevin Sorenson
Rick Borotsik	Deborah Grey	Val Meredith	Larry Spencer
Garry Breitkreuz	Art Hanger	Rob Merrifield	Darrel Stinson
Scott Brison	Richard Harris	Bob Mills	Chuck Strahl
Andy Burton	Loyola Hearn	James Moore	Greg Thompson
Chuck Cadman	John Herron	Anita Neville	Myron Thompson
Bill Casey	Grant Hill	Lorne Nystrom	Vic Toews
Rick Casson	Jay Hill	Deepak Obhrai	Elsie Wayne
Joe Clark	Howard Hilstrom	Brian Pallister	Randy White
Joe Comartin	Betty Hinton	Jim Pankiw	Ted White
John Cummins	Rahim Jaffer	Pierre Paquette	John Williams
Stockwell Day	Dale Johnston	Charlie Penson	Lynne Yelich
Bev Desjarlais			

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Président: Charles Hubbard

Vice-présidents: Murray Calder
Howard Hilstrom

David Anderson
Rick Borotsik
Garry Breitzkreuz
Claude Duplain

Mark Eyking
Marcel Gagnon
Rick Laliberte

Larry McCormick
Dick Proctor
Bob Speller

Paul Steckle
Suzanne Tremblay
Rose-Marie Ur

(16)

Membres associés

Jim Abbott
Diane Ablonczy
Peter Adams
Rob Anders
André Bachand
Roy Bailey
Leon Benoit
Scott Brison
Andy Burton
Chuck Cadman
Bill Casey
Rick Casson
David Chatters
Joe Clark
Joe Comartin
Paul Crête
John Cummins
Stockwell Day
Odina Desrochers
Norman Doyle
John Duncan
Reed Elley

Ken Epp
Brian Fitzpatrick
Paul Forseth
Cheryl Gallant
Peter Goldring
Jim Gouk
Gurmant Grewal
Deborah Grey
Art Hanger
Richard Harris
Loyola Hearn
John Herron
Grant Hill
Jay Hill
Betty Hinton
Rahim Jaffer
Dale Johnston
Gerald Keddy
Jason Kenney
Mario Laframboise
Robert Lanctôt

Gary Lunn
James Lunney
Peter MacKay
Preston Manning
Richard Marceau
Inky Mark
Keith Martin
Philip Mayfield
Grant McNally
Val Meredith
Rob Merrifield
Bob Mills
James Moore
Lorne Nystrom
Deepak Obhrai
Brian Pallister
Jim Pankiw
Pierre Paquette
Charlie Penson
Gilles-A. Perron
Joe Peschisolido

James Rajotte
Scott Reid
John Reynolds
Gerry Ritz
Jean-Yves Roy
Werner Schmidt
Carol Skelton
Monte Solberg
Kevin Sorenson
Larry Spencer
Darrel Stinson
Chuck Strahl
Greg Thompson
Myron Thompson
Vic Toews
Maurice Vellacott
Elsie Wayne
Randy White
Ted White
John Williams
Lynne Yelich

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Président: Joe Fontana

Vice-présidents: Paul Forseth
Steve Mahoney

Mark Assad
Yvon Charbonneau
Madeleine Dalphond-Guiral
John Godfrey

Art Hanger
Inky Mark
Anita Neville

Jerry Pickard
David Price
Stéphan Tremblay

Tony Valeri
Judy Wasylcia-Leis
Lynne Yelich

(16)

Membres associés

Jim Abbott
Diane Ablonczy
Rob Anders
David Anderson
André Bachand
Roy Bailey
Leon Benoit
Bernard Bigras
Rick Borotsik
Garry Breitzkreuz
Scott Brison
Andy Burton
Chuck Cadman
Serge Cardin
Bill Casey
Rick Casson
David Chatters
Joe Clark
John Cummins
Stockwell Day

Norman Doyle
John Duncan
Reed Elley
Ken Epp
Brian Fitzpatrick
Cheryl Gallant
Peter Goldring
Jim Gouk
Gurmant Grewal
Deborah Grey
Richard Harris
Loyola Hearn
John Herron
Grant Hill
Jay Hill
Howard Hilstrom
Betty Hinton
Rahim Jaffer
Dale Johnston
Gerald Keddy

Jason Kenney
Francine Lalonde
Gary Lunn
James Lunney
Peter MacKay
Preston Manning
Richard Marceau
Keith Martin
Philip Mayfield
Grant McNally
Val Meredith
Rob Merrifield
Bob Mills
James Moore
Deepak Obhrai
Brian Pallister
Jim Pankiw
Charlie Penson
Joe Peschisolido

James Rajotte
Scott Reid
John Reynolds
Gerry Ritz
Werner Schmidt
Carol Skelton
Monte Solberg
Kevin Sorenson
Larry Spencer
Darrel Stinson
Chuck Strahl
Greg Thompson
Myron Thompson
Vic Toews
Maurice Vellacott
Elsie Wayne
Randy White
Ted White
John Williams

COMPTES PUBLICS**Président:** John Williams**Vice-présidents:** Mac Harb
Beth PhinneyRobert Bertrand
John Bryden
Gerry Byrne
Odina DesrochersJohn Finlay
Rahim Jaffer
Sophia Leung
Pat MartinPhilip Mayfield
Shawn Murphy
Gilles-A. PerronAlex Shepherd
Greg Thompson
Myron Thompson

(17)

Membres associésJim Abbott
Diane Ablonczy
Rob Anders
David Anderson
André Bachand
Roy Bailey
Leon Benoit
Rick Borotsik
Garry Breitreuz
Scott Brison
Andy Burton
Chuck Cadman
Serge Cardin
Bill Casey
Rick Casson
David Chatters
Joe Clark
John Cummins
Stockwell Day
Bev DesjarlaisNorman Doyle
John Duncan
Reed Elley
Ken Epp
Brian Fitzpatrick
Paul Forseth
Cheryl Gallant
Peter Goldring
Jim Gouk
Gurmant Grewal
Deborah Grey
Art Hanger
Richard Harris
Loyola Hearn
John Herron
Grant Hill
Jay Hill
Howard Hilstrom
Betty Hinton
Dale JohnstonGerald Keddy
Jason Kenney
Gary Lunn
James Lunney
Peter MacKay
Preston Manning
Inky Mark
Keith Martin
Grant McNally
Val Meredith
Rob Merrifield
Bob Mills
James Moore
Deepak Obhrai
Brian Pallister
Jim Pankiw
Denis Paradis
Charlie Penson
Joe PeschisolidoJames Rajotte
Scott Reid
John Reynolds
Gerry Ritz
Benoît Sauvageau
Werner Schmidt
Carol Skelton
Monte Solberg
Kevin Sorenson
Larry Spencer
Darrel Stinson
Peter Stoffer
Chuck Strahl
Vic Toews
Maurice Vellacott
Elsie Wayne
Randy White
Ted White
Lynne Yelich**SOUS-COMITÉ POUR COMBATTRE LA CORRUPTION****Président:** John Williams**Vice-président:**Robert Bertrand
John Bryden
Odina DesrochersPat Martin
Philip MayfieldShawn Murphy
Beth PhinneyAlex Shepherd
Greg Thompson

(10)

DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES ET DE LA CONDITION DES PERSONNES HANDICAPÉES**Président:** Judi Longfield**Vice-présidents:** Joe Peschisolido
Diane St-Jacques

Eugène Bellemare	Monique Guay	Serge Marcil	Larry Spencer	(18)
Paul Crête	Tony Ianno	Joe McGuire	Greg Thompson	
Libby Davies	Dale Johnston	Anita Neville	Alan Tonks	
Raymonde Folco	Gurbax Malhi	Carol Skelton		

Membres associés

Jim Abbott	John Duncan	Nancy Karetak-Lindell	Jim Pankiw
Diane Ablonczy	Reed Elley	Gerald Keddy	Charlie Penson
Peter Adams	Ken Epp	Jason Kenney	James Rajotte
Rob Anders	Brian Fitzpatrick	Robert Lanctôt	Scott Reid
David Anderson	Paul Forseth	Wendy Lill	John Reynolds
André Bachand	Christiane Gagnon	Gary Lunn	Gerry Ritz
Roy Bailey	Marcel Gagnon	James Lunney	Jean-Yves Roy
Carolyn Bennett	Cheryl Gallant	Peter MacKay	Werner Schmidt
Leon Benoit	Jocelyne Girard-Bujold	Preston Manning	Monte Solberg
Rick Borotsik	John Godfrey	Richard Marceau	Kevin Sorenson
Diane Bourgeois	Yvon Godin	Inky Mark	Darrel Stinson
Garry Breitzkreuz	Peter Goldring	Keith Martin	Chuck Strahl
Scott Brison	Jim Gouk	Pat Martin	Myron Thompson
Andy Burton	Gurmant Grewal	Philip Mayfield	Tony Tirabassi
Chuck Cadman	Deborah Grey	Larry McCormick	Vic Toews
Bill Casey	Art Hanger	Grant McNally	Stéphan Tremblay
Rick Casson	Richard Harris	Réal Ménard	Maurice Vellacott
David Chatters	Loyola Hearn	Val Meredith	Judy Wasylycia-Leis
Joe Clark	John Herron	Rob Merrifield	Elsie Wayne
John Cummins	Grant Hill	Bob Mills	Randy White
Madeleine Dalphond-Guiral	Jay Hill	James Moore	Ted White
Stockwell Day	Howard Hilstrom	Deepak Obhrai	John Williams
Norman Doyle	Betty Hinton	Brian Pallister	Lynne Yelich
Antoine Dubé	Rahim Jaffer		

SOUS-COMITÉ DES ENFANTS ET JEUNES À RISQUE**Président:** John Godfrey**Vice-président:**

Libby Davies	Anita Neville	Diane St-Jacques	Tony Tirabassi	(9)
Monique Guay	Carol Skelton	Greg Thompson	Alan Tonks	

SOUS-COMITÉ DE LA CONDITION DES PERSONNES HANDICAPÉES**Président:** Carolyn Bennett**Vice-président:**

Madeleine Dalphond-Guiral	Nancy Karetak-Lindell	Anita Neville	Greg Thompson	(9)
Raymonde Folco	Wendy Lill	Larry Spencer	Tony Tirabassi	

ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Président: Charles Caccia

Vice-présidents: Karen Kraft Sloan
Bob Mills

Roy Bailey
Bernard Bigras
Joe Comartin
Paul Forseth

Marcel Gagnon
John Herron
Gar Knutson

Rick Laliberte
Karen Redman
Julian Reed

Andy Savoy
Hélène Scherrer
Alan Tonks

(16)

Membres associés

Jim Abbott
Diane Ablonczy
Peter Adams
Rob Anders
David Anderson
André Bachand
Leon Benoit
Stéphane Bergeron
Rick Borotsik
Garry Breitzkreuz
Scott Brison
Andy Burton
Chuck Cadman
Serge Cardin
Bill Casey
Rick Casson
David Chatters
Joe Clark
John Cummins
Stockwell Day
Bev Desjarlais

Norman Doyle
John Duncan
Reed Elley
Ken Epp
Brian Fitzpatrick
Cheryl Gallant
Peter Goldring
Jim Gouk
Gurmant Grewal
Deborah Grey
Art Hanger
Richard Harris
Loyola Hearn
Grant Hill
Jay Hill
Howard Hilstrom
Betty Hinton
Rahim Jaffer
Dale Johnston
Gerald Keddy
Jason Kenney

Robert Lanctôt
Clifford Lincoln
Gary Lunn
James Lunney
Peter MacKay
Preston Manning
Richard Marceau
Inky Mark
Keith Martin
Pat Martin
Philip Mayfield
Grant McNally
Val Meredith
Rob Merrifield
James Moore
Deepak Obhrai
Brian Pallister
Jim Pankiw
Charlie Penson
Joe Peschisolido
James Rajotte

Scott Reid
John Reynolds
Gerry Ritz
Svend Robinson
Werner Schmidt
Carol Skelton
Monte Solberg
Kevin Sorenson
Larry Spencer
Darrel Stinson
Peter Stoffer
Chuck Strahl
Greg Thompson
Myron Thompson
Vic Toews
Maurice Vellacott
Elsie Wayne
Randy White
Ted White
John Williams
Lynne Yelich

FINANCES**Président:** Maurizio Bevilacqua**Vice-présidents:** Nick Discepola
Ken EppSue Barnes
Carolyn Bennett
Scott Brison
Roy CullenAlbina Guarnieri
Rahim Jaffer
Jason Kenney
Sophia LeungYvan Loubier
John McCallum
Shawn Murphy
Lorne NystromPauline Picard
Gary Pillitteri
Monte Solberg

(18)

Membres associésJim Abbott
Diane Ablonczy
Rob Anders
David Anderson
André Bachand
Roy Bailey
Leon Benoit
Bernard Bigras
Rick Borotsik
Garry Breitzkreuz
Andy Burton
Chuck Cadman
Bill Casey
Rick Casson
David Chatters
Joe Clark
John Cummins
Stockwell Day
Odina Desrochers
Norman Doyle
Antoine Dubé
John DuncanReed Elley
Brian Fitzpatrick
Paul Forseth
Christiane Gagnon
Cheryl Gallant
Jocelyne Girard-Bujold
Yvon Godin
Peter Goldring
Jim Gouk
Gurmant Grewal
Deborah Grey
Monique Guay
Art Hanger
Richard Harris
Loyola Hearn
John Herron
Grant Hill
Jay Hill
Howard Hilstrom
Betty Hinton
Dale JohnstonGerald Keddy
Gary Lunn
James Lunney
Peter MacKay
Preston Manning
Richard Marceau
Inky Mark
Keith Martin
Philip Mayfield
Alexa McDonough
Grant McNally
Val Meredith
Rob Merrifield
Bob Mills
James Moore
Deepak Obhrai
Brian Pallister
Jim Pankiw
Pierre Paquette
Charlie Penson
Gilles-A. PerronJoe Peschisolido
James Rajotte
Scott Reid
John Reynolds
Gerry Ritz
Werner Schmidt
Carol Skelton
Kevin Sorenson
Larry Spencer
Darrel Stinson
Chuck Strahl
Greg Thompson
Myron Thompson
Vic Toews
Stéphan Tremblay
Maurice Vellacott
Elsie Wayne
Randy White
Ted White
John Williams
Lynne Yelich

INDUSTRIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

Président: Susan Whelan

Vice-présidents: Walt Lastewka
Charlie Penson

Larry Bagnell
Stéphane Bergeron
Bev Desjarlais
Claude Drouin

Jocelyne Girard-Bujold
Preston Manning
Dan McTeague

James Rajotte
Andy Savoy
Brent St. Denis

Chuck Strahl
Paddy Torsney
Joseph Volpe

(16)

Membres associés

Jim Abbott
Diane Ablonczy
Peter Adams
Rob Anders
David Anderson
André Bachand
Roy Bailey
Mauril Bélanger
Leon Benoit
Bernard Bigras
Rick Borotsik
Garry Breitzkreuz
Pierre Brien
Scott Brison
Andy Burton
Chuck Cadman
Serge Cardin
Bill Casey
Rick Casson
David Chatters
Joe Clark
John Cummins
Stockwell Day

Odina Desrochers
Norman Doyle
Antoine Dubé
John Duncan
Reed Elley
Ken Epp
Brian Fitzpatrick
Paul Forseth
Christiane Gagnon
Cheryl Gallant
Yvon Godin
Peter Goldring
Jim Gouk
Gurmant Grewal
Deborah Grey
Art Hanger
Richard Harris
Loyola Hearn
John Herron
Grant Hill
Jay Hill
Howard Hilstrom
Betty Hinton

Rahim Jaffer
Dale Johnston
Gerald Keddy
Jason Kenney
Mario Laframboise
Gary Lunn
James Lunney
Peter MacKay
Richard Marceau
Inky Mark
Keith Martin
Pat Martin
Philip Mayfield
Grant McNally
Réal Ménard
Val Meredith
Rob Merrifield
Bob Mills
James Moore
Lorne Nystrom
Deepak Obhrai
Brian Pallister
Jim Pankiw

Pierre Paquette
Joe Peschisolido
Dick Proctor
Scott Reid
John Reynolds
Gerry Ritz
Werner Schmidt
Carol Skelton
Monte Solberg
Kevin Sorenson
Larry Spencer
Darrel Stinson
Peter Stoffer
Greg Thompson
Myron Thompson
Vic Toews
Maurice Vellacott
Elsie Wayne
Randy White
Ted White
John Williams
Lynne Yelich

JUSTICE ET DROITS DE LA PERSONNE

Président: Andy Scott

Vice-présidents: Chuck Cadman
Denis Paradis

Carole-Marie Allard	Paul DeVillers	John Maloney	Kevin Sorenson	(18)
Michel Bellehumeur	Brian Fitzpatrick	John McKay	Vic Toews	
Bill Blaikie	Ivan Grose	Lynn Myers	Pierrette Venne	
Irwin Cotler	Peter MacKay	Stephen Owen		

Membres associés

Jim Abbott	John Duncan	Derek Lee	Geoff Regan
Diane Ablonczy	Reed Elley	Gary Lunn	Scott Reid
Rob Anders	Ken Epp	James Lunney	John Reynolds
David Anderson	Paul Forseth	Preston Manning	Gerry Ritz
André Bachand	Cheryl Gallant	Richard Marceau	Svend Robinson
Roy Bailey	Peter Goldring	Inky Mark	Werner Schmidt
Leon Benoit	Jim Gouk	Keith Martin	Carol Skelton
Bernard Bigras	Gurmant Grewal	Philip Mayfield	Monte Solberg
Rick Borotsik	Deborah Grey	Grant McNally	Larry Spencer
Diane Bourgeois	Art Hanger	Réal Ménard	Darrel Stinson
Garry Breitkreuz	Richard Harris	Val Meredith	Chuck Strahl
Scott Brison	Loyola Hearn	Rob Merrifield	Greg Thompson
Andy Burton	John Herron	Bob Mills	Myron Thompson
Bill Casey	Grant Hill	James Moore	Suzanne Tremblay
Rick Casson	Jay Hill	Anita Neville	Maurice Vellacott
David Chatters	Howard Hilstrom	Deepak Obhrai	Tom Wappel
Joe Clark	Betty Hinton	Brian Pallister	Judy Wasylcia-Leis
Joe Comartin	Rahim Jaffer	Jim Pankiw	Elsie Wayne
John Cummins	Marlene Jennings	Pierre Paquette	Randy White
Madeleine Dalphond-Guiral	Dale Johnston	Charlie Penson	Ted White
Stockwell Day	Gerald Keddy	Joe Peschisolido	Bryon Wilfert
Bev Desjarlais	Jason Kenney	David Pratt	John Williams
Norman Doyle	Dominic LeBlanc	James Rajotte	Lynne Yelich

SOUS-COMITÉ SUR LA SÉCURITÉ NATIONALE

Président: Derek Lee

Vice-président:

Bill Blaikie	Lynn Myers	Kevin Sorenson	Pierrette Venne	(11)
Marlene Jennings	David Pratt	Vic Toews	Bryon Wilfert	
Peter MacKay	Geoff Regan			

LIAISON

Président:	Bill Graham	Vice-président:	Susan Whelan	
Peter Adams	Bonnie Brown	Gurmant Grewal	Judi Longfield	(18)
Mauril Bélanger	Charles Caccia	Charles Hubbard	David Pratt	
Maurizio Bevilacqua	Wayne Easter	Ovid Jackson	Andy Scott	
Raymond Bonin	Joe Fontana	Clifford Lincoln	John Williams	

Membres associés

Jim Abbott	Reed Elley	Walt Lastewka	James Rajotte
Diane Ablonczy	Ken Epp	James Lunney	Scott Reid
Reg Alcock	Brian Fitzpatrick	Peter MacKay	John Reynolds
Rob Anders	Paul Forseth	Steve Mahoney	Gerry Ritz
David Anderson	Cheryl Gallant	Preston Manning	Jacques Saada
Jean Augustine	Yvon Godin	Keith Martin	Werner Schmidt
Roy Bailey	Peter Goldring	Philip Mayfield	Carol Skelton
Leon Benoit	Jim Gouk	Rob Merrifield	Monte Solberg
Bill Blaikie	Michel Guimond	Bob Mills	Kevin Sorenson
Garry Breitreuz	Art Hanger	Dennis Mills	Larry Spencer
Pierre Brien	Mac Harb	James Moore	Diane St-Jacques
Andy Burton	Richard Harris	Lorne Nystrom	Paul Steckle
Chuck Cadman	Grant Hill	Deepak Obhrai	Darrel Stinson
Murray Calder	Jay Hill	Brian Pallister	Yolande Thibeault
Rick Casson	Howard Hilstrom	Jim Pankiw	Myron Thompson
David Chatters	Betty Hinton	Denis Paradis	Vic Toews
John Cummins	Rahim Jaffer	Charlie Penson	Maurice Vellacott
Libby Davies	Dale Johnston	Joe Peschisolido	Tom Wappel
Stockwell Day	Nancy Karetak-Lindell	Beth Phinney	Randy White
Nick Discepola	Jason Kenney	David Price	Ted White
John Duncan	Karen Kraft Sloan	Marcel Proulx	Lynne Yelich

SOUS-COMITÉ SUR LES SALLES DE COMITÉ

Président:	Bill Graham	Vice-président:		
Joe Fontana	Clifford Lincoln	John Williams		(4)

SOUS-COMITÉ DU BUDGET

Président:	Bill Graham	Vice-président:		
Bonnie Brown	Clifford Lincoln	Susan Whelan	John Williams	(7)
Wayne Easter	Judi Longfield			

PATRIMOINE CANADIEN**Président:** Clifford Lincoln**Vice-présidents:** Jim Abbott
Dennis Mills

Paul Bonwick	Christiane Gagnon	John Harvard	Grant McNally	(16)
Sarmite Bulte	Cheryl Gallant	Betty Hinton	Caroline St-Hilaire	
Rodger Cuzner	Roger Gallaway	Wendy Lill	Tony Tirabassi	
Claude Duplain				

Membres associés

Diane Ablonczy	Norman Doyle	Robert Lanctôt	Scott Reid
Rob Anders	Antoine Dubé	Gary Lunn	John Reynolds
David Anderson	John Duncan	James Lunney	Gerry Ritz
André Bachand	Reed Elley	Peter MacKay	Benoît Sauvageau
Roy Bailey	Ken Epp	Preston Manning	Hélène Scherrer
Leon Benoit	Brian Fitzpatrick	Richard Marceau	Werner Schmidt
Bernard Bigras	Paul Forseth	Serge Marcil	Carol Skelton
Bill Blaikie	Peter Goldring	Inky Mark	Monte Solberg
Rick Borotsik	Jim Gouk	Keith Martin	Kevin Sorenson
Diane Bourgeois	Gurmant Grewal	Philip Mayfield	Larry Spencer
Garry Breitzkreuz	Deborah Grey	Val Meredith	Darrel Stinson
Scott Brison	Art Hanger	Rob Merrifield	Chuck Strahl
Andy Burton	Richard Harris	Bob Mills	Greg Thompson
Chuck Cadman	Loyola Hearn	James Moore	Myron Thompson
Serge Cardin	John Herron	Deepak Obhrai	Vic Toews
Bill Casey	Grant Hill	Brian Pallister	Suzanne Tremblay
Rick Casson	Jay Hill	Jim Pankiw	Maurice Vellacott
David Chatters	Howard Hilstrom	Pierre Paquette	Elsie Wayne
Joe Clark	Rahim Jaffer	Charlie Penson	Randy White
Joe Comartin	Dale Johnston	Joe Peschisolido	Ted White
John Cummins	Gerald Keddy	Dick Proctor	John Williams
Libby Davies	Jason Kenney	James Rajotte	Lynne Yelich
Stockwell Day	Stan Keyes		

SOUS-COMITÉ DU SPORT**Président:** Dennis Mills**Vice-président:**

Rodger Cuzner	John Harvard	Robert Lanctôt	Dick Proctor	(9)
Cheryl Gallant	Loyola Hearn	Serge Marcil	Hélène Scherrer	

PÊCHES ET OCÉANS

Président: Wayne Easter

Vice-présidents: John Cummins
Paul Steckle

Sarkis Assadourian
Andy Burton
Rodger Cuzner
Georges Farrah

Loyola Hearn
Dominic LeBlanc
James Lunney

Bill Matthews
Lawrence O'Brien
Jean-Yves Roy

Peter Stoffer
Suzanne Tremblay
Tom Wappel

(16)

Membres associés

Jim Abbott
Diane Ablonczy
Rob Anders
David Anderson
Gérard Asselin
André Bachand
Roy Bailey
Leon Benoit
Rick Borotsik
Garry Breitzkreuz
Scott Brison
Chuck Cadman
Bill Casey
Rick Casson
David Chatters
Joe Clark
Stockwell Day
Norman Doyle
John Duncan
Reed Elley

Ken Epp
Brian Fitzpatrick
Paul Forseth
Ghislain Fournier
Marcel Gagnon
Cheryl Gallant
Yvon Godin
Peter Goldring
Jim Gouk
Gurmant Grewal
Deborah Grey
Art Hanger
Richard Harris
John Herron
Grant Hill
Jay Hill
Howard Hilstrom
Betty Hinton
Rahim Jaffer
Dale Johnston

Gerald Keddy
Jason Kenney
Gary Lunn
Peter MacKay
Preston Manning
Inky Mark
Keith Martin
Philip Mayfield
Grant McNally
Val Meredith
Rob Merrifield
Bob Mills
James Moore
Deepak Obhrai
Brian Pallister
Jim Pankiw
Charlie Penson
Joe Peschisolido
James Rajotte
Scott Reid

John Reynolds
Gerry Ritz
Svend Robinson
Yves Rocheleau
Werner Schmidt
Carol Skelton
Monte Solberg
Kevin Sorenson
Larry Spencer
Darrel Stinson
Chuck Strahl
Greg Thompson
Myron Thompson
Vic Toews
Maurice Vellacott
Elsie Wayne
Randy White
Ted White
John Williams
Lynne Yelich

PROCÉDURE ET AFFAIRES DE LA CHAMBRE

Président: Peter Adams

Vice-présidents: Richard Harris
Jacques Saada

Pierre Brien	Michel Guimond	Paul Harold Macklin	John Reynolds	(16)
Marlene Catterall	Jay Hill	Carolyn Parrish	John Richardson	
Cheryl Gallant	Joe Jordan	Geoff Regan	Tony Tirabassi	
Yvon Godin				

Membres associés

Jim Abbott	Stockwell Day	Gary Lunn	James Rajotte
Diane Ablonczy	Norman Doyle	James Lunney	Scott Reid
Rob Anders	John Duncan	Peter MacKay	Gerry Ritz
David Anderson	Reed Elley	John Maloney	Werner Schmidt
André Bachand	Ken Epp	Preston Manning	Carol Skelton
Roy Bailey	Brian Fitzpatrick	Inky Mark	Monte Solberg
Sue Barnes	Paul Forseth	Keith Martin	Kevin Sorenson
Michel Bellehumeur	Peter Goldring	Philip Mayfield	Larry Spencer
Leon Benoit	Jim Gouk	Grant McNally	Caroline St-Hilaire
Stéphane Bergeron	Gurmant Grewal	Réal Ménard	Darrel Stinson
Bill Blaikie	Deborah Grey	Val Meredith	Chuck Strahl
Rick Borotsik	Art Hanger	Rob Merrifield	Paul Szabo
Garry Breitkreuz	John Harvard	Bob Mills	Greg Thompson
Scott Brison	Loyola Hearn	Dennis Mills	Myron Thompson
Andy Burton	John Herron	James Moore	Vic Toews
Chuck Cadman	Grant Hill	Lorne Nystrom	Maurice Vellacott
Bill Casey	Howard Hilstrom	Deepak Obhrai	Elsie Wayne
Rick Casson	Betty Hinton	Brian Pallister	Randy White
David Chatters	Rahim Jaffer	Jim Pankiw	Ted White
Joe Clark	Dale Johnston	Charlie Penson	Bryon Wilfert
John Cummins	Gerald Keddy	Joe Peschisolido	John Williams
Madeleine Dalphond-Guiral	Jason Kenney	Marcel Proulx	Lynne Yelich

SOUS-COMITÉ DU CALENDRIER PARLEMENTAIRE

Président: Marlene Catterall

Vice-président:

Pierre Brien	Yvon Godin	Richard Harris	Jay Hill	(5)
--------------	------------	----------------	----------	-----

SOUS-COMITÉ DES AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS

Président: Carolyn Parrish

Vice-président:

Bill Blaikie	Michel Guimond	Jay Hill	Marcel Proulx	(6)
Garry Breitkreuz				

SANTÉ

Président: Bonnie Brown

Vice-présidents: Reg Alcock
Rob Merrifield

Diane Ablonczy
André Bachand
Colleen Beaumier
Diane Bourgeois

Jeannot Castonguay
Brenda Chamberlain
Stan Dromisky

James Lunney
Réal Ménard
Hélène Scherrer

Judy Sgro
Yolande Thibeault
Judy Wasylycia-Leis

(16)

Membres associés

Jim Abbott
Rob Anders
David Anderson
Roy Bailey
Leon Benoit
Bernard Bigras
Rick Borotsik
Garry Breitzkreuz
Scott Brison
Andy Burton
Chuck Cadman
Bill Casey
Rick Casson
David Chatters
Joe Clark
John Cummins
Madeleine Dalphond-Guiral
Libby Davies
Stockwell Day
Norman Doyle
John Duncan

Reed Elley
Ken Epp
Brian Fitzpatrick
Paul Forseth
Cheryl Gallant
Jocelyne Girard-Bujold
Peter Goldring
Jim Gouk
Gurmant Grewal
Deborah Grey
Art Hanger
Richard Harris
Loyola Hearn
John Herron
Grant Hill
Jay Hill
Howard Hilstrom
Betty Hinton
Rahim Jaffer
Dale Johnston

Gerald Keddy
Jason Kenney
Gary Lunn
Peter MacKay
Preston Manning
Richard Marceau
Inky Mark
Keith Martin
Pat Martin
Philip Mayfield
Grant McNally
Val Meredith
Bob Mills
James Moore
Deepak Obhrai
Brian Pallister
Jim Pankiw
Charlie Penson
Joe Peschisolido
Pauline Picard

James Rajotte
Scott Reid
John Reynolds
Gerry Ritz
Werner Schmidt
Carol Skelton
Monte Solberg
Kevin Sorenson
Larry Spencer
Darrel Stinson
Chuck Strahl
Greg Thompson
Myron Thompson
Vic Toews
Maurice Vellacott
Elsie Wayne
Randy White
Ted White
John Williams
Lynne Yelich

TRANSPORTS ET OPÉRATIONS GOUVERNEMENTALES

Président:	Ovid Jackson	Vice-présidents:	James Moore Marcel Proulx	
Reg Alcock	Bev Desjarlais	Mario Laframboise	Alex Shepherd	(16)
Gerry Byrne	Peter Goldring	Ghislain Lebel	Darrel Stinson	
John Cannis	André Harvey	Val Meredith	Paul Szabo	
Joe Comuzzi				

Membres associés

Jim Abbott	Norman Doyle	Rahim Jaffer	Joe Peschisolido
Diane Ablonczy	John Duncan	Dale Johnston	Dick Proctor
Rob Anders	Reed Elley	Gerald Keddy	James Rajotte
David Anderson	Ken Epp	Jason Kenney	Scott Reid
Gérard Asselin	Brian Fitzpatrick	Dominic LeBlanc	John Reynolds
André Bachand	Paul Forseth	Gary Lunn	Gerry Ritz
Roy Bailey	Ghislain Fournier	James Lunney	Werner Schmidt
Leon Benoit	Christiane Gagnon	Peter MacKay	Carol Skelton
Bernard Bigras	Cheryl Gallant	Preston Manning	Monte Solberg
Rick Borotsik	Jocelyne Girard-Bujold	Richard Marceau	Kevin Sorenson
Garry Breitzkreuz	Jim Gouk	Serge Marcil	Larry Spencer
Scott Brison	Gurmant Grewal	Inky Mark	Peter Stoffer
Andy Burton	Deborah Grey	Keith Martin	Chuck Strahl
Chuck Cadman	Monique Guay	Philip Mayfield	Greg Thompson
Serge Cardin	Art Hanger	Grant McNally	Myron Thompson
Bill Casey	Richard Harris	Réal Ménard	Vic Toews
Rick Casson	Loyola Hearn	Rob Merrifield	Maurice Vellacott
David Chatters	John Herron	Bob Mills	Elsie Wayne
Joe Clark	Grant Hill	Deepak Obhrai	Randy White
Paul Crête	Jay Hill	Brian Pallister	Ted White
John Cummins	Howard Hilstrom	Jim Pankiw	John Williams
Stockwell Day	Betty Hinton	Bernard Patry	Lynne Yelich
Odina Desrochers	Charles Hubbard	Charlie Penson	

COMITÉS SPÉCIAUX

COMITÉ SPÉCIAL SUR LA CONSOMMATION NON MÉDICALE DE DROGUES OU MÉDICAMENTS

Président:	Paddy Torsney	Vice-présidents:	Carole-Marie Allard Randy White	
André Bachand	Mac Harb	Réal Ménard	Jacques Saada	(13)
Bernard Bigras	Dominic LeBlanc	Stephen Owen	Kevin Sorenson	
Libby Davies	Derek Lee			

COMITÉS MIXTES PERMANENTS

BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

Coprésident:

Vice-coprésident:

Représentant le Sénat:
Les honorables sénateurs

Représentant la Chambre des communes:

Gérald Beaudoin
John Bryden
Jane Marie Cordy

Donald Oliver
Vivienne Poy

Mauril Bélanger
Carolyn Bennett
Robert Bertrand
Marlene Catterall
Marcel Gagnon
Grant Hill
Jay Hill
Betty Hinton

Jim Karygiannis
Raymond Lavigne
Wendy Lill
Jerry Pickard
Louis Plamondon
Jacques Saada
Darrel Stinson
Andrew Telegdi

(21)

Membres associés

Jim Abbott
Diane Ablonczy
Rob Anders
David Anderson
André Bachand
Roy Bailey
Leon Benoit
Rick Borotsik
Garry Breitkreuz
Scott Brison
Andy Burton
Chuck Cadman
Bill Casey
Rick Casson
David Chatters
Joe Clark
John Cummins
Libby Davies
Stockwell Day

Norman Doyle
John Duncan
Reed Elley
Ken Epp
Brian Fitzpatrick
Paul Forseth
Cheryl Gallant
Peter Goldring
Jim Gouk
Gurmant Grewal
Deborah Grey
Art Hanger
Richard Harris
Loyola Hearn
John Herron
Howard Hilstrom
Rahim Jaffer
Dale Johnston
Gerald Keddy

Jason Kenney
Gary Lunn
James Lunney
Peter MacKay
Preston Manning
Inky Mark
Keith Martin
Philip Mayfield
Grant McNally
Val Meredith
Rob Merrifield
Bob Mills
James Moore
Deepak Obhrai
Brian Pallister
Jim Pankiw
Charlie Penson
Joe Peschisolido
James Rajotte

Scott Reid
John Reynolds
Gerry Ritz
Benoît Sauvageau
Werner Schmidt
Carol Skelton
Monte Solberg
Kevin Sorenson
Larry Spencer
Chuck Strahl
Greg Thompson
Myron Thompson
Vic Toews
Maurice Vellacott
Elsie Wayne
Randy White
Ted White
John Williams
Lynne Yelich

EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION

Coprésidents: Gurmant Grewal
Céline Hervieux-Payette

Vice-coprésident: Tom Wappel

Représentant le Sénat:
Les honorables sénateurs

Représentant la Chambre des communes:

John Bryden
Sheila Finestone
Mobina Jaffer

Noël Kinsella
Wilfred Moore
Pierre Claude Nolin

Sue Barnes
Paul Bonwick
Pierre Brien
Jean-Guy Carignan
Joe Comuzzi
John Cummins
Jim Gouk
Michel Guimond

Gar Knutson
Derek Lee
Paul Harold Macklin
Lynn Myers
Lorne Nystrom
Jim Pankiw
Ted White

(24)

Membres associés

Jim Abbott
Diane Ablonczy
Rob Anders
David Anderson
André Bachand
Roy Bailey
Michel Bellehumeur
Leon Benoit
Rick Borotsik
Garry Breitzkreuz
Scott Brison
Andy Burton
Chuck Cadman
Bill Casey
Rick Casson
David Chatters
Joe Clark
Stockwell Day
Norman Doyle
John Duncan

Reed Elley
Ken Epp
Brian Fitzpatrick
Paul Forseth
Cheryl Gallant
Peter Goldring
Deborah Grey
Art Hanger
Richard Harris
Loyola Hearn
John Herron
Grant Hill
Jay Hill
Howard Hilstrom
Betty Hinton
Rahim Jaffer
Dale Johnston
Gerald Keddy
Jason Kenney

Robert Lanctôt
Ghislain Lebel
Gary Lunn
James Lunney
Peter MacKay
Preston Manning
Inky Mark
Keith Martin
Philip Mayfield
Grant McNally
Val Meredith
Rob Merrifield
Bob Mills
James Moore
Deepak Obhrai
Brian Pallister
Charlie Penson
Joe Peschisolido
James Rajotte

Scott Reid
John Reynolds
Gerry Ritz
Werner Schmidt
Carol Skelton
Monte Solberg
Kevin Sorenson
Larry Spencer
Darrel Stinson
Chuck Strahl
Greg Thompson
Myron Thompson
Vic Toews
Maurice Vellacott
Pierrette Venne
Elsie Wayne
Randy White
John Williams
Lynne Yelich

LANGUES OFFICIELLES

Coprésidents: Mauril Bélanger
Shirley Maheu

Vice-coprésidents: Scott Reid
Yolande Thibeault

Représentant le Sénat:
Les honorables sénateurs

Représentant la Chambre des communes:

Gérald Beaudoin
Joan Fraser
Jean-Robert Gauthier
Laurier LaPierre

Viola Léger
Jean-Claude Rivest
Raymond Setlakwe

Eugène Bellemare
Gérard Binet
Sarmite Bulte
Claude Drouin
Christiane Gagnon
John Godfrey
Yvon Godin

Peter Goldring
Richard Harris
John Herron
Raymond Lavigne
Dan McTeague
Benoît Sauvageau

(24)

Membres associés

Jim Abbott
Diane Ablonczy
Rob Anders
David Anderson
André Bachand
Roy Bailey
Leon Benoit
Stéphane Bergeron
Rick Borotsik
Garry Breitzkreuz
Scott Brison
Andy Burton
Chuck Cadman
Bill Casey
Rick Casson
David Chatters
Joe Clark
Joe Comartin
John Cummins
Stockwell Day

Norman Doyle
John Duncan
Reed Elley
Ken Epp
Brian Fitzpatrick
Paul Forseth
Cheryl Gallant
Jim Gouk
Gurmant Grewal
Deborah Grey
Art Hanger
Loyola Hearn
Grant Hill
Jay Hill
Howard Hilstrom
Betty Hinton
Rahim Jaffer
Dale Johnston
Gerald Keddy
Jason Kenney

Gary Lunn
James Lunney
Peter MacKay
Preston Manning
Richard Marceau
Inky Mark
Keith Martin
Philip Mayfield
Grant McNally
Val Meredith
Rob Merrifield
Bob Mills
James Moore
Lorne Nystrom
Deepak Obhrai
Brian Pallister
Jim Pankiw
Charlie Penson
Joe Peschisolido
Louis Plamondon

James Rajotte
John Reynolds
Gerry Ritz
Werner Schmidt
Carol Skelton
Monte Solberg
Kevin Sorenson
Larry Spencer
Darrel Stinson
Chuck Strahl
Greg Thompson
Myron Thompson
Vic Toews
Suzanne Tremblay
Maurice Vellacott
Elsie Wayne
Randy White
Ted White
John Williams
Lynne Yelich

Le Président de la Chambre

L'HON. PETER MILLIKEN

Comités des Présidents des Comités législatifs

Le vice-président et président des comités pléniers

M. BOB KILGER

Le vice-président des comités pléniers de la Chambre

M. RÉGINALD BÉLAIR

Le vice-président adjoint des comités pléniers de la Chambre

MME ELENI BAKOPANOS

MEMBRE DU MINISTÈRE

Par ordre de préséance

Le très hon. Jean Chrétien	premier ministre du Canada
L'hon. Herb Gray	vice-premier ministre
L'hon. David Collenette	ministre des Transports
L'hon. David Anderson	ministre de l'Environnement
L'hon. Ralph Goodale	ministre des Ressources naturelles et ministre responsable de la Commission canadienne du blé
L'hon. Brian Tobin	ministre de l'Industrie
L'hon. Sheila Copps	ministre du Patrimoine canadien
L'hon. John Manley	ministre des Affaires étrangères
L'hon. Paul Martin	ministre des Finances
L'hon. Art Eggleton	ministre de la Défense nationale
L'hon. Anne McLellan	ministre de la Justice et procureur général du Canada
L'hon. Allan Rock	ministre de la Santé
L'hon. Lawrence MacAulay	solliciteur général du Canada
L'hon. Alfonso Gagliano	ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux
L'hon. Lucienne Robillard	présidente du Conseil du Trésor et ministre responsable de l'Infrastructure
L'hon. Martin Cauchon	ministre du Revenu national et secrétaire d'État (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec)
L'hon. Jane Stewart	ministre du Développement des ressources humaines
L'hon. Stéphane Dion	président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre des Affaires intergouvernementales
L'hon. Pierre Pettigrew	ministre du Commerce international
L'hon. Don Boudria	ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes
L'hon. Lyle Vanclief	ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire
L'hon. Herb Dhaliwal	ministre des Pêches et des Océans
L'hon. Ronald Duhamel	ministre des Anciens combattants et secrétaire d'État (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) (Francophonie)
L'hon. Claudette Bradshaw	ministre du Travail
L'hon. Robert Nault	ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien
L'hon. Maria Minna	ministre de la Coopération internationale
L'hon. Elinor Caplan	ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration
L'hon. Sharon Carstairs	leader du gouvernement du Sénat
L'hon. Robert Thibault	ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique)
L'hon. Ethel Blondin-Andrew	secrétaire d'État (Enfance et Jeunesse)
L'hon. Hedy Fry	secrétaire d'État (Multiculturalisme) (Situation de la femme)
L'hon. David Kilgour	secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique)
L'hon. Jim Peterson	secrétaire d'État (Institutions financières internationales)
L'hon. Andy Mitchell	secrétaire d'État (Développement rural) (Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario)
L'hon. Gilbert Normand	secrétaire d'État (Sciences, Recherche et Développement)
L'hon. Denis Coderre	secrétaire d'État (Sport amateur)
L'hon. Rey Pagtakhan	secrétaire d'État (Asie-Pacifique)

SECRÉTAIRES PARLEMENTAIRES

M. Joe Jordan	du premier ministre
M. André Harvey	du ministre des Transports
Mme Karen Redman	du ministre de l'Environnement
M. Benoît Serré	du ministre des Ressources naturelles
M. Claude Drouin	du ministre de l'Industrie
Mme Sarmite Bulte	de la ministre du Patrimoine canadien
Mme Aileen Carroll	du ministre des Affaires étrangères
M. John McCallum	du ministre des Finances
M. John O'Reilly	du ministre de la Défense nationale
M. Stephen Owen	de la ministre de la Justice et procureure générale du Canada
M. Jeannot Castonguay	du ministre de la Santé
M. Lynn Myers	du solliciteur général du Canada
M. Paul Szabo	du ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux
M. Alex Shepherd	de la présidente du Conseil du Trésor
Mme Sophia Leung	du ministre du Revenu national
Mme Raymonde Folco	de la ministre du Développement des ressources humaines
M. Pat O'Brien	du ministre du Commerce international
M. Geoff Regan	du leader du gouvernement à la Chambre des communes
M. Larry McCormick	du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire
M. Georges Farrah	du ministre des Pêches et des Océans
M. Carmen Provenzano	du ministre des Anciens combattants
M. Gurbax Malhi	de la ministre du Travail
M. John Finlay	du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien
Mme Marlene Jennings	de la ministre de la Coopération internationale
M. Mark Assad	de la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration

TABLE DES MATIÈRES

Le vendredi 14 décembre 2001

INITIATIVES MINISTÉRIELLES			
Loi sur les déchets de combustible nucléaire			
Projet de loi C-27. Troisième lecture	8275	M. Colletette	8285
M. Gagnon (Champlain)	8275	M. Hill (MacLeod)	8285
M. Bigras	8277	M. Colletette	8285
M. Dubé	8278	M. Hill (MacLeod)	8285
M. Adams	8280	M. Colletette	8285
		M. Harris	8285
		M. Colletette	8285
		M. Harris	8285
		M. Colletette	8285
DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS			
Les droits de la femme		Le Supplément du revenu garanti	
Mme Neville	8281	M. Gauthier	8285
La Banque de Montréal		Mme Stewart	8285
M. Epp	8281	M. Gauthier	8285
Les bénévoles		Mme Stewart	8286
M. Myers	8281	M. Gagnon (Champlain)	8286
Les bénévoles		Mme Stewart	8286
M. Paradis	8281	M. Gagnon (Champlain)	8286
L'exploitation minière		Mme Stewart	8286
M. St-Julien	8282	Les personnes handicapées	
L'arbre de Noël chantant		Mme McDonough	8286
M. Goldring	8282	M. Cauchon	8286
La Chambre des communes		Mme McDonough	8286
M. Harb	8282	M. Cauchon	8286
Le projet de loi C-7		La Gendarmerie royale du Canada	
M. Bellehumeur	8282	M. Clark	8287
Le soccer		M. Tobin	8287
M. Proulx	8282	M. Clark	8287
Le projet de loi C-15A		M. MacAulay	8287
M. Cadman	8283	M. Jaffer	8287
La conduite en état d'ébriété		M. MacAulay	8287
M. Malhi	8283	M. Jaffer	8287
Voeux à l'occasion des fêtes		M. MacAulay	8287
Mme Wasylcia-Leis	8283	L'assurance-emploi	
Le poète officiel du Parlement		M. Brien	8287
M. Dubé	8283	Mme Stewart	8287
Sima Samar		M. Brien	8287
Mme Torsney	8283	Mme Stewart	8287
Les pêches		Le Moyen-Orient	
M. Hearn	8284	M. Day	8288
Les sans-abri		M. Manley	8288
Mme Scherrer	8284	M. Day	8288
Le gouvernement du Canada		M. Manley	8288
M. Ritz	8284	Le budget	
Les normes réglementaires		M. Bigras	8288
M. Caccia	8284	M. Martin (LaSalle—Émard)	8288
		M. Bigras	8288
		M. Martin (LaSalle—Émard)	8288
		M. Kenney	8288
		M. Martin (LaSalle—Émard)	8288
		M. Kenney	8289
		M. Martin (LaSalle—Émard)	8289
QUESTIONS ORALES		La sécurité nationale	
Les oeuvres littéraires		Mme Neville	8289
M. Hill (MacLeod)	8284	Mme Caplan	8289

POSTE  MAIL

Société canadienne des postes / Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

Poste-lettre

Lettermail

**1782711
Ottawa**

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Communication Canada - Édition
Ottawa (Ontario) K1A 0S9*

*If undelivered, return COVER ONLY to:
Communication Canada - Publishing
Ottawa, Ontario K1A 0S9*

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes

Published under the authority of the Speaker of the House of Commons

Aussi disponible sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :

Also available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

<http://www.parl.gc.ca>

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Communication Canada - Édition, Ottawa (Ontario) K1A 0S9

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

Additional copies may be obtained from Communication Canada - Canadian Government Publishing, Ottawa, Ontario K1A 0S9

**The English version of this publication may be obtained from Communication Canada - Canadian Government Publishing
Ottawa, Ontario K1A 0S9**